

AFRIQUE

LES CONFLITS DANS LA CORNE ORIENTALE

Après les États-Unis la Grande-Bretagne est prête à vendre des armes « défensives » à la Somalie

Après Washington, Londres a annoncé, le 26 juillet, que la Grande-Bretagne était prête à fournir « de modestes quantités d'armes à la Somalie, pour des objectifs de défense ». Le porte-parole du Foreign Office, qui a annoncé cette décision, a refusé de donner des précisions sur les quantités et la nature des armes qui pourraient être livrées à Mogadiscio. Le chroniqueur militaire du quotidien britannique The Guardian estime, quant à lui, ce jeudi 28 juillet, qu'il pourrait s'agir de batteries anti-aériennes, de missiles anti-chars, de véhicules blindés de reconnaissance de type « Scorpion » et de missiles « Rapier » ou « Swingfire ».

A Washington, après la décision similaire annoncée le 26 par le Département d'État, on insiste sur le fait que les États-Unis refusent de prendre parti dans le contentieux qui oppose la Somalie et l'Éthiopie au sujet de l'Ogaden. On souhaite, par conséquent, que les armes « défensives » éventuellement livrées à la Somalie ne soient pas utilisées par le Front de libération de la Somalie occidentale.

A Addis-Abeba, l'offre de livraison d'armes américaines à la Somalie a suscité de violentes réactions. L'agence éthiopienne d'information ENA, estime qu'il s'agit d'une « conspiration réactionnaire », menée notamment par l'Arabie Saoudite « pour transformer la mer Rouge en un domaine réservé à l'impérialisme ». Radio-Addis-Abeba, de son côté, a réfuté les accusations de l'ambassadeur de Somalie à Paris selon lesquelles l'Éthiopie s'apprê-

terait à attaquer le port somalien de Berbera. « Les diplomates somaliens à l'étranger », ajoute la radio, sont engagés dans une campagne de propagande destinée à masquer leur invasion de l'Ogaden.

A Mogadiscio, un porte-parole du Front de libération de la Somalie occidentale a affirmé que les maquisards somalis avaient été acclamés par les populations civiles des villes « libérées », de l'Ogaden, notamment à Gode et sur le fleuve Wabi Shebele. Il a insisté sur la démolition des troupes éthiopiennes dans cette région.

En Érythrée, les nationalistes affirment avoir occupé l'importante ville d'Agordat où les combats se poursuivaient depuis plusieurs semaines. Cette information n'a, pour l'instant, fait l'objet d'aucun commentaire à Addis-Abeba.

République Sud-Africaine

Les Noirs de Soweto tentent de mettre en place leurs propres structures administratives

De notre correspondante

Johannesburg. — Les étudiants noirs des régions de Johannesburg et de Pretoria ne désarment pas et continuent de protester contre l'« enseignement bantou », le boycott des écoles par les jeunes d'Alexandria, dans la banlieue de Johannesburg, Atteridgeville et Sauerhill, près de Pretoria, s'est étendu mercredi 27 juillet à Melmoet, un troisième township de trois cent mille habitants, proche de la capitale.

Parallèlement, les jeunes Africains tentent d'enrayer la lourde machine administrative mise en place par les Blancs dans les cités noires. Cette nouvelle tactique a été inaugurée il y a plusieurs semaines à la suite de l'affaire de l'augmentation des loyers à Soweto. Cette hausse avait été décidée unilatéralement par le gouvernement sans que la municipalité noire ait pu intervenir en place par lui-même, au réellement pu s'y opposer. Les étudiants se sont aussitôt saisis de l'incident pour provoquer une mobilisation de conseil d'initiative et leur manque d'initiative et de pouvoir, et leur ont demandé de démissionner. Ils ont eu gain de cause et, depuis le mois de juin, Soweto n'a plus de conseil municipal (le Monde daté 5-6 juin).

Rejetant les structures imposées par le gouvernement, les Noirs tentent de reconstruire des groupements responsables.

Fin juin, une cinquantaine de députés représentant la « conscience noire », la Convention du peuple noir (B.P.C.), l'Association des étudiants noirs (S.A.S.O.), celle des parents noirs (B.P.A.), le Conseil représentatif des étudiants de Soweto (S.E.S.C.), le Conseil sud-africain des Églises et des associations professionnelles africaines (chauffeurs de taxi, commerçants) se sont réunis sous l'égide du quotidien africain World « pour résoudre les problèmes de Soweto ».

Dix membres de l'Assemblée ont été élus pour mettre sur pied un nouveau conseil municipal et examiner de quelle façon il serait possible d'améliorer le sort des citoyens. Ce « comité des dix » vient de terminer ses travaux et s'en rendra publics les résultats qui seront discutés dimanche après-midi 31 juillet par la population de Soweto. Il s'agit de la première initiative de ce genre de la part des Noirs sud-africains.

Le comité propose un conseil de cinquante membres élu par tous les habitants de la ville ayant plus de dix-huit ans. Les candidats devront avoir plus de vingt-cinq ans et habiter Soweto depuis au moins cinq ans. Le conseil sera essentiellement un organe de décision, qui désignera un comité administratif. Celui-ci s'occupera entre autres de la législation des « pass » et du budget. Chaque année il élira le maire et son adjoint.

Une équipe de dix membres

● M. Omar Bongo, président de la République du Gabon, est arrivé mercredi 27 juillet à Paris pour une visite privée de quatre jours. Il devait être reçu à l'Élysée ce jeudi par M. Giscard d'Estaing. « Je parlerai notamment du problème de Mayotte », a précisé M. Bongo à son arrivée. J'ai déjà dit que je n'étais pas d'accord avec la France à ce sujet. Mayotte devrait être rapidement restituée aux Comores, dont elle est partie intégrante. »

PROCHE-ORIENT

La visite à Paris du ministre libyen des affaires étrangères

M. TRIKI DÉNONCE L'« AGRESSION INJUSTIFIÉE » DU CAIRE

M. Ali Abdessalam Triki, ministre libyen des affaires étrangères, arrivé le mardi 26 juillet à Paris pour une visite de deux jours, s'est entretenu mercredi avec son collègue français, M. de Guiringaud. Il doit avoir avec lui une nouvelle conversation ce jeudi matin avant d'être reçu par le président Giscard d'Estaing. Le chef de la diplomatie libyenne a déclaré : « Chaque fois que des difficultés surviennent, la France les déplace. Elle s'efforce de favoriser la conciliation et on le lui demande, mais en aucun cas, elle ne songe à intervenir dans les problèmes qui sont du ressort exclusif des pays arabes. Notre pays a de sa souveraineté une conception suffisamment ombrageuse pour ne pas intervenir dans celle des autres. »

Le ministre des affaires étrangères a noté que « la France n'a pas de hiérarchie dans ses amitiés au sein du monde arabe et accepte et reconnaît les options politiques de chacun ».

Dans sa réponse, le chef de la diplomatie libyenne a évoqué « l'agression égyptienne » que le régime égyptien a été le premier à liquider l'unité arabe ». Il a ajouté : « Nous savons que vous avez été, comme nous, surpris par cet acte que nous considérons comme le résultat d'un plan préconçu de l'extérieur et exécuté par le régime égyptien » et exprimé le souhait que « l'Égypte mette un terme à une politique qui n'est ni dans son intérêt ni dans celui de la Libye ou du monde arabe ».

● Accord de coopération libyéo-éthiopien. Un accord de coopération commerciale a été conclu mercredi 27 juillet entre la Libye et l'Éthiopie, a annoncé l'agence libyenne Arna. — (A.F.P.)

● La répression en Iran. — L'Association française des juristes dénonce, 5, rue du Renard, Paris-IV, et l'Association française d'amitié et de solidarité avec le peuple d'Iran, 52, avenue de la Motte-Picquet, Paris-XV, ont protesté une fois de plus contre les violations flagrantes des droits de l'homme qui apparaissent à chacun des procès politiques qui ont lieu en Iran. Elles ont demandé instamment que les condamnations ne soient pas exécutées.

La Libye n'exclut pas la reprise des hostilités avec l'Égypte

Malgré de multiples médiations — togolaise, syrienne, jordanienne, irakienne, koweïtienne, palestinienne, — le conflit égypto-libyen demeure entier. Si un accord politique devait être conclu entre le président Sadate et le colonel Kadhafi, les deux chefs d'État se réuniraient soit à Alger, soit au Koweït, écrit l'agence de presse palestinienne Wafa.

En attendant, des rassemblements populaires dirigés contre l'« agression » égyptienne se sont déroulés en Libye le mercredi 27 juillet. A Tripoli, la manifestation était présidée par l'ancien ministre égyptien des affaires sociales, M. Hekmet Abov Zeid, fervent adversaire du régime du président Sadate.

Malgré l'accalmie sur les frontières, les autorités libyennes n'excluent pas de toute évidence la reprise des hostilités. Elles procèdent à la mobilisation des réserves, tandis que les ambassades de Tripoli à l'étranger ont été chargées de faire appel à des volontaires arabes dans plusieurs pays, notamment en Europe. Un millier de Palestiniens appartenant aux organisations du « Front du refus » sont acheminés de Beyrouth à Tripoli.

De notre envoyé spécial

Tripoli. — Un état de « ni guerre ni paix » s'est installé en Libye après la décision du président Sadate d'observer la cessez-le-feu sur la frontière égypto-libyenne. Les autorités n'ont pas officiellement commenté la décision de l'Égypte, mais, officiellement, on affirme ici que la Libye ne s'estime pas concernée par cette mesure, étant donné qu'elle n'a fait que se défendre contre une agression égyptienne. Les autorités libyennes sont muettes quant aux négociations qui se déroulent avec l'Égypte par médiateurs interposés.

Au cours d'une conférence de presse tenue mercredi soir à Tripoli, M. Shehaby, chargé des affaires étrangères au sein du congrès du peuple et un des principaux négociateurs du côté libyen, a affirmé qu'il s'attendait à la reprise des hostilités.

« Le plan américain, a-t-il dit, n'a atteint aucun de ses objectifs et prévoit une nouvelle attaque

contre la Libye. Je ne sais pas exactement quelles sont les intentions de M. Sadate. Peut-être a-t-il voulu prouver à M. Cyrus Vance qu'il était capable de faire quelque chose. Peut-être veut-il occuper au préalable une portion du territoire libyen, notamment celle de Ghazouh, que M. Sadate a prétendu appartenir à l'Égypte, ou Kufra, afin d'en faire l'objet de marchandages. Mais qu'il prenne garde, la Libye saura recevoir les agresseurs ! »

La radio nationale poursuit sans discontinuer la diffusion de diatribes anti-égyptiennes. La télévision, pour sa part, a commencé à diffuser, mercredi soir, des films montrant l'ampleur des destructions infligées aux postes frontaliers libyens par l'aviation égyptienne. Le colonel Kadhafi devait prononcer ce jeudi soir un grand discours.

J. G.

Israël

DANS UN GRAND DÉBAT À LA KNESSET

M. Shimon Pérès reproche à M. Begin de s'être contenté d'un « succès de procédure » à Washington

Après Washington, le gouvernement de Londres a condamné, le mercredi 27 juillet, l'implantation de colonies juives en Cisjordanie. Il a déploré tout ce qui pourrait entraver les progrès vers une nouvelle convocation de la conférence de Genève. Le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, a de même estimé « très regrettable » la décision du gouvernement israélien d'accorder un statut légal à trois établissements « sauvages ».

Cette initiative, a-t-il déclaré, ne peut que porter atteinte aux efforts en cours pour la reprise des négociations. Les pays arabes, apprend-on à New-York, envisagent de demander la convocation du Conseil de sécurité.

En Israël, deux attentats — revendiqués par P.O.L.P. — ont marqué la journée de mercredi. L'explosion d'un engin au grand marché Hacarmel, à Tel-Aviv, a fait onze blessés ; celle d'une voiture piégée à Jérusalem n'a pas fait de victimes.

Le dirigeant communiste Tawfik Toubi s'est exclamé : « Ce ne sont ni l'O.L.P. ni les Palestiniens qui risquent de faire couler le sang juif, mais la politique intransigeable de ce gouvernement, qui ne vise qu'à occuper et légaliser l'occupation et la conquête. »

Après ces deux attentats, le président Carter n'avait demandé de ne pas suspendre la création d'une nouvelle implantation juive dans les territoires occupés. Le lui a répondu que les Juifs avaient le droit d'habiter dans la partie où ils vivaient en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. (Un « moshav » — village coopératif — a été fondé dans la région de Rafiah au sud de Gaza.)

Le département d'État ayant accusé Israël d'avoir violé la quatrième convention de Genève, par le fait de l'installation de citoyens d'un État occupant dans un territoire occupé (le Monde du 28 juillet), M. Begin a cité de nombreux textes pour démontrer que la Cisjordanie n'est pas un territoire occupé puisque, selon lui, son appartenance à la Jordanie n'a pas été sanctionnée par la communauté internationale. Le premier ministre israélien a réitéré son opposition à tout dialogue avec l'O.L.P. « ce rassemblement d'assassins qui constitue le pire ennemi que se soit dressé contre nous depuis les nazis ».

Plusieurs orateurs de l'opposition ont critiqué vivement la politique de M. Begin concernant les territoires occupés. Le chef du parti travailliste, M. Shimon Pérès, lui a reproché notamment de « n'avoir même pas tenté de rapprocher les points de vue israélien et arabe sur les points essentiels, et de s'être contenté d'un succès de procédure et non de fond. (...) Il n'est pas suffisant de dire que nous sommes en faveur de la paix. Encore faut-il que nous cherchions quel prix nous sommes prêts à payer pour cette paix ».

Un autre dirigeant travailliste, M. Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères, a pour sa part rejeté la thèse selon laquelle M. Begin a évité une confrontation avec le président Carter. « La vérité, a-t-il estimé, est que les divergences existent, qu'elles persistent pleinement et qu'elles se sont même approfondies sur divers points. »

L'un des dirigeants du parti

Dash, M. Samuel Tamir, a noté de son côté que « le refus de tout compromis en Cisjordanie risque de créer une situation telle que des concessions territoriales exigées deviendront indispensables dans le Sinai et sur le Golan, sans pour autant apporter la paix en contrepartie ».

Le dirigeant communiste Tawfik Toubi s'est exclamé : « Ce ne sont ni l'O.L.P. ni les Palestiniens qui risquent de faire couler le sang juif, mais la politique intransigeable de ce gouvernement, qui ne vise qu'à occuper et légaliser l'occupation et la conquête. »

Après ces deux attentats, le président Carter n'avait demandé de ne pas suspendre la création d'une nouvelle implantation juive dans les territoires occupés. Le lui a répondu que les Juifs avaient le droit d'habiter dans la partie où ils vivaient en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. (Un « moshav » — village coopératif — a été fondé dans la région de Rafiah au sud de Gaza.)

Le département d'État ayant accusé Israël d'avoir violé la quatrième convention de Genève, par le fait de l'installation de citoyens d'un État occupant dans un territoire occupé (le Monde du 28 juillet), M. Begin a cité de nombreux textes pour démontrer que la Cisjordanie n'est pas un territoire occupé puisque, selon lui, son appartenance à la Jordanie n'a pas été sanctionnée par la communauté internationale. Le premier ministre israélien a réitéré son opposition à tout dialogue avec l'O.L.P. « ce rassemblement d'assassins qui constitue le pire ennemi que se soit dressé contre nous depuis les nazis ».

Plusieurs orateurs de l'opposition ont critiqué vivement la politique de M. Begin concernant les territoires occupés. Le chef du parti travailliste, M. Shimon Pérès, lui a reproché notamment de « n'avoir même pas tenté de rapprocher les points de vue israélien et arabe sur les points essentiels, et de s'être contenté d'un succès de procédure et non de fond. (...) Il n'est pas suffisant de dire que nous sommes en faveur de la paix. Encore faut-il que nous cherchions quel prix nous sommes prêts à payer pour cette paix ».

Un autre dirigeant travailliste, M. Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères, a pour sa part rejeté la thèse selon laquelle M. Begin a évité une confrontation avec le président Carter. « La vérité, a-t-il estimé, est que les divergences existent, qu'elles persistent pleinement et qu'elles se sont même approfondies sur divers points. »

L'un des dirigeants du parti

LES ÉTATS-UNIS FOURNIRONT DE L'ARMEMENT « DÉFENSIF » AU SOUDAN ET À L'ÉGYPTÉ

Washington (A.F.P.). — Les États-Unis sont disposés à fournir des équipements militaires défensifs au Soudan et une mission militaire américaine partira au début du mois prochain pour Khartoum afin de déterminer les besoins de ce pays, a annoncé le mercredi 27 juillet, le département d'État.

Aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne les types d'armements qui seront livrés au Soudan, à l'exception de la vente de six avions de transport C-130, approuvée il y a déjà plusieurs semaines, a précisé le porte-parole américain.

Il a, d'autre part, partiellement confirmé les informations du New York Times selon lesquelles l'administration Carter envisage de livrer des équipements militaires à l'Égypte. Il a noté à ce propos que « le président Sadate a mis fin à sa dépendance à l'égard de l'Union soviétique et a exprimé le désir de diversifier ses sources d'approvisionnement en armes ».

« Nous pensons qu'il est manifestement de notre intérêt de l'aider dans la mesure du possible », a-t-il ajouté.

On croit savoir à Washington que ces équipements « non-offensifs » consisteraient en douzaine d'avions de reconnaissance sans pilote, avec des caméras de reconnaissance aérienne et quatorze appareils cargos C-130 (exemplaires de ce type d'avions avaient été livrés l'année dernière). La valeur de ces fournitures sera de l'ordre de 200 millions de dollars. (Le Monde du 28 juillet.)

A TRAVERS LE MONDE

Bésil

● L'ESCADRON DE LA MORT A TUE CINQ PERSONNES le mardi 26 juillet dans la ville de Nova Iguaçu (province de Rio-de-Janeiro). Il s'agissait de la reprise de justice. Cinq autres personnes avaient été déjà décapitées, le 25 juillet, dans la même ville, assassinées, selon toutes vraisemblances, par le même groupe de tueurs, que les observateurs brésiliens estiment issu de la police elle-même. — (A.F.P.)

Chine

● M. LEONARD WOODCOCK, nouveau chef du bureau américain de liaison en Chine, est arrivé mardi 26 juillet à Pékin, où il remplacera M. Gates. Une de ses premières tâches sera de préparer la visite que doit effectuer M. Vance le mois prochain. — (A.F.P.)

Côte-d'Ivoire

● LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI DÉMOCRATIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE (P.C.D.I.), formation gouvernementale unique, a annoncé mardi 26 juillet une série de mesures propres à « instaurer l'unité et combattre la corruption ». Les cérémonies officielles à caractère fastueux seront notamment supprimées. De son côté, le président Houphouët-Boigny a invité ses concitoyens à se « mobiliser contre ce fléau ». — (Reuters.)

Irlande du Nord

● QUATRE PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES ET HUIT AUTRES BLESSÉES au cours de deux incidents qui ont marqué depuis mardi 26 juillet à Belfast la véritable « guerre » déclenchée entre les deux branches du mouvement catholique républicain d'Irlande du Nord, l'I.R.A. provisoire et l'I.R.A. officielle, de tendance marxiste. — (A.F.P., Reuters.)

Pays-Bas

● M. JOOP DEN UYL a été chargé pour la seconde fois depuis les élections de mai de former un gouvernement de coalition. L'informateur désigné, M. Albeda, a pu faire accepter un compromis sur la répartition des bénéfices aux salariés. M. Den Uyl va tenter de régler lui-même les autres différends qui séparent les amis socialistes (53 sièges sur 150) des démocrates-chrétiens (49 députés) et des centristes de Démocratie 66 (8 élus). — (A.F.P.)

Rhodésie

● M. JOSHUA NEMO, coprésident du Front patriotique du Zimbabwe, a déclaré mercredi 27 juillet à Londres qu'il s'attendait à Cuba pour se procurer des armes. Il a justifié sa demande par le refus occidental de satisfaire ses besoins en matériel militaire et précisé qu'il n'avait en revanche aucune intention de demander l'envoi de soldats cubains en Rhodésie. — (A.F.P.)

ملتان، ۲۷ جولائی

sur du débat

Les débats sur le programme du P.C.F. ont été marqués par une atmosphère tendue. Les dirigeants de la majorité ont abordé la négociation pré-électorale. Les dirigeants de la majorité ont abordé la négociation pré-électorale. Les dirigeants de la majorité ont abordé la négociation pré-électorale.

DANS UNE ATMOSPHÈRE DÉTENDUE

Les dirigeants de la majorité ont abordé la négociation pré-électorale

Sauf commentaires intempestifs ou interprétations ambiguës émis par tel ou tel participant — comme ce fut le cas au lendemain du premier « sommet » — la deuxième réunion des dirigeants de la majorité a été marquée par le début d'une phase de détente entre les formations qui soutiennent le gouvernement.

En effet, la courtoisie et la volonté de conciliation ont, semble-t-il, prévalu tout au long de la discussion qui a eu lieu mercredi au siège du CNIP. Le différend survenu entre MM. Lecanuet, Solson et Chirac, au début de cette semaine, à propos du contenu de l'accord précédent, n'a pas abouti, comme certains le craignaient, à une remise en question des résultats du 19 juillet. Il y eut bien une légère tension quand ce sujet fut abordé, mais, finalement, on préféra oublier. Un premier élément du contentieux était ainsi réglé.

D'autres difficultés pouvaient avoir pour cause l'opposition manifestée jusqu'à par les gauchistes à toute idée de programme : M. Guéna, qui représentait le R.P.R., n'a certes pas apporté de modification aux thèses officielles de son parti en ce domaine ; toutefois, la manière dont il a envisagé la discussion sur les « orientations » et le fait qu'il ait lui-même proposé qu'elles figurent à l'ordre du jour d'une

prochaine réunion, ont agréablement surpris les centristes et les giscardiens. Une évolution du R.P.R. sur cette question est peut-être sur le point de se faire jour : M. Chirac paraît évoquer désormais avec moins de morgue et de scepticisme le débat sur les objectifs communs.

L'attitude adoptée par l'ancien premier ministre au cours des dernières heures est d'ailleurs un facteur supplémentaire de détente. Le maire de Paris a porté un jugement très favorable sur la dernière intervention télévisée de M. Barre. En outre, évoquant, jeudi matin, la réunion que veut organiser en septembre le premier ministre, il s'est gardé d'insister sur le même ton désolatoire que celui sur lequel il avait ironisé, le 20 juillet, à propos d'une éventuelle rencontre — autour d'un verre —.

Sans doute les dirigeants gauchistes mesurent-ils à leur tour l'urgence d'un rétablissement des relations normales au sein de la majorité, non seulement pour échapper au risque d'apparaître comme les diviseurs de la coalition, mais aussi, peut-être, pour répondre à l'attente de leur « base », elle-même pressée d'entreprendre la négociation des accords locaux.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

Une discussion courtoise

La deuxième réunion des dirigeants de la majorité a eu lieu, mercredi après-midi 27 juillet, au siège du Centre national des indépendants et paysans. Les délégués qui ont participé à cette séance étaient respectivement constitués de MM. Bertrand Mottet, Camille Laurens et Philippe Malaud pour le C.N.I.P., Yves Guéna, Charles Pasqua et Emmanuel Aubert pour le R.P.R., Jacques Barrot, André Fosset et André Martin (M.D.S.F.) pour le Centre des démocrates sociaux ; Jacques Douffiaques, Alain Grotteux et Edgar Perretti, pour le parti républicain.

Le début des travaux a été marqué par les déclarations liminaires de certains participants. C'est à ce moment-là que prit naissance ce qui aurait pu être l'incident de la journée. M. Jacques Douffiaques, délégué général du P.R., voulut revenir sur les commentaires qui avaient suivi la première réunion — au sommet —. On ne souleva que les interprétations qu'avait données de cette rencontre M. Jacques Chirac, le 20 juillet, ayant conduit MM. Jean-Pierre Solson et Jean Lecanuet à répondre au président du R.P.R. On avait pu se demander alors si les termes de l'accord n'étaient pas remis en cause. M. Douffiaques regretta ces incidents et souhaita plus de calme. Il demanda aussi s'il était bien acquis que les termes de la déclaration commune étaient toujours valables. L'entente se fit rapidement sur ce point. M. Yves Guéna ayant déclaré : « En ce qui me concerne,

je passe par profits et pertes l'ensemble des commentaires ayant été faits depuis le 19 juillet. » L'objet se serait ainsi réglé, si, au cours d'une suspension de séance, M. Guéna n'avait pas été surpris désagréablement par le contenu d'une dépêche d'agence présentant la déclaration de M. Douffiaques comme une sorte de mise en demeure adressée aux gauchistes ; dépêche qui reflétait sans doute l'esprit dans lequel les dirigeants giscardiens avaient prévu, avant la réunion, de faire leur mise au point. Il y eut donc un nouvel échange, un peu plus tendu, M. Guéna jugeant le procédé « peu convenable ».

L'incident fut clos après que le délégué général du P.R. ait signifié que sa démarche ne constituait pas une mise en demeure. (Un peu plus tard au micro de France-Inter, M. Douffiaques avait déclaré : « Pour nous, il n'y a pas d'incident ou, s'il y en a un, il est clos », et M. Guéna : « Je n'ai entendu aucune mise en demeure cet après-midi. D'ailleurs, s'il y avait une mise en demeure, je ne l'aurais pas acceptée, car ce ne sont pas là des procédures qui font avancer l'ensemble de la majorité. Or, tel ou tel, que l'incident est réglé, que l'entente est bonne. »).

Le reste de la discussion s'est déroulée sans incident et même dans un climat détendu. Les giscardiens, inquiets des réticences manifestées jusqu'à par leurs partenaires gauchistes en ce qui concerne les « orientations » et les « valeurs » (mots utili-

M. Mitterrand suggère la réunion d'un « sommet » de la gauche le 1^{er} août

Le groupe d'actualisation du programme commun de la gauche devait se réunir, pour la dernière fois, jeudi 28 juillet, au siège du M.R.G. Socialistes, communistes et radicaux de gauche, qui ont traité, mercredi, de la politique extérieure, et en particulier de l'Europe, ainsi que du calendrier et des modalités d'application du programme, devaient reprendre l'ensemble des questions sur lesquelles subsistait un désaccord, et fixer la date d'une rencontre — au sommet — des dirigeants des trois formations.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a proposé à deux reprises, mercredi, que cette rencontre, qui doit entériner le travail accompli par le « groupe des quinze », et définir des positions communes à l'égard du groupe n'y serait pas parvenue, ait lieu le plus tôt possible, éventuellement dès le 1^{er} août. Rendant compte

de la réunion hebdomadaire du bureau politique du P.C.F., M. Charles Fiterman a déclaré que l'hypothèse d'un « sommet » ne pourrait être envisagée qu'au terme des travaux du groupe d'actualisation.

Outre l'extension du champ des nationalisations, la politique sociale et la gestion des entreprises nationales, les partenaires de l'union de la gauche sont en désaccord sur le maintien de la force de dissuasion nucléaire. Le parti communiste a de nouveau réclame, par la voix de M. Fiterman, un engagement clair et irrévocable de la part de la direction du parti socialiste. À ce sujet, il considère que le référendum proposé par le P.S., et dont M. Mitterrand a admis, mercredi, qu'il supposait une modification de la Constitution, ne peut tenir lieu, pour les partis de gauche, de politique de défense.

mais qui n'est quand même pas négligeable. » Le premier secrétaire du P.S. a enfin indiqué que s'il est favorable à l'extension du référendum aux « questions d'intérêt national », « c'est tout de même le Parlement, c'est-à-dire les élus du peuple, qui ont le mot à dire, et le dernier mot à dire, dans les problèmes qui touchent à la vie du pays ».

LE P.C.F. : toutes les questions doivent être discutées

Le bureau politique du parti communiste, réuni mercredi après-midi, a déclaré, a déclaré M. Fiterman, que des progrès intéressants ont été accomplis dans le travail d'actualisation du programme commun, mais aussi que des divergences subsistent, et des divergences parfois importantes, sur un certain nombre de questions.

Interrogé, le soir, sur France-Inter, M. Mitterrand a confirmé qu'il souhaitait que le « sommet » des partis de gauche ait lieu le plus tôt possible.

« Si notre groupe de travail préparatoire a terminé sa tâche le 31 juillet, a-t-il ajouté, pourquoi ne pas se réunir le 1^{er} août. Je ne propose pas le 1^{er} août parce que je ne connais pas la personne, mais je pense qu'il serait préférable de se réunir assez vite pour ne pas laisser la droite profiter d'un long temps de vide. »

M. Mitterrand a précisé la pensée de la direction du P.S. sur la force de dissuasion. « Pour ce qui nous concerne, a-t-il déclaré, nous estimons que le problème de la bombe atomique doit être posé dans les mêmes termes de principe, à savoir que l'objectif de toute politique doit être la renonciation à la force de frappe, car, d'une part, je ne pense pas que la force de frappe puisse servir à assurer par elle seule la sécurité de la France et, d'autre part, je considère comme un danger pour l'espèce humaine la dissémination de l'arme nucléaire à travers le monde entier. Mais elle existe. On ne va pas la détruire. Elle a été mise au point depuis vingt ans et elle arrive d'ailleurs, plus vite qu'on ne le pensait. »

M. Mitterrand a ajouté : « Mot non plus — je fais comme la gauche ». M. Fiterman a précisé que la direction du P.C.F. n'avait pas l'intention de se prononcer sur la question de la bombe atomique, mais qu'elle était favorable à la tenue d'un « sommet » de la gauche le 1^{er} août. « Mais, bien sûr, a-t-il ajouté, c'est seulement au terme de cette discussion qu'il sera possible de se prononcer et d'adopter une position commune. »

A PROPOS DE L'INCIDENT A TF 1

Polémique entre « L'Humanité » et « Le Matin »

Certains commentaires publiés après l'intervention de militants communistes à TF 1, jeudi 28 juillet, ont suscité une polémique entre « L'Humanité » et « Le Matin ». Dans le quotidien du parti communiste, Jean Le Lagadec écrivait notamment, mercredi 27 juillet : « Quelle situation ! Le quotidien de M. Perrier !... Le Matin a donné largement à ses lecteurs communication des déclarations et prises de position hostiles à l'égard des travailleurs de l'aérospatiale. En revanche, le silence complet a été de rigueur sur les textes publiés par la direction du P.C.F. Les lecteurs de la région parisienne du Matin ont été tenus dans l'ignorance de la prise de position officielle des communistes. »

Dans le même article, Jean Le Lagadec reprochait au Matin d'avoir ouvert un « dossier » consacré aux prochaines élections législatives, « de telle façon qu'on pourrait en déduire que la lutte se situera surtout entre communistes et socialistes ». Le journaliste de l'Humanité ajoutait : « Qui s'agit-il d'éliminer dans les élections : la droite ou les communistes ? Le Matin a, semble-t-il, fait son choix. »

Dans le Matin du jeudi 28 juillet, Guy Claisse s'élève contre cette « surprenante philippique » et affirme à propos de l'incident à TF 1 que Jean Le Lagadec « a mal lu ». « Simon, écrit-il, il aurait trouvé dans le Matin les déclarations de Claude Popperet largement reproduites, ainsi que les commentaires de Roland Leroy extraits de l'Humanité. » Guy Claisse ajoute : « Et s'il est vrai que nous n'avons pas publié le lundi un communiqué du bureau politique dans lequel nous énoncions, c'est que l'événement commençait à dater. L'Humanité est d'ailleurs plus mal venue de s'indigner que le Matin est le seul quotidien non communiste qui ait fait preuve de compréhension envers les méthodes contestables du « commando ». »

Enfin, à propos du « dossier » des élections ouvert par son quotidien, Guy Claisse répond non

LES PRIX DU JOUR.

POMMES DE TERRE PRIMEUR
Rég. Parisienne 35 mm vrac
0,50 à 0,70 F le kg

TOMATES RONDES
Ouest ou Midi car 57-67
3,25 à 4,25 F le kg

PÊCHES JAUNES
Rhône ou Midi Car 1, car 8
4,75 à 5,75 F le kg

LAITIUES
0,70 à 0,90 F le kg
Prix variables en fonction des régions

Secrétariat d'État à la Consommation
Commission de Paris

M. Chirac : si j'étais premier ministre en ce moment je ferais la même politique que M. Barre

Au cours de sa visite à Caen, où il a prononcé un discours sur les problèmes agricoles (lire page 18), mercredi soir 27 juillet, M. Jacques Chirac a également évoqué l'actualité politique, jugeant notamment « excellente et

fort intéressante » l'interview télévisée de M. Raymond Barre, mardi 25 juillet, à TF 1.

Le président du R.P.R. a ajouté : « Si j'étais premier ministre en ce moment, je ferais la même politique que le gouvernement actuel, la même politique que M. Barre. Je ne vois pas quelle autre politique pourrait être pratiquée ; il n'y en a pas d'autre possible. » M. Jacques Chirac a expliqué qu'il situe son action dans la perspective de l'« après-mars 1978 ». « Dans un régime de majorité, a-t-il dit, on ne peut conduire une politique que si elle s'appuie sur une Assemblée qui soit le reflet de l'opinion. Or, pour le président du R.P.R., l'Assemblée nationale actuelle n'est plus « porteuse d'une force politique, car elle a été élue dans un contexte économique et politique différent de la situation présente. » « C'est pourquoi, a ajouté M. Jacques Chirac, j'ai été favorable, à une époque, à des élections anticipées. »

« LA LETTRE DE LA NATION » : le courage de M. Barre...

Dans la Lettre de la Nation, organe du R.P.R., Pierre Charpy écrit, jeudi 28 juillet, à propos de l'interview télévisée de M. Raymond Barre : « Il semble que le premier ministre ne pouvait guère tenir un autre langage. Il a évidemment tendance à retenir dans son bilan économique les aspects les plus encourageants. Mais il a aussi le courage de dire que « les résultats ne sont pas glorieux ». Si l'on compare ses propos avec ceux du président de la République à Carpentras, on peut même être surpris du décalage. Raymond Barre prend seulement quelques paris optimistes : moins de 10 % de hausse des prix sur l'année, reprise de l'embauche. Peut-être donne-t-il trop d'importance à la tenue du franc, qui est d'ailleurs très relative puisque bonne moitié de la dollar, elle est mauvaise vis-à-vis du mark. »

Seule, dans Paris désert, Françoise a soudain l'étrange combat que mène une femme à mi-vie contre l'angoisse.

UN MOIS D'AOUT A PARIS
ROMAN
par G. GENNARI
TCHOU

La question des suppléants examinée à l'Élysée

Le Conseil d'État s'est réuni, mardi 28 juillet, au Palais de l'Élysée, pour examiner la question des suppléants. Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a présidé la séance. Les participants étaient MM. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Jacques Chirac, maire de Paris.

Le débat a porté sur la question de savoir si les suppléants doivent être élus par le corps électoral ou nommé par le gouvernement. M. Barre a soutenu que les suppléants doivent être élus par le corps électoral, tandis que M. Chirac a soutenu qu'ils doivent être nommés par le gouvernement.

des ministres

La conférence sur le droit de la mer a été marquée par une atmosphère tendue. Les dirigeants de la majorité ont abordé la négociation pré-électorale. Les dirigeants de la majorité ont abordé la négociation pré-électorale.

La conférence sur le droit de la mer a été marquée par une atmosphère tendue. Les dirigeants de la majorité ont abordé la négociation pré-électorale. Les dirigeants de la majorité ont abordé la négociation pré-électorale.

la vie sexuelle

robinson crusoé

de michel qui

sur conseil

pharmacie

Medecine

Pharmacie

Medecine

Pharmacie

JUSTICE

LE RAPPORT PEYREFITTE SUR LA VIOLENCE

Le cri des muets

(Suite de la première page.)

C'est-à-dire de la révolte. Encore que ce mot, si complémentaire de « violence », paraît n'être jamais employé.

Le « cri des muets », qui l'entend ? Qui écoute ? Au fil des pages la liste apparaît, impressionnante : les vieillards, les jeunes, les immigrés (ils sont quelques millions...), les licenciés, les chômeurs, les jeunes qui n'ont d'autre moyen de subsistance que l'indemnité d'attente, les jeunes qui n'ont d'autre moyen de subsistance que l'indemnité d'attente, les jeunes qui n'ont d'autre moyen de subsistance que l'indemnité d'attente.

Les autres, ceux qui savent, ceux qui dominent, n'éprouvent pas moins la tentation de la violence, y recourent peut-être, mais en sachant la canaliser, la sublimer, selon un processus qui la rend inoffensive, tolérable par la collectivité. Le meilleur exemple en est la fraude fiscale, la violence à la collectivité — alors que la violence à la bicyclette, d'une voiture, sera davantage perçue comme une violence. La déviance est ressentie plus que l'infraction, et le premier réprimé plus durement que la seconde.

La violence, c'est l'appel, le suicide, « violence contre soi-même », deuxième cause de décès des adolescents après les accidents comme l'a si bien montré le Dr André Halim dans son livre (1) le Suicide des adolescents. C'est aussi l'écart qui cache le phénomène d'exclusion.

C'est aussi la réponse aux situations d'inégalité, d'avantage perçu qu'autrui, l'information aidant.

C'est un trait de l'époque que d'élimer les comités, au point d'en faire un outil de gouvernement. Provisoirement permanents, consultatifs ou délibérants, administratifs ou de recherches, ces comités connaissent des fortunes variables. Certains s'endorment, d'autres ne voient qu'à peine le jour. Si d'aventure il publient autre chose qu'un fort volume d'évidences, l'infirmité sociale suffit à compromettre les recommandations proposées. Où ranguera-t-on le rapport — Réponses à la violence — ?

Les remèdes proposés ne brillent pas par l'audace et le constat qui les précède ne souffre pas d'un excès d'originalité. Mais il est à présent pour ainsi dire revêtu du sceau de l'Etat. Ce n'est donc pas sans étonnement qu'on peut lire à la page 13 du rapport général : « Le sentiment d'insécurité globale est généralement lié à une vacance du pouvoir. Dans le vide provoqué par l'affaiblissement de l'autorité, viennent se loger toutes sortes de craintes, renvoyant à l'autorité d'ennemis réels ou imaginaires. » Mais que visent-ils ? Les « civilisations pré-industrielles du quatorzième au dix-septième siècle ».

PHILIPPE BOUCHER.

(1) Les Suicides des adolescents, par le docteur André Halim, éditions Payot, 303 pages (le Monde du 13 décembre 1969).

LES DÉROGATIONS A L'OBLIGATION SCOLAIRE

Déjà la loi Royer...

Au-delà de son aspect a priori spectaculaire, l'idée d'autoriser des dérogations exceptionnelles à l'obligation scolaire a été, à quatorze ans, n'est pas vraiment nouvelle et on l'a assortie en « contrepartie », comme le fait le rapport, d'un « enseignement complémentaire adapté ».

En effet, la loi Royer, du 30 décembre 1973, permet à des jeunes de quatorze ans d'entrer en « pré-apprentissage » pendant les deux dernières années scolaires, pendant à la scolarité obligatoire. Ils font alors des stages en entreprise, mais la loi précise qu'ils bénéficient du « statut scolaire ».

Deux types de classes reçoivent ces élèves : les classes pré-professionnelles du niveau (C.P.P.N.), où ils suivent un enseignement général et font trois heures par semaine de « bases d'essai » en entreprise ; les classes préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.), où l'on peut soit entrer à quatorze ans et redoubler afin d'en sortir à seize ans, soit entrer à quinze ans à l'issue de la C.P.P.N., où l'enseignement alterne véritablement avec

des stages en entreprise. Au terme de la C.P.A., les jeunes signent un contrat d'apprentissage.

En 1975-1976, l'ensemble de ces classes accueillait cent soixante mille élèves. Leurs effectifs pourraient bien augmenter dans les années prochaines, puisque la réforme Haby — qui maintient ces classes — prévoit aussi que tous les enfants n'iront pas à l'école. L'application de la réforme aux dernières années de la scolarité obligatoire, une circulaire a réorganisé les classes existantes. Les classes en C.P.A. et C.P.P.N. (le Monde du 23 juin), risquant d'accroître le nombre d'élèves dirigés de plus en plus vers l'apprentissage.

Il est évident que l'école est inadéquate à un certain nombre de jeunes — et non l'inverse, — il n'est guère besoin d'attendre qu'ils aient quatorze ans pour s'en apercevoir. C'est en fait, dès la plus jeune âge, à celui de l'école maternelle, que l'on peut y remédier. Or les conditions actuelles de l'enseignement ne le permettent pas. — C. A.

SPORTS

OMNISPORTS

Une mise en garde du président de la Fédération automobile Les organisations sportives menacées par le relèvement du coût des services de la gendarmerie

M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération française du sport automobile (F.F.S.A.), a réuni une conférence de presse, mercredi 27 juillet, à Paris, pour rendre compte des menaces que font peser, sur la plupart des organisations sportives, la très forte augmentation du coût des services de gendarmerie. Il va de soi que la F.F.S.A. n'est pas la seule concernée, et M. Balestre a mis en garde chacun des présidents des autres fédérations sportives.

C'est l'application récente d'une circulaire (janvier 1976) de la direction de la gendarmerie qui est à l'origine de l'initiative et du cri d'alarme lancé par le président de la F.F.S.A. La nouvelle tarification des services de gendarmerie sur les lieux d'épreuves et dans leurs approches est relevée de 700 à 1.200 % selon les cas, et, par exemple, d'une année — les Vingt-Quatre Heures du Mans — et le même nombre de gendarmes, le montant des prestations dues par les organisateurs

passera de 470 000 F à près de 4 millions. Déjà, quelques épreuves moins connues ont été annulées et d'autres organisateurs, faute de pouvoir répondre à ces nouvelles exigences, seront contraints de renoncer. En fait, c'est la condamnation, par un biais financier, de presque toutes les manifestations sportives qui se déroulent dans un lieu relevant de l'autorité de la gendarmerie. Aucune « économie » ne peut être envisagée sur le poste des effectifs, le nombre de gendarmes pour chaque mission étant imposé aux organisateurs.

A la direction de la gendarmerie, on se limite à faire état de la stricte application d'une circulaire qui d'ailleurs vaut pour tous les personnels militaires. Pour l'instant, aucune précision n'est donnée pour justifier un aussi fort relèvement du coût des services. M. Balestre a cependant indiqué que, selon les informations qu'il a pu recueillir la F.F.S.A., la gendarmerie aurait-elle entré en compte un certain nombre de postes nouveaux pour fixer le montant des prestations.

C'est ainsi que seraient répercutés une quote-part des soldes de retraites, de logement, d'habillement, d'amortissement des véhicules et des divers matériels. Sur un plan pratique, il en résulte que le gendarme coûte désormais à l'heure, ce qu'il coûtait auparavant à la journée, pour une présence moyenne de huit heures.

FRANÇOIS JANIN.

LE COMITÉ ET SES TRAVAUX

Créé sur l'initiative du président de la République, par décret du 23 mars et arrêté du 16 avril 1976, le comité d'études sur la violence, la délinquance et la criminalité était composé de MM. Alain Peyrefitte, président, devenu garde des sceaux le 30 mars dernier; Jean Chazal de Mauillac, conseiller honoraire à la Cour de cassation; Pierre Denier, professeur de psychiatrie, médecin-chef de service à l'hôpital Sainte-Anne; Jacques Etliu, professeur à l'université de Bordeaux; Max Fernet, directeur central honoraire de la police judiciaire; Jean Fourasté, membre de l'Institut; Jacques Leaud, professeur de psychiatrie, médecin-chef de service à l'hôpital Sainte-Anne; M. Robert Schenck, premier avocat général à la Cour de cassation; et François Spoorer, secrétaire général du comité. Le comité était assuré par M. Roger Dumoulin, préfet.

Cinq groupes de travail ont été formés, qui ont, chacun, fourni un rapport : Aspects psychologiques et sociologiques; Urbanisation, habitat et changement de culture; Violence et économie; Protection de la jeunesse; Aspects pénaux et pénitentiaires.

Ces rapports, annexés au rapport d'ensemble Réponses à la violence, ont été précédés de travaux de recherches et de demandes à divers organismes — et qui sont au nombre de trente. Ils ne sont pas destinés à être publiés mais ont été transmis au secrétaire général du gouvernement, 58, rue de Varenne, 75007 Paris. Ils sont à la disposition des chercheurs qui en feraient la demande.

FAITS ET JUGEMENTS

Attentat au foyer lyonnais du ministère de l'intérieur.

Un attentat a été commis dans la nuit du 26 au 27 juillet vers 23 h 30 contre le foyer du ministère de l'intérieur, sis rue Massena à Lyon (3^e). L'immense a subi quelques dommages. Des inconnus se réclamant du « Front de libération du comté » et de l'« Action de libération de la région » ont tenté de faire sauter le bâtiment. Les services de la police ont arrêté deux individus, un homme et une femme, âgés de 27 et 28 ans, qui ont été relâchés après avoir signé une déclaration de culpabilité.

Le « Front de libération du comté » et de l'« Action de libération de la région » ont tenté de faire sauter le bâtiment. Les services de la police ont arrêté deux individus, un homme et une femme, âgés de 27 et 28 ans, qui ont été relâchés après avoir signé une déclaration de culpabilité.

Un militant du P.G. est blessé par balle.

Des coups de feu ont été tirés à Mantes-la-Jolie, mercredi 27 juillet, vers 3 heures du matin, sur la façade de l'habitation de M. Oscar Vandennael, président de la pharmacie mutualiste de la ville. L'ancien conseiller municipal de la ville, militant du parti communiste et de la C.G.T. Celui-ci s'est blessé à la cuisse gauche. M. Vandennael a été transporté au C.E.R.A. de la ville, où son état a été qualifié de sérieux. Dans l'après-midi de mercredi, les policiers arrêtaient un voisin de M. Vandennael, M. Philippe Debiève, vingt-cinq ans, qui aurait effectué récemment un séjour à l'hôpital psychiatrique de Mantes-la-Jolie.

Cet attentat a suscité de vives protestations du parti communiste et de la C.G.T. Pour le parti communiste, il s'agit d'un attentat de caractère fasciste. L'union départementale de la C.G.T. du Nord, dans un communiqué, a dénoncé et condamné avec vigueur l'assassinat du patronat et des forces de droite, qui, dans les entreprises, la presse, les radios, la télévision, favorisent des campagnes antisyndicales contre la C.G.T. et les autres organisations syndicales et démocratiques. — (Corresp.)

M. Jean Lecanuet, ancien ministre de la justice, a été nommé conseiller d'Etat. M. Lecanuet avait été réintégré au Conseil d'Etat en sa qualité de maître des requêtes le 22 juillet (le Monde du 25 juillet).

Diagnostics et ordonnances

Si les rapports des sous-groupes (voir la liste d'autre part) doivent servir à la diligence de ceux qui les composaient, M. Alain Peyrefitte a participé de très près à la rédaction finale du rapport général qui apparaîtra, naturellement, comme une suite au « Mal français » et, peut-être, comme un résumé des trois cents propositions qu'il contenait initialement, mais encore inédites, puisque le ministre a dit, dit-on, supprimer de son dernier ouvrage. Chacun aurait pu puiser trop d'idées...

« Bien rares sont les périodes, où France a été... totale paix », explique-t-on dès l'abord, en préambule à une « suite de propositions et plus menaçante que celle des Grecs aux siècles obscurs ». « Comparé à beaucoup, le temps présent paraît encore favorisé. » D'autant que, presque aux champs, la question est posée : insécurité, ou sentiment d'insécurité ? C'est pourquoi, rejoignant le rapport Chavanon sur l'information et violence (le Monde du 20 novembre et 31 décembre 1976), le comité observe : « La perception qu'en a le public varie avec la fréquence et l'intensité des messages diffusés par la presse écrite et parlée, que les articles se multiplient (...) l'opinion croit alors discerner une augmentation de la violence et les pouvoirs publics se hâtent de réagir. » Plus loin, on ajoute : « Symétrique à la spirale de la violence se développe en miroir une spirale d'interdiction de l'insécurité. »

C'est si vrai que l'insécurité paraît à son comble quand, peut-être, les faits diminuent (en 1976) et que de nombreux crimes, ils se sont modifiés depuis 1972. Assimilant pour un temps violence et criminalité (1) le rapport dresse du délinquant un portrait-robot : un homme âgé de seize à trente ans, demeurant dans une ville de plus de 200 000 habitants (Paris et les trois départements périphériques, les Bouches-du-Rhône, le Nord et les Alpes-Maritimes, subissent les trois quarts de la grande criminalité). Toutefois, la délinquance des moins de dix-huit ans (mineurs) est en constante croissance, y compris chez les jeunes, dans les manifestations de violence, mais l'écart pour les drogues, le vol et le trafic de la cocaïne, entre les phénomènes de la violence et ceux du chômage ou de la croissance.

Mais il observe aussi que, avec l'accroissement du niveau des exigences en matière de connaissances ou d'aptitudes, le nombre de sous-adaptés à la grande, que chacun, aux deux extrêmes de la vie, connaît « l'isolement » et « l'absence » dans une « société de consommation ».

Société où « le client est réduit à des fonctions élémentaires : acheter, voter, prendre », en sorte que « le sentiment d'absence s'est accru », puisque « ces marchandises ainsi écartées n'appartiennent à personne d'individuelle ».

La violence, « violence comme cri », « cri des muets », « cri des perdus », apparaît alors comme le substitut au dialogue. L'Etat (Paris) est atteint, les pouvoirs régionaux, syndicaux, parce que « l'état immiscé dans tous les rouages de la vie nationale », il a contribué à la « déshumanisation ». Phénomène constaté aussi pour ce qui concerne les décisions de licenciements dans les très grandes entreprises (multinationales).

Aux « muets » des régions ou du monde du travail correspondent les « perdus » de l'administration, qui, en nombre grandissant, ne comprennent mot aux réglementations. « Loin d'être ressenties comme protectrices, la loi peut être vécue comme une violence, quand, érotisée, inflationniste et versatile, elle ne peut être connue raisonnablement. Sans reconnaître non plus la violence passive des bureaux » (procédures, pièces, documents).

Que faire ? « Alors que le langage de la répression semble clair, celui de la prévention paraît confus, voire inquiétant. » De plus, « une insuffisance de la discipline ».

Sept arrestations pour viol collectif. — Sept jeunes gens, mineurs ou majeurs depuis quelques mois, qui avaient violé dimanche dernier deux adolescentes, ont été appréhendés mercredi 28 juillet par les policiers marseillais de la section de protection et de prévention sociale. Les deux victimes, originaires de la région de Charleville, étaient arrivées à Marseille en auto-stop. Entralées dans une maison isolée où elles étaient violées par une dizaine de jeunes gens, qui s'enfuyaient au petit matin, avec leur argent. Les sept jeunes gens déjà appréhendés ont été présentés mercredi devant le parquet de Marseille; ont été inculpés de viol collectif avec violence et vol.

férenciation a conduit à traiter avec les mêmes moyens et par les mêmes voies, les simples actes d'indiscipline sociale et les infractions volontaires graves. En outre, c'est répandue la rumeur dangereuse (et fautive) que la justice est faible. Le rapport rappelle que, « depuis 1974, on note une augmentation des peines d'emprisonnement ferme ». Et ceux-là même qui appellent à la répression en répandant mensongèrement le mythe des « prisons à étoiles » contribuent à ruiner tout espoir d'empirisme. Pourquoi craindre vraiment une « prison à étoiles » ?

Les recommandations

Cent trois recommandations (plus une « recommandation générale ») en faveur d'un organisme permanent de prévention de la

DES AMIS POUR LA POLICE

L'incompréhension qui règne souvent entre les citoyens et leur police a donné l'idée à une poignée de fonctionnaires de mettre sur pied une Association des amis de la police et des libertés publiques (A.A.P.L.P.). Comme l'indique le nom de l'association (1), il ne s'agit pas pour cette dernière de prendre position et de défendre soit la police, soit les administrés, mais de jouer « les bons offices » entre les parties prenantes.

Dans un premier temps, l'A.A.P.L.P. se consacrerait exclusivement à des « cas concrets » en se tenant au domaine de l'application du code de la route. Ainsi, lors d'un litige survenu à l'occasion d'un procès-verbal, par exemple, l'A.A.P.L.P. pourra jouer le rôle d'un « conseil » et prendre en charge une consultation sollicitée par un de ses membres. Comme l'indique le nom de l'association, l'A.A.P.L.P. pourra jouer le rôle d'un « conseil » et prendre en charge une consultation sollicitée par un de ses membres. Comme l'indique le nom de l'association, l'A.A.P.L.P. pourra jouer le rôle d'un « conseil » et prendre en charge une consultation sollicitée par un de ses membres.

Arden défenseur des droits du citoyen, l'A.A.P.L.P. entend également se faire l'écho du point de vue de la police. L'A.A.P.L.P. vise la « description » des relations entre la police et les citoyens. Son but d'ordre « Courtisane tous azimuts... ».

(1) L'adresse de l'association sera connue à la rentrée.

délinquance et de la violence, relayé par une structure départementale (décentralisée) sont formées.

On peut retenir :
• Recherche : sur le coût du crime, coordination des recherches, confiée à la Délégation générale de la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) ;
• Urbanisme : ne pas dépasser le chiffre de deux cent mille habitants dans les villes ; mettre à l'étude des mesures propres à rendre coûteuses la rétention des terrains constructibles ; réduire la taille des immeubles (hauteur et longueur) ; favoriser les maisons individuelles ; faire renaitre la notion de quartier ; encourager la vie associative ; faire de la ville un point de rencontre et non un carrefour de solitude ; développer le nombre de pistes cyclables ;
• Positions dominantes et abus : étendre la répression des abus liés à une position dominante et économique, sanctionner rigoureusement l'arbitraire administratif (lentement, anonymat, irresponsabilité, secret).

• Mass media : créer un comité consultatif à la programmation pour chaque chaîne de télévision, ramener les pouvoirs d'interdiction du préfet pour certains spectacles.
• Alcoolisme et médecine : étendre les dispositions de la loi sur les alcooliques dangereux, appliquer plus strictement les règles de publicité concernant l'alcool dans tous les domaines.
• Protection de la jeunesse : encourager les initiatives spontanées de groupe de jeunes, accroître leur participation au choix et à l'organisation de leurs loisirs, abandonner en matière de sport la politique de sélection systématique, modifier la dénomination de « fuge des enfants » en « fuge de la jeunesse », accroître l'âge des élèves pour l'embauchement, qui leur est dispensé, autoriser des « dérogations exceptionnelles » à l'obligation scolaire entre quatorze et seize ans.

• Sécurité des édifices : ren-

forcer l'éclairage des rues, améliorer les relations entre la police et les citoyens.

• Institutions judiciaires : employer les 10 % pédagogiques à des contacts avec la vie judiciaire, généraliser les bureaux d'accueil dans les juridictions, revoir les règles du secret de l'instruction.

• Coopération internationale : accélérer la ratification de la convention du 27 janvier 1977 pour la répression du terrorisme.

• Système pénal : indexer le taux des peines d'amende et les modifier en fonction de la situation de fortune et du produit de l'infraction.

• Application des peines : aménager les permissions de sortie pour les grands criminels (avis du procureur et recours à un magistrat de la cour d'appel en cas de conflit avec le juge de l'application des peines).

Pour ce qui concerne les libérations conditionnelles, renvoyer la décision à une juridiction semblable à celle qui a prononcé la peine. M. Peyrefitte a précisé, jeudi 28 juillet : « En effet, il ne nous paraît pas convenable que le juge de l'application des peines, souvent frêle et moulu de l'Ecole nationale de la magistrature, puisse prendre une décision qui cause celle d'une juridiction. Cela va naturellement pour les libérations conditionnelles, mais aussi pour les peines prononcées pour certains crimes ne pourraient « pendant une longue durée » être susceptibles d'aucune modification ».

(1) C'est par redondance qu'il est indiqué que le comité se penche sur la délinquance et la criminalité, les deux termes recouvrant même pour les spécialistes, une réalité unique.

SCIENCES

Sous certaines réserves

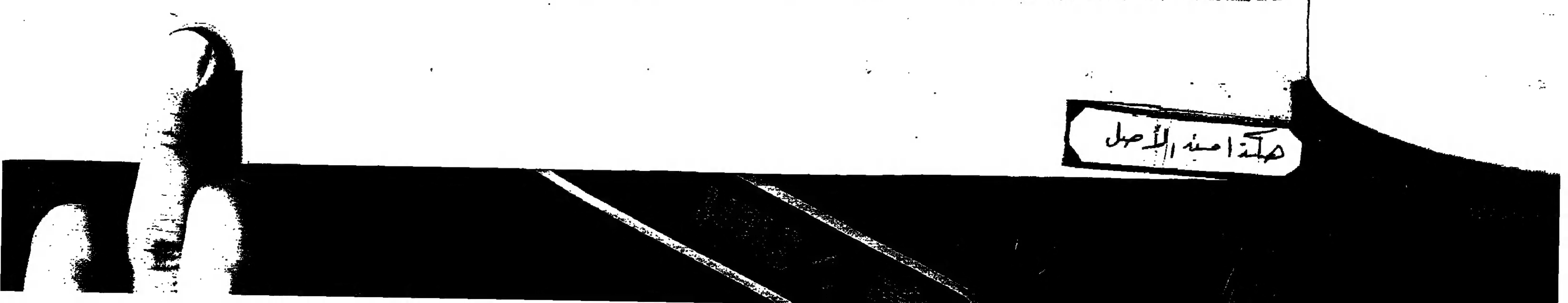
LA SNIAS OBTIENT LA RESPONSABILITÉ DE LA CONSTRUCTION EN EUROPE DU SATELLITE LOURD DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Selon toute vraisemblance, c'est le consortium Eurosatellite, dont la tête de file est la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), qui aura la charge de construire, pour le compte de l'Agence spatiale européenne (ESA), la « plate-forme lourde », élément principal du futur satellite européen de télécommunications H-SAT.

Le comité de politique industrielle de l'Agence, qui s'est réuni à Paris, lundi 25 et mardi 26 juillet, a, en effet, décidé, au terme de ses travaux, de passer contrat avec Eurosatellite. On souligne toutefois, au siège de l'ESA à Paris, que d'importantes réserves ont été faites : le comité de politique industrielle a, en effet, demandé au consortium de remettre à l'étude certaines questions concernant notamment la « répartition géographique » du travail entre les groupes industriels des différents pays membres de l'Agence. Eurosatellite devra soumettre ses propositions finales avant le 15 septembre prochain, et le comité de politique industrielle aura alors à confirmer sa décision.

Le conseil directeur des programmes de télécommunications, qui s'est réuni mardi, immédiatement après le comité de politique industrielle, a décidé d'octroyer à Eurosatellite un crédit d'un million d'unités de compte (environ 6,2 millions de francs) pour lui permettre de continuer les études entreprises. Pour sa part, le consortium Meuh — où figurent notamment le groupe français Matra et l'anglais British Aerospace (anciennement Hawker-Siddeley) — reçoit 0,4 millions d'unités de compte pour la poursuite, jusqu'à fin octobre, de ses travaux et l'autre projet européen de satellite de télécommunications, E.C.S. Celui-ci doit succéder, comme satellite opérationnel, au programme expérimental O.T.S. Le consortium Meuh, qui était concurrent d'Eurosatellite pour la construction d'H-SAT, l'avait accusé, au cours du mois de juin, d'avoir « cessé les prix » (le Monde du 10 juin et du 8 juillet).

Les deux programmes doivent encore recevoir une approbation définitive, qui peut venir, soit du conseil directeur des programmes de télécommunications — si doit se réunir fin septembre — soit du conseil de l'Agence lui-même, dont la réunion est prévue début octobre. Mais, compte tenu des sommes déjà engagées, « à peu de chances qu'ils puissent être remis en cause ».



(PUBLICITE)

VERITABLE ECHANGEUR ROUTIER EUROPE-ASIE LA BULGARIE MODERNE BATIT SUR UN CARREFOUR DE CIVILISATIONS UNE PLATE-FORME DU COMMERCE INTERNATIONAL.

C'était la fin du Monde Antique et bientôt l'époque des Grandes Migrations: de nombreuses peuplades traversaient alors les Balkans. Les uns s'appelaient Quades, les autres Marcomans, Jasyges ou Goths, se répandant sur les provinces romaines de Thrace et de Mésie. Puis, au VI^e siècle, des tribus slaves envahirent les territoires de l'Empire Romain d'Orient et fusionnèrent avec les autres habitants de la Thrace.

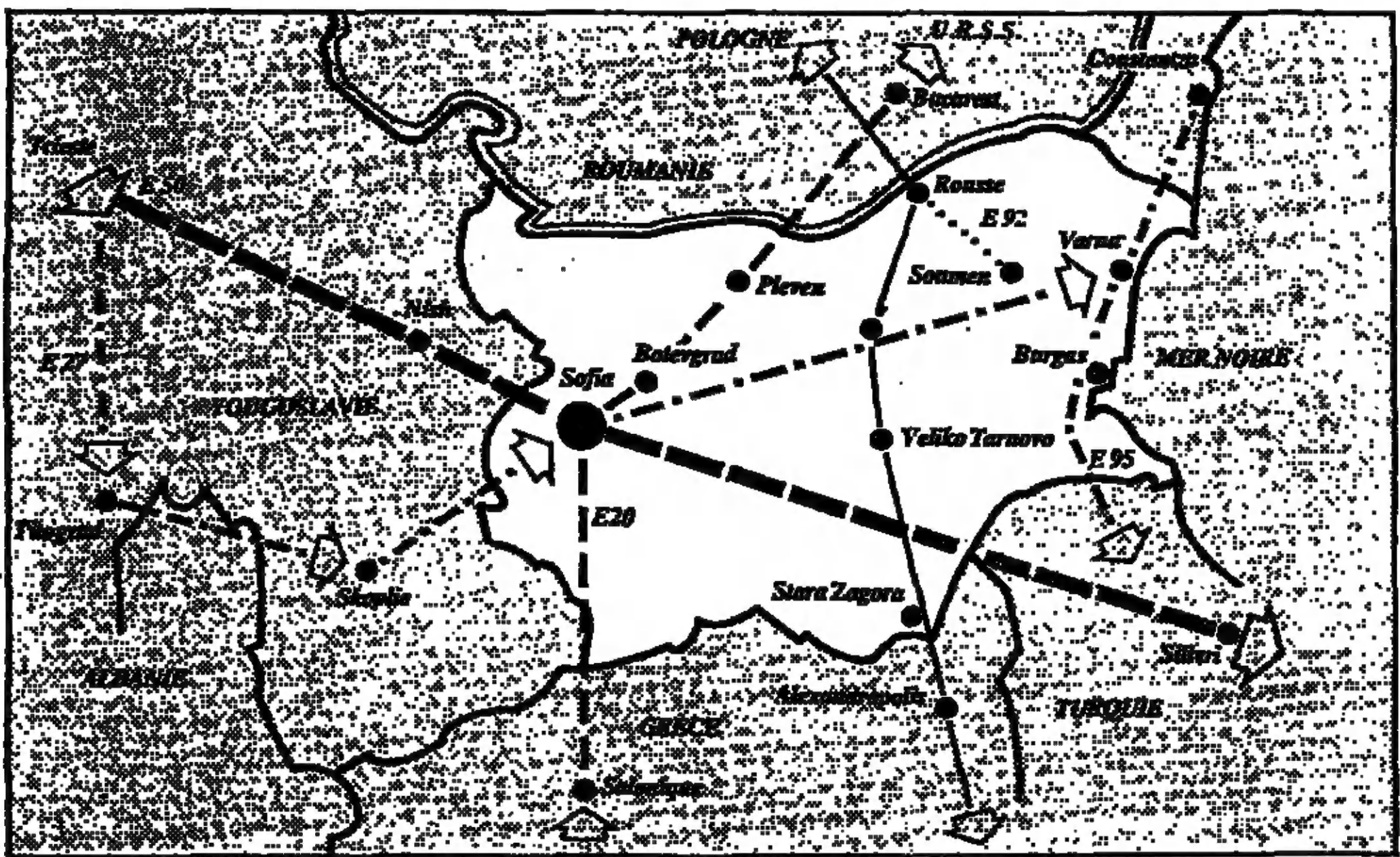
Au même moment, un groupe tribal, issu des peuples touraniens, habitait les terres entre Mer Caspienne, Mer d'Azov et Danube: les Protobulgares avaient fondé, vers la fin du VI^e siècle, un vaste empire: la Grande Bulgarie. Le chef en était le khan Koubraï. Mais, après sa mort, l'union tribale allait se désagréger sous les attaques des Khazars. Et, sous la conduite d'Asparoukh — un des fils de Koubraï — les Protobulgares devaient se porter sur les bords du Danube, s'y établir, entreprendre des incursions sur le territoire de la Dobroudja. Toutes actions qui déplurent fort à Constantin IV Pogonate. Lequel voulut repousser ces intrus. En vain. Défait, l'Empereur de Byzance signa, en 681, un traité de paix: le premier royaume bulgare, capitale Pliska, naissait.

UN DON A 250 MILLIONS DE SLAVES.

Cette première Bulgarie adopta langue et mœurs slaves. Elle compta un singulier épanouissement culturel. Elle porta ses frontières jusqu'à la Tisza, jusqu'aux Carpates, jusqu'au Danube, jusqu'à l'Adriatique... Des 665, son khan, Boris, convertit son pays au christianisme. Et fut de Preslav, rendez-vous d'écrivains, un centre culturel. Vingt ans après, les frères Cyrille et Méthode, en créant l'écriture cyrillique, préparèrent ce qui sera un don de la Bulgarie à 250 millions de Slaves.

Puissante Bulgarie, si puissante qu'elle effraya Basile II, de sinistre mémoire. Celui que l'histoire appellera le Bulgarectone — le massacreur de Bulgares — parvint à effacer de la carte la Bulgarie du tsar Samuel: 1018. Au prix de vingt ans de guerre, il est vrai. Une Byzance qui aurait à mater une cascade de rébellions se résolvait finalement en une insurrection généralisée conduite en 1187 par les frères boyards Assen et Peter, fondateurs de la dynastie des Assénides; de ce soulèvement, le second royaume bulgare surgit.

Etat le plus puissant de l'Europe du sud-est, aux frontières poussant jusqu'à la Mer Noire, l'Egée et l'Adriatique, le comitat, sous le règne de quatorze souverains, au trône établi à Veliko-Turnovo, trois siècles de gloire.



CINQ CENTES ANS D'INSURRECTION

Mais le balancier de l'Histoire allait prendre sa revanche: 1396. Les Turcs. Cinq siècles d'asservissement. Cinq cents ans d'une volonté de revivre. Jusqu'au jour où le ferment de la Révolution Française gagna les contreforts du Rhodope: juste retour du bogomisme, cette doctrine élaborée aux environs de l'an 1000 par les masses bulgares opprimées; et "contestation" le pouvoir des prêtres et celui des maîtres, mouvement qui fit florir, jusque dans le sud de la France où l'on maudissait ces "bougres", ces hérétiques.

Dès lors, la résurrection de la Bulgarie est en marche. Le moine Paisi, du haut du mont Athos, exalte, pour ses frères, les victoires d'autrefois, et appelle à la mobilisation générale. Rakovski, l'historien, Kanavlev, le théoricien, Vasil Levski, l'instigateur, et encore Benkovski, et Botev, le poète, attirent le peuple. L'heure de la Grande Insurrection est mûre: avril 1876. Le feu aux Balkans. Les atrocités. Les répressions. Tandis que, devant le Parlement Français, Victor Hugo cherche à révéler la solidarité d'un Occident passé: "à l'heure qu'il est, là, sous vos yeux, on massacre, on incendie, on extermine, on égorgue. Un peuple. Oh? En Europe. Le fait a-t-il des témoins? Un seul: le monde entier. Quand finira le martyre de cette héroïque nation?"

Il ne finira qu'avec la Guerre Libératrice: la guerre russo-turque à laquelle prennent part 7000 volontaires bulgares. Victorieuse, la Russie d'Alexandre II impose à la Sublime Porte le traité de San Stefano qui consacre le troisième état bulgare: la Principauté Autonome de Bulgarie, du Danube à Kozleza, d'Ochrid à Andrinople, de la Mer Noire à la Mer Egée.

UN TRAITE LOURD DE CINQUANTE ANS DE CONFLITS.

L'arrivée du jeune état sur les eaux du golfe de Salonique effraya l'Occident au point que le congrès de Berlin, ramené à la hâte, dépêcha le Princeauté: un tiers au sultan, la Macédoine: un tiers drapé en province autonome turque, la Roumélie orientale: et le restant, le nord, accordé... aux Bulgares. Un traité lourd des conflits qui enflammèrent les Balkans vient d'être imposé: 13 juillet 1878.

Sept ans durant, ce découpage, sans fondement politique, social ou culturel, est combattu en brèche tant

par le peuple que par ses dirigeants. Le Prince Alexandre de Battenberg, neveu de la tsarine, mais officier prussien, fait admettre, après une habile négociation avec Vienne, la réunification de la Bulgarie du nord et de la Bulgarie du sud. C'est déjà une certaine autonomie, sinon l'indépendance qui ne sera proclamée que le 5 octobre 1908.

Une sixième rocade internationale part de la frontière roumaine à Rousse, ancienne forteresse stratégique des Osmanlis, et se rend à Choumène, ville liée au nord du Danube. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une cinquième rocade lie la Roumanie à la Grèce: de Rousse (où passe déjà la voie ferrée la plus courte entre les pays du Nord-Europe et ceux du Proche-Orient) jusqu'à Alexandropolis. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une sixième rocade internationale part de la frontière roumaine à Rousse, ancienne forteresse stratégique des Osmanlis, et se rend à Choumène, ville liée au nord du Danube. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une cinquième rocade lie la Roumanie à la Grèce: de Rousse (où passe déjà la voie ferrée la plus courte entre les pays du Nord-Europe et ceux du Proche-Orient) jusqu'à Alexandropolis. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une sixième rocade internationale part de la frontière roumaine à Rousse, ancienne forteresse stratégique des Osmanlis, et se rend à Choumène, ville liée au nord du Danube. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une cinquième rocade lie la Roumanie à la Grèce: de Rousse (où passe déjà la voie ferrée la plus courte entre les pays du Nord-Europe et ceux du Proche-Orient) jusqu'à Alexandropolis. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une sixième rocade internationale part de la frontière roumaine à Rousse, ancienne forteresse stratégique des Osmanlis, et se rend à Choumène, ville liée au nord du Danube. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une cinquième rocade lie la Roumanie à la Grèce: de Rousse (où passe déjà la voie ferrée la plus courte entre les pays du Nord-Europe et ceux du Proche-Orient) jusqu'à Alexandropolis. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une sixième rocade internationale part de la frontière roumaine à Rousse, ancienne forteresse stratégique des Osmanlis, et se rend à Choumène, ville liée au nord du Danube. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une cinquième rocade lie la Roumanie à la Grèce: de Rousse (où passe déjà la voie ferrée la plus courte entre les pays du Nord-Europe et ceux du Proche-Orient) jusqu'à Alexandropolis. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une sixième rocade internationale part de la frontière roumaine à Rousse, ancienne forteresse stratégique des Osmanlis, et se rend à Choumène, ville liée au nord du Danube. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une cinquième rocade lie la Roumanie à la Grèce: de Rousse (où passe déjà la voie ferrée la plus courte entre les pays du Nord-Europe et ceux du Proche-Orient) jusqu'à Alexandropolis. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une sixième rocade internationale part de la frontière roumaine à Rousse, ancienne forteresse stratégique des Osmanlis, et se rend à Choumène, ville liée au nord du Danube. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une cinquième rocade lie la Roumanie à la Grèce: de Rousse (où passe déjà la voie ferrée la plus courte entre les pays du Nord-Europe et ceux du Proche-Orient) jusqu'à Alexandropolis. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une sixième rocade internationale part de la frontière roumaine à Rousse, ancienne forteresse stratégique des Osmanlis, et se rend à Choumène, ville liée au nord du Danube. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une cinquième rocade lie la Roumanie à la Grèce: de Rousse (où passe déjà la voie ferrée la plus courte entre les pays du Nord-Europe et ceux du Proche-Orient) jusqu'à Alexandropolis. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une sixième rocade internationale part de la frontière roumaine à Rousse, ancienne forteresse stratégique des Osmanlis, et se rend à Choumène, ville liée au nord du Danube. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une cinquième rocade lie la Roumanie à la Grèce: de Rousse (où passe déjà la voie ferrée la plus courte entre les pays du Nord-Europe et ceux du Proche-Orient) jusqu'à Alexandropolis. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une sixième rocade internationale part de la frontière roumaine à Rousse, ancienne forteresse stratégique des Osmanlis, et se rend à Choumène, ville liée au nord du Danube. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une cinquième rocade lie la Roumanie à la Grèce: de Rousse (où passe déjà la voie ferrée la plus courte entre les pays du Nord-Europe et ceux du Proche-Orient) jusqu'à Alexandropolis. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une sixième rocade internationale part de la frontière roumaine à Rousse, ancienne forteresse stratégique des Osmanlis, et se rend à Choumène, ville liée au nord du Danube. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

Une cinquième rocade lie la Roumanie à la Grèce: de Rousse (où passe déjà la voie ferrée la plus courte entre les pays du Nord-Europe et ceux du Proche-Orient) jusqu'à Alexandropolis. Elle traverse des greniers bulgares, à Stara Zagora, centre qui, à sa riche production agricole, ajoute une activité industrielle puissante: combinat géant d'engrais azotés, centrale hydro-électrique, usine d'outils agricoles, etc.

et des moteurs électriques bulgares. Et bien entendu, les 30.700 km de routes qui sillonnent la République — complètes prochainement par l'achèvement de l'autoroute Sofia-Bourgas-Varna — sont, pour Ankara, la voie idéale qui achève la production turque vers l'Europe Centrale et Occidentale.

TROIS ACCORDS AVEC LA FRANCE.

Les échanges économiques franco-bulgares étaient en 1975 déjà deux fois ce qu'ils avaient été deux ans auparavant: 639.730.000 F à raison de 156.464.000 F d'importations vers la France (58,9% de produits agricoles et alimentaires; 7,6% de matières premières), et de 533.266.000 F d'exportations vers la Bulgarie (produits finis: 58,7%; Demi-produits: 22,7%).

Un an après, ce chiffre global passait à 728 millions, à raison de 239 millions vers la France et de 489 millions vers la Bulgarie. Faible accroissement, il est vrai, qu'expliquent les efforts des pays de l'Est pour diminuer le solde négatif de leur balance, mais qui n'en situe pas moins la Bulgarie au troisième rang de sa clientèle pour les biens d'équipement.

Situation encore loin d'être satisfaisante: elle ne correspond ni au potentiel économique français ni au potentiel économique bulgare. Ni à l'intérêt porté par la Bulgarie aux milieux économiques français, intérêt qu'illustre l'envoi de 90 délégations bulgares en France pour la seule année 1975.

C'est pourquoi un Comité pour le Développement des Relations Economiques Franco-Bulgares siège en permanence à Paris (+); il facilite aux industriels français toute ouverture sur le marché bulgare, aux termes des trois accords signés depuis 1974: accord décennal de coopération technique, industrielle et commerciale, programme décennal pour l'application de cet accord paraphé en 1975, accord quinquennal entre les deux pays signé en mars 1976.

UN CLIENT DE POIDS: LES ETATS UNIS.

Dans le seul domaine du know how, le nombre de contrats de licences avec les pays occidentaux a augmenté de plus de six fois en quatre ans: licences françaises pour la production d'appareils d'enregistrement et de reproduction sonore; licences autrichiennes pour la radioélectronique, etc.

En retour, les licences bulgares portent, par exemple sur le revêtement protecteur des électrodes de graphite dans la production d'acier électrique (vendue en Angleterre, au Canada, en R.F.A.), sur une nouvelle méthode de raffinage électrolytique du cuivre à une haute densité de courant (vendue aux USA, au Japon, à l'Italie, à l'Espagne, à la Turquie, etc.).

Et la Bulgarie n'est pas peu fière de constater que la moitié des licences vendues aux pays capitalistes est achetée par les Etats-Unis.

LA TENACITE: FORCE DE LA BULGARIE.

La carte de la Bulgarie s'est modifiée dix fois depuis le jour où l'Empereur Constantin IV fut contraint de signer un traité de paix avec Asparoukh établi sur les bords du Danube, en 681. De ses souffrances, la Bulgarie tenace a fait une force. Carrefour convoité, la Bulgarie, aujourd'hui, met son implantation géographique et sa mutation industrielle, au service de clientèles tous azimutés: pays socialistes, pays capitalistes, pays en voie de développement (où la Bulgarie a lancé plus de 600 entreprises industrielles et agricoles et où elle a fourni plus de 300 spécialistes bulgares).

De quelque côté qu'elle se tourne, la Bulgarie n'aperçoit, au-delà de frontières autrefois sanglantes, que des amis, des fournisseurs, des clients: 112 pays entretiennent avec elle des relations commerciales suivies. 4 millions de touristes viennent chaque année, sans visa pour 14 nationalités.



FRUEHAUF FRANCE et les organismes de construction bulgares: pour la construction de matériel routier, une coopération "longues distances".

D.S.O. MAT. Entreprise bulgare de transports routiers, la première en Europe, est le spécialiste des très longues distances, comme en témoignent les ensembles immatériels en Bulgarie et en France de l'Atlantique à la Sibirie et de l'Océan Arctique à l'Océan Indien. Effectif: 8.000 personnes. Parc: 4.000 véhicules dont 30% de tracteurs routiers et 50% de semi-remorques. Pour affronter une expansion exceptionnelle, D.S.O. MAT a fait appel à FRUEHAUF FRANCE qui lui a déjà fourni plus de 1.500 semi-remorques. FRUEHAUF FRANCE coopère avec les organismes de construction bulgares pour doter le pays d'une industrie de matériel roulant et semi-remorques de tout premier plan. Dans la conjoncture favorable et grâce à une position géographique privilégiée entre l'Europe et le Moyen-Orient, D.S.O. MAT et FRUEHAUF FRANCE participent ainsi au développement d'une importante industrie bulgare de transport international.

UN SIECLE EN TRENTE ANS.

La Bulgarie moderne s'intègre donc aux courants d'échanges et de culture de la collectivité européenne. 1945-1977: trente ans pendant lesquels la Bulgarie a su passer d'une économie rurale à une économie industrielle, réalisant ainsi, dans l'esprit de la déclaration de Dimitrov, "par l'industrialisation, l'électrification et la motoculture ce que les autres pays, dans des conditions différentes, avaient atteint en un siècle".

Désormais, la Bulgarie, forte, au plan international, de relations économiques, appuyées par la dynamique de son expansion industrielle, peut affronter avec succès le choc de la compétition.

"L'homme bulgare bâtit la Bulgarie moderne".

Comité pour le développement des relations économiques franco-bulgares - 30 avenue de l'Opéra, 75002 PARIS - Tél. 073.48.55

RELIGION

Le scandale de la foi

(Suite de la première page.)

Le soul de l'ordre, de la continuité, de la tradition, du rôle de l'autorité peut insensiblement s'orienter vers une idéologie impérialiste et « sacrale », plus ou moins nourrie de nostalgies complexes et de mythologies resurgissant du fond des âges. Cela donnait, il y a cinquante ou soixante ans, l'idéologie d'Action française, dont la résurgence est manifestée dans la secte actuelle des intégristes autour de Lefebvre, Coache et Ducaud-Bourget. Il s'agit bien d'une secte, au double sens de ce mot : étymologiquement, il vient du latin *seque* (suivre) ; un certain nombre de gens se mettent à suivre x, y ou z, personnalité en général assez perturbée et à dominante paranoïde, et non plus Jésus-Christ et l'Évangile malgré des références fragmentaires. Cela implique aussi la notion de « coupure » : une secte se coupe faiblement du « lieu » d'où elle sort. La situation est renversée : on utilise des éléments religieux — et non plus chrétiens — au service de quelque chose qui est à la fois folklorique et impérialiste. Franco et ses partisans pouvaient dire, comme Maurras le croit : « Je ne suis pas chrétien, je suis catholique. » L'aberration est à son comble.

Mais il y a le symétrique. Maurras, mais aussi Marx. Ou plutôt, ce qui sans aucun doute est différent, les « maurrassiens » les « marxistes ».

L'idée de mettre en commun les biens pour que chacun reçoive selon ses besoins se trouve exprimée et pratiquée dans les *Actes des apôtres* ; c'est un « communisme » ; organisation qui consiste à mettre en commun. Il n'a rien de plus conforme à l'idéal évangélique. Et l'on conçoit fort bien qu'un chrétien vraiment convaincu soit attiré — au moins en pensée — par ce mode d'existence plus que par l'organisation capitaliste. Le profit pour quelques-uns aux dépens de toutes exploitées plus ou moins scandalement devrait révolter profondément une conscience chrétienne et l'amener à une attitude proprement révolutionnaire.

Mais il y a, depuis l'apparition du marxisme, une équivoque profonde, souvent entretenue pour des visées électorales. Ce qu'on appelle « la philosophie marxiste » qui semble fort complexe et, à l'heure actuelle, très controversée, repose sur un postulat pseudo-scientifique directement contraire à la vision chrétienne du monde. L'humanité doit parvenir par son propre progrès économique et politique à la société idéale, « sans classe » et sans conflits dans le temps. Freud lui-même — qui se recommandait d'une autre démarche scientifique rigoureuse et non d'une foi quelconque — signale, dans *Métaphysique de la civilisation*, à quel point c'est une dangereuse illusion. Il suffit de voir à quels résultats l'application de cette philosophie — ou tout au moins les tentatives d'application — a mené les pays dits « socialistes ». On parle beaucoup du respect des droits de l'homme, en ce moment. Hélas !

Et l'on revient alors à une conception totalitaire qui procède de la même prétention que celle des Pétroch et de tant d'autres : établir par la force un état de choses définitif, idéal, en faisant abstraction du fait central que l'homme est mortel, individuel-

ment et collectivement, et que tout ce qu'il établit est conflictuel et caduc. L'aboutissement anglois, né en Occident, en donne un exemple sans échappatoire.

Or la foi chrétienne proprement dite est au contraire centrée par cette évidence. Une phrase de saint Paul l'exprime dans un langage étrangement moderne : « La création tout entière attend [par et dans le Christ] dans les douleurs de l'enfantement. » L'humanité n'a pas fini de naître ; il lui faut maintenant jaillir hors de la prison du temps. Parce que l'Amour l'y appelle, dans la parole et les témoignages de Jésus de Nazareth.

Il n'y a donc pas plus trompeur, pour une réflexion chrétienne, que le folklore des sectes du style Lefebvre, et que l'illusion dite « marxiste », les deux étant sans doute au service de préoccupations étroitement électorales sans intérêt vital.

Or, depuis quelques temps, les responsables du discours chrétien — les évêques — tentent simplement d'exprimer cela, que ce soit tel ou tel nommément ou en

déclarations communes. Et cela se fait dans des conditions particulièrement difficiles. D'une part, il est douloureux de bien des manières de constater publiquement qu'un évêque se met à dérailler par rapport à tout l'ensemble, « s'installe à son compte » et fonde une secte.

Mais, d'autre part, quel immense effort apparaît nécessaire pour se dégager du poids très lourd du catholicisme bourgeois du dix-neuvième siècle et de la première moitié du vingtième. En 1920, bien des évêques, hélas ! étaient d'Action française. Et le mot célèbre de Marx avait tout son sens, au milieu du siècle dernier : « La religion est le soupir de la création opprimée. Elle est l'opium du peuple. » Opium destiné à calmer les souffrances, à justifier l'oppression par les tenants des richesses, à éviter les révoltes. Qu'il est difficile, alors, de se faire entendre, de dire la foi — et non plus la religion — sans équivoque et sans compromissions ? On risque d'être pris à partie par les Ducaud-Bourget ou les Bruckberger — au besoin sous la forme d'attaques

physiques par des groupes de choc — mais aussi par les « chrétiens marxistes » qui sont en pleine confusion et qui n'entendent pas davantage que les premiers.

Mais cela est dans la droite ligne de l'héritage de Jésus de Nazareth, de ses disciples, du diacre Étienne ; les pharisiens et les scribes les repoussaient pareillement.

MARC ORAISON.

LE PAPE ACCEPTE LA DÉMISSION DU CARDINAL PELLEGRINO ARCHEVÊQUE DE TURIN

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Paul VI a accepté la démission du cardinal Michele Pellegrino, archevêque de Turin, qui lui avait été présentée en décembre 1976. C'est en avril prochain que le prélat atteindra la limite d'âge de soixante-quinze ans, mais il estime que son état de santé ne lui permet plus de diriger un diocèse, surtout aussi vaste (plus de deux millions d'habitants) et aussi sensible à la conjoncture économique (c'est le royaume de Fiat).

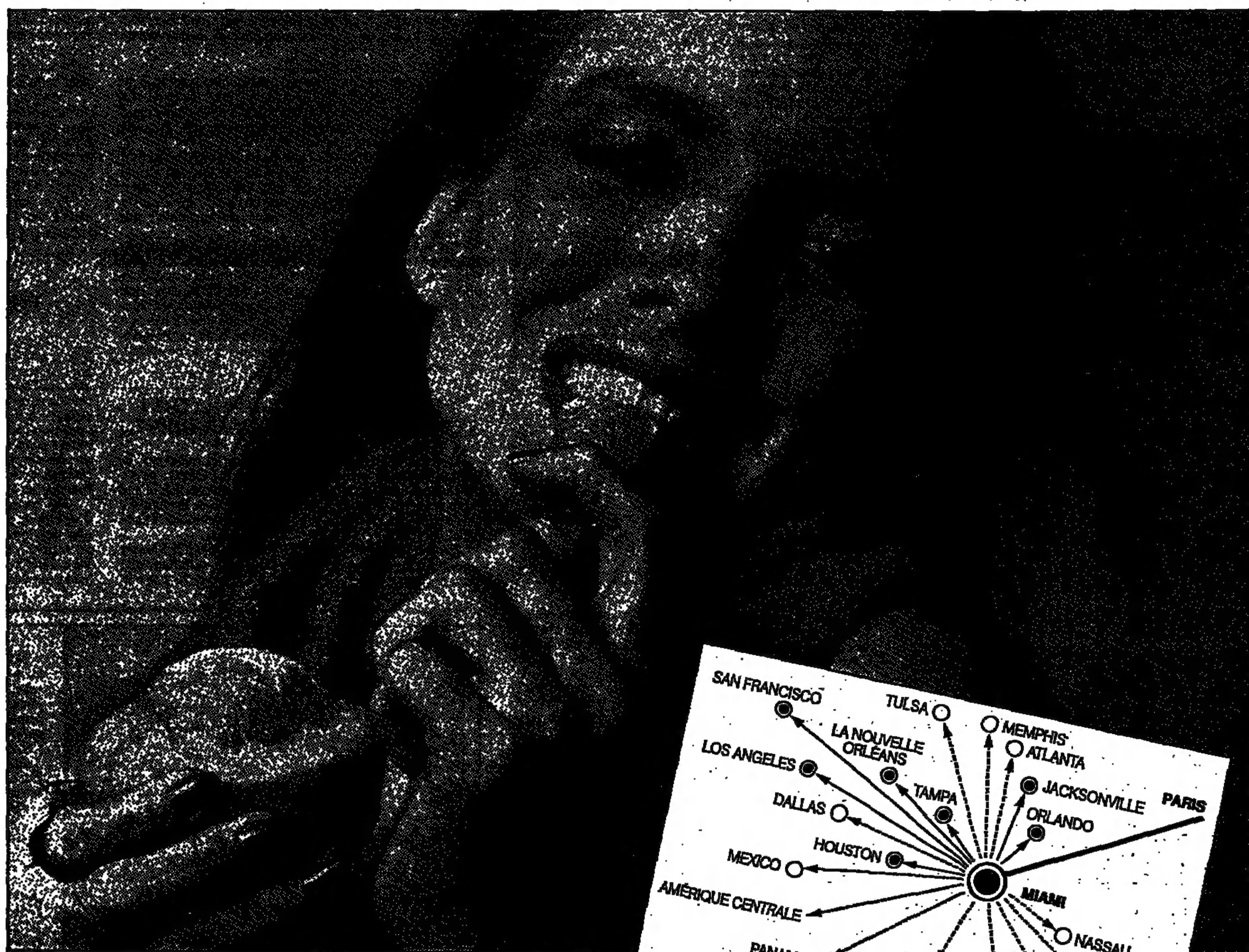
Le cardinal Pellegrino est l'un des grandes figures de l'épiscopat italien et il occupe une place à part. Ses prises de position lui ont valu la banale étiquette d'évêque rouge, qui désigne tous imprudemment une personnalité ouverte et courageuse. Il se fit remarquer pour la première fois au concile, le 2 octobre 1963, deux jours seulement après sa nomination.

Cet homme portait une simple croix de bois et menait la « liberté de recherche », non seulement pour les clercs, mais pour les laïcs. Il devait s'engager sur d'autres thèmes, travaillant dès le départ, dans son diocèse, sous le double signe de l'évangélisation et la promotion humaine.

Fidèle à sa réputation d'homme de dialogue, le cardinal Pellegrino avait engagé en 1975 une « collaboration » avec le nouveau maître communiste de Turin, mais en soulignant l'incompatibilité entre idéologie marxiste et le christianisme. À l'usage de son ami Helmut Camara, archevêque de Bâle (Suisse), ce spécialiste des Pères de l'Église n'a cessé de dénoncer les injustices et les atteintes à la liberté dans le monde, surtout de la part de régimes qui se prétendent chrétiens. — R.S.

ALFRED ANCEL
évêque
POUR
UNE LECTURE CHRETIENNE
DE LA LUTTE DES CLASSES
«... chaque exploité se retrouvera à la lecture de
ces pages éclairantes...» - L'Humanité
45 F
jean-pierre delarge

A Miami, National Airlines vous emmène au-delà de la porte ensoleillée des U.S.A.



Découvrir toutes ces villes.

Pour la première fois avec National Airlines, vous volez sans escale de Paris à Miami. Sans escale vers le soleil, les plages et le charme de la Floride, vers tout ce qu'il faut pour se mettre en forme avant de continuer son voyage aux U.S.A.

A Miami suivez National Airlines au-delà de la porte ensoleillée des U.S.A. National Airlines a de nombreux vols pour les principales villes du Sud et du Sud-Ouest des U.S.A. (par exemple Houston et la Nouvelle-Orléans) et pour la Californie : vous ne changez pas de compagnie, vos bagages non plus. Sans oublier les excellentes correspondances pour les Caraïbes, l'Amérique Centrale et celle du Sud.

Où que vous alliez, National Airlines a un vol pour vous au départ d'Orly-Sud le lundi, jeudi, vendredi et samedi à 12 h 50. Vous arrivez à Miami à 15 h 52. Et bien sûr, projection en vol de films en français et en anglais (pour les écouteurs 12,50 F).

Faites dès aujourd'hui un premier pas vers la porte ensoleillée des U.S.A. en réservant vos places dans les agences de voyages ou en téléphonant à National Airlines au 225.64.75, 256.25.77 ou 563.17.66.

National Airlines
vous ouvre la porte ensoleillée des U.S.A.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Mathématiques
75277 PARIS - CEDEX 12
C.A.P. 4387-22

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - ÉTR. 198 F 395 F 593 F 790 F

TOUT PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 198 F 375 F 553 F 730 F

ÉTRANGERS (par messagerie) 2. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE 125 F 250 F 365 F 480 F

3. — TUNISIE 125 F 250 F 365 F 480 F

Par voie aérienne (sur demande)

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois fois) verseront bien toutes ces chèques à leur demande.

Changements d'adresse : décrire ou préciser (date de naissance ou titre) ; nos abonnés sont invités à fournir leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats en espèces d'appoint.

مكتبة الامانة

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28-7-77 A 0 h G.M.T.



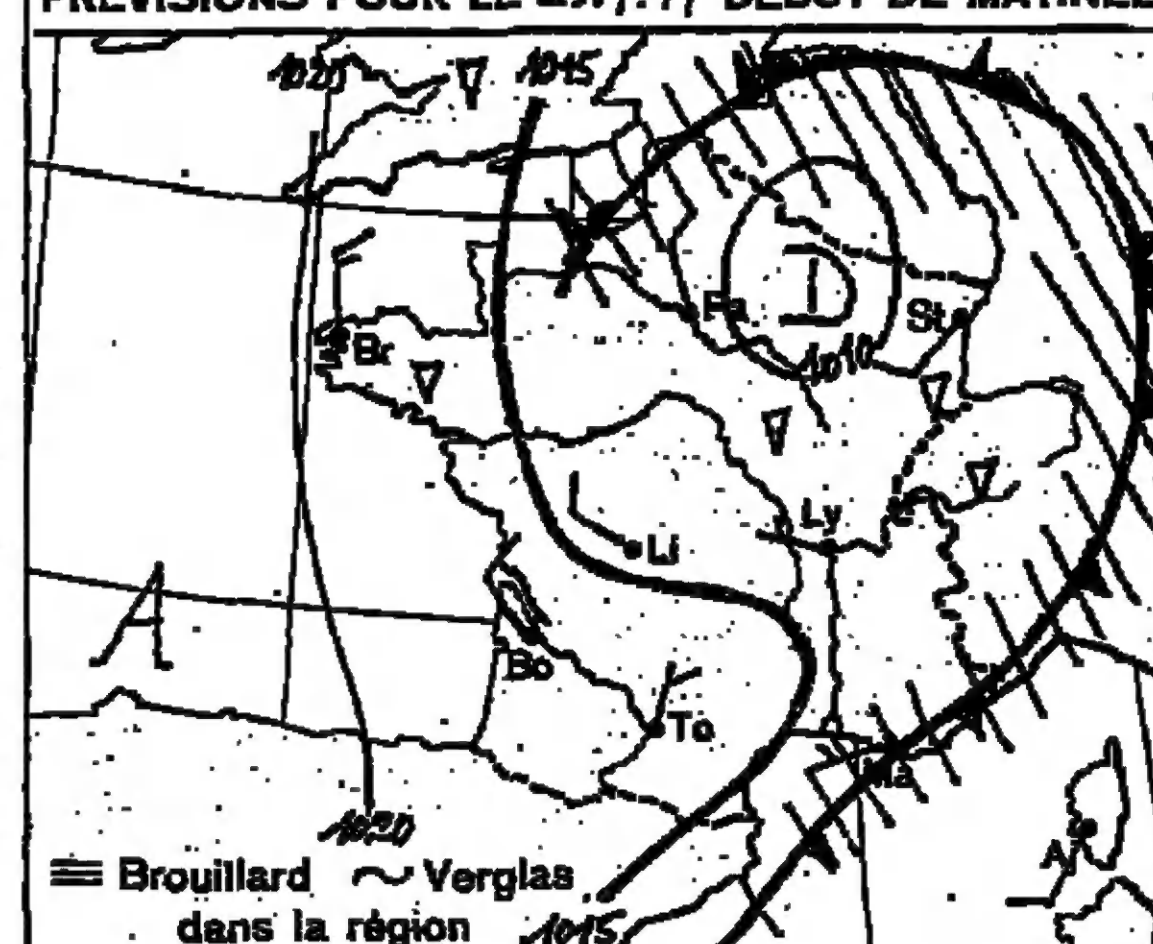
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 28 juillet à 8 heures et le vendredi 29 juillet à 8 heures.

Vendredi 29 juillet, le temps sera nuageux et pluvieux. La pluie tombera encore localement, bien que faiblement, dans le Bassin parisien, la Normandie et le Nord. Alléguant, elle se produira surtout sous forme d'averses, entrecoupées de quelques éclaircies.

Le vent du nord sera assez fort, mais modéré et très variable en direction. Le vent du sud sera modéré et variable en direction.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 juillet, le second le minimum de la nuit du 29 au 30 juillet) : Alsace, 20 et 12; Bourgogne, 20 et 12; Bretagne, 18 et 12; Centre, 17 et 10; Charente, 17 et 10; Cote d'Azur, 20 et 14; Dordogne, 20 et 14; Eure, 18 et 12; Gironde, 18 et 12; Hainaut, 18 et 12; Ile-de-France, 20 et 12; Languedoc, 20 et 12; Limousin, 18 et 12; Lot, 18 et 12; Lot-et-Garonne, 18 et 12; Maine-et-Loire, 18 et 12; Mayenne, 18 et 12; Meurthe-et-Moselle, 18 et 12; Midi-Pyrénées, 20 et 12; Nord, 18 et 12; Oise, 18 et 12; Orne, 18 et 12; Paris, 20 et 12; Pyrénées-Orientales, 20 et 12; Rhône-Alpes, 20 et 12; Saône-et-Loire, 18 et 12; Savoie, 18 et 12; Seine-et-Marne, 18 et 12; Seine-Maritime, 18 et 12; Somme, 18 et 12; Tarn, 18 et 12; Tarn-et-Garonne, 18 et 12; Vendée, 18 et 12; Vienne, 18 et 12; Vosges, 18 et 12; Yonne, 18 et 12.

PRÉVISIONS POUR LE 29-7-77 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 29 juillet à 8 heures et le samedi 30 juillet à 8 heures.

Samedi 30 juillet, le temps sera nuageux et pluvieux. La pluie tombera encore localement, bien que faiblement, dans le Bassin parisien, la Normandie et le Nord. Alléguant, elle se produira surtout sous forme d'averses, entrecoupées de quelques éclaircies.

Le vent du nord sera assez fort, mais modéré et très variable en direction. Le vent du sud sera modéré et variable en direction.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 juillet, le second le minimum de la nuit du 30 au 31 juillet) : Alsace, 20 et 12; Bourgogne, 20 et 12; Bretagne, 18 et 12; Centre, 17 et 10; Charente, 17 et 10; Cote d'Azur, 20 et 14; Dordogne, 20 et 14; Eure, 18 et 12; Gironde, 18 et 12; Hainaut, 18 et 12; Ile-de-France, 20 et 12; Languedoc, 20 et 12; Limousin, 18 et 12; Lot, 18 et 12; Lot-et-Garonne, 18 et 12; Maine-et-Loire, 18 et 12; Mayenne, 18 et 12; Meurthe-et-Moselle, 18 et 12; Midi-Pyrénées, 20 et 12; Nord, 18 et 12; Oise, 18 et 12; Orne, 18 et 12; Paris, 20 et 12; Pyrénées-Orientales, 20 et 12; Rhône-Alpes, 20 et 12; Saône-et-Loire, 18 et 12; Savoie, 18 et 12; Seine-et-Marne, 18 et 12; Seine-Maritime, 18 et 12; Somme, 18 et 12; Tarn, 18 et 12; Tarn-et-Garonne, 18 et 12; Vendée, 18 et 12; Vienne, 18 et 12; Vosges, 18 et 12; Yonne, 18 et 12.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1828

VERTICALEMENT

1. S'apparente donc à un poème de Lefranc de Pompignan : Mise sur la voie. — 2. Genre de tourbe; D'un audiaire. — 3. Fera l'air d'être. — 4. Ne pas couper (phrastique). — 5. Plus en état d'être consommées; Tissus. — 6. Quelque chose de coulant; Plus ou moins touchée. — 7. Très dissimulable; de Bayard; d'abusement (épée). — 8. Egrillard; Endosse; bien des responsabilités; Réduit de volume. — 9. On lui accorde moins d'importance quand il est grave; Prouvent bien souvent que la ligne droite n'est pas le plus court chemin d'un point à un autre.

HORIZONTALEMENT

I. Elle a été plus d'une fois empochée par une mère prudente. — II. A un appétit d'oiseau; Centre de chronoclimatologie; embarras. — III. Jabote un train; Australie. — IV. Déplace un train; A qui la campagne a profité. — V. Ne rougit pas de ses impressions. — VI. Symbole chimique; Etait-il souvent à ce qu'il lisait? — VII. La fausse vante la vraie; Ignore la grande presse. — VIII. A qui l'on a fait confiance plutôt deux fois qu'une. — IX. Circulaient à Rome; Accablant; Mithras; N'échappent pas à l'ethnologie. — X. En rapport avec des sommets. — XI. Cherchons à joindre les deux bouts.

Solution du problème n° 1825

HORIZONTALEMENT

I. Siam; Oslo. — II. Eclair; Ais. — III. No; Roupet. — IV. Entourage. — V. Férus; El. — VI. Os; Sa. — VII. Ernie; Pie. — VIII. Oesel; SS. — IX. Lis; Ans. — X. Ad; Remous. — XI. Vertueuse.

VERTICALEMENT

I. Senaffe; Lav. — 2. Icône; Roide. — 3. Al; Trône; ES; En. — 4. URS; Lame. — 5. Sapa; AP; Nou (île de la Nouvelle-Calédonie). — 6. Liège; Issu. — 7. Ostéites; Se.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 28 juillet 1977 :

DES DECRETS

● Relatif aux primes à l'amélioration de l'habitat et arrêtés du 26 juillet 1977 relatifs à ces primes (1).

● Relatif à l'amélioration de l'habitat par des collectivités locales, des établissements publics et des sociétés d'économie mixte (1).

● Relatif aux gares routières de voyageurs.

(1) Ces textes seront ultérieurement publiés en fascicules séparés.

POINT DE VUE

Les ambiguïtés de la politique de défense du P.C.F.

par JOEL LE THEULE (*)

ON s'est félicité, ces derniers temps, de la prise de position nouvelle du parti communiste français pour le maintien de notre force nucléaire de dissuasion, certains se contentant seulement ici ou là de mettre en doute sa sincérité profonde. Enfin, la politique de défense faisait la quasi-unanimité et c'était même, amhaï-on à souligner, le seul domaine où se rencontrait un tel consensus national. C'était aller un peu vite comme le montrent les contradictions des socialistes. Mais, pour nous limiter au parti communiste, aucune analyse détaillée du rapport de M. Jean Kanapa sur « La défense nationale, action pour l'indépendance, la paix », qui se veut une étude complète sur les problèmes de défense, n'a été faite. Ce document, au-delà de cette nouvelle conception sur la dissuasion comprise d'ailleurs dans un sens bien particulier, comporte pourtant des contradictions qui n'ont pas été relevées, alors qu'elles méritent qu'on y prête une attention sérieuse.

J'en retiendrai plus particulièrement trois concernant les missions des armées, leurs moyens et le déroulement dans une optique de paix.

Il est surprenant que le P.C.F. justifie au nom de l'indépendance nationale, le maintien de nos forces nucléaires, alors qu'il combat depuis vingt ans notre effort sur ce point. Faut-il pourtant rappeler que la France est sortie de l'organisation militaire de l'O.T.A.N., c'est parce qu'elle se forçait ainsi avec de telles armes le moyen d'assurer notre protection et cette indépendance, dont les communistes se font maintenant les champions particulièrement sourcilleux ?

Pour faire admettre ce revirement, le P.C.F. argue de la « dégradation continue et considérable des forces classiques » qui « ne correspondent plus au niveau requis par les exigences de la sécurité du pays », situation à laquelle on remédierait en rien la loi de programmation militaire adoptée en mai 1976. Il est inexact de parler de la dégradation de nos forces conventionnelles depuis 1972, mais il est malheureusement vrai que, si l'on tient compte du renforcement considérable du potentiel militaire des pays du Pacte de Varsovie, elles apparaissent de plus en plus modestes. On ne peut, dès lors, que s'étonner d'apprendre que les missions qui sont confiées à nos armées sont de « livrer bataille à l'Est », « soutenir les prétentions du grand capital occidental sur le Sud », « intervenir dans les pays voisins où se produiraient des troubles ou un changement politique », enfin, « servir en France même au maintien de l'ordre existant ». Un pays qui aurait de telles ambitions aurait développé ses forces classiques dans d'autres proportions.

Mais cette contradiction se double d'une autre. S'il est manifeste que la mission actuellement assignée à nos armées est de défendre la patrie contre l'ennemi extérieur, le P.C.F. n'hésite pas, quant à lui, lui confier comme première tâche de « mettre en échec les tentatives qui pourraient effectuer le grand capital étranger et ses représentants politiques pour entraver la bonne marche de la grande expérience démocratique... ». Est-ce à dire que nos troupes devraient assurer le maintien du nouveau régime, alors que la règle capitale est d'écarter à toujours été de laisser les armées en dehors des luttes politiques ?

interne ? Il est vrai que c'est là la doctrine des pays communistes pour lesquels les armées sont le premier soutien du parti.

Vis-à-vis de l'extérieur, « la stratégie nucléaire serait une stratégie tous azimuts ne désignant pas à l'avance d'adversaires prioritaires ». Mais, après cette profession de foi du P.C.F., le rapport de M. Jean Kanapa précise que « la détermination des objectifs, l'orientation des engins, seront donc revus en conséquence ». Vers quels objectifs ? Il faut bien, en effet, que des engins soient, à un moment donné, pointés vers quelqu'un ou quelque chose. On aurait aimé avoir, là-dessus, quelques précisions. Il semble bien que, pour le P.C.F., la grande menace vienne de la République fédérale d'Allemagne, « la menace du système impérialiste en Europe » et qui « poursuit en même temps ses propres objectifs dominants ». Les communistes ramènent ainsi la vieille querelle franco-allemande que l'on pourrait croire éteinte et créent ainsi les conditions d'une rivalité dangereuse en Europe, face à la puissance du bloc monolithique des pays du pacte de Varsovie. Cette politique est-elle partagée par les socialistes, très largement favorables à une Europe plus unie ? Est-elle conciliable avec notre appartenance à l'alliance atlantique que le programme commun ne réfute pas ?

Des ambiguïtés aussi graves peuvent également être relevées lorsque le P.C.F. déclare abandonner la stratégie « anticléricale » et vouloir confier la responsabilité d'emploi de l'arme nucléaire à un « haut comité spécial constitué du président de la République, du premier ministre, du ministre de la défense nationale, de ministres représentant la coalition gouvernementale et du chef d'état-major ». Une autre stratégie que la stratégie « anticléricale » demanderait une panoplie et un volume en armes nucléaires que nous n'avons pas et que nous n'aurons jamais par comparaison avec ceux des deux grandes puissances, et s'en remettre à un comité composé de nombreuses personnes pour décider de leur emploi exigerait des délais que l'agresseur ne nous laisserait sans doute pas.

La dissuasion ne peut être crédible que si l'on marque très nettement la volonté de se servir de nos armes nucléaires dans les conditions qui sont les nôtres contre tout agresseur, dès lors que les intentions de s'en prendre à l'intégrité de notre territoire apparaissent clairement.

Contradictoire au niveau des missions, le rapport est également contradictoire en ce qui concerne les moyens.

Le programme du P.C.F. est ambigu pour nos armées.

La conscription est conservée et le prêt sera porté à 30 % du SMIC.

L'aptitude opérationnelle des forces nucléaires sera maintenue et le sixième sous-marin lance-missiles construit. Qui plus est, la France fabriquera des avions-radar de surveillance, dont le coût est très élevé, et lancera trois satellites destinés à l'observation.

Enfin, les forces classiques seront renforcées et considérablement augmentées en ce qui concerne l'infanterie, les forces nucléaires n'étant qu'une étape provisoire.

Le rapport se garde bien de chiffrer.

(*) Député S.P. de la Sarthe, ancien ministre, rapporteur du budget de la défense à l'Assemblée nationale.

frer le coût d'un tel programme, mais il affirme cependant que la charge financière de notre défense ne sera pas augmentée, la part du budget militaire dans le budget général restant la même. Les communistes n'ont d'ailleurs pas voté la dernière loi de programmation qui porte cette part de 17 à 20 %, avec des objectifs pourtant bien plus modestes.

Ce véritable tour de force sera obtenu par la suppression des gaspillages et des gâchis auxquels mettra fin la nationalisation des industries d'armement — qui apparemment d'ailleurs déjà largement au secteur étatique ou nationalisé, — ce qui permettra de récupérer plusieurs milliards ! Ce ne sont pas malheureusement « les mécanismes économiques actuels » qui entraînent « un gonflement considérable des dépenses militaires ». La complexité de plus en plus grande des systèmes d'armes, la longueur des études et des développements, l'importance des investissements, suffisent à expliquer le coût croissant des armements. Et si l'Union soviétique a un potentiel militaire considérable, ce n'est pas à son système économique qu'elle le doit, mais parce qu'elle dépense de 10 à 14 % de son P.N.B. pour sa défense, beaucoup plus que tous les pays occidentaux, alors que nous n'y consacrons, quant à nous, que 3 % !

Pour les coûts, le programme du parti communiste n'est pas plus réaliste que ce qui concerne la défense qu'il ne l'est dans d'autres domaines.

L'objectif à atteindre est de stopper la course aux armements et d'amorcer le désarmement. Qui ne souscritait à un tel projet ? Mais les conditions par lesquelles le P.C.F. compte atteindre cet objectif sont significatives. Pour lui, seuls les pays socialistes européens avancent régulièrement et sérieusement des propositions en ce sens.

Une telle affirmation surprendra quand on connaît l'importance grandissante des forces du pacte de Varsovie. Rien que dans le Centre et l'Europe, les forces des forces nucléaires, elles peuvent aligner plus de 15 000 chars et 3 000 avions alors que l'O.T.A.N. ne peut lui opposer que moins de 7 000 chars et 1 300 avions. Comment dès lors accepter les propositions de l'U.R.S.S. d'une réduction équivalente des forces en Europe qui aboutirait à accepter le maintien définitif de la supériorité des pays de l'Est ? De même, comment la France pourrait-elle, comme le demande le P.C.F., signer l'accord sur le non-emploi du premier des armes nucléaires, puisque ce serait accepter par avance l'invasion et l'occupation des forces étrangères, venant d'U.R.S.S. ou d'ailleurs, puissamment dotées d'armes conventionnelles contre lesquelles notre dernier recours reste les armes nucléaires. De tels engagements ne peuvent être ceux d'un pays qui veut garder son indépendance mais, au contraire, seraient le signe du renoncement.

La conception du P.C.F. sur la défense paraît en outre fort différente de celle du parti socialiste. Mais, au-delà de ces contradictions, on peut déceler une grande continuité dans la politique du P.C.F. Celle-ci rejoint les objectifs de l'U.R.S.S. pour une neutralisation militaire de l'Europe occidentale qui assurerait à la grande puissance de l'Est une hégémonie sur cette partie du monde, consacrée par un traité de non-agression, voire un traité d'amitié et de coopération. On s'est félicité de l'indépendance que prenait le parti communiste à l'égard de l'Union soviétique ! En matière de défense, on peut douter qu'il en soit effectivement ainsi !

Pour la France, dans l'Europe telle qu'elle est actuellement, il ne peut y avoir d'autre politique de défense que celle définie par le général de Gaulle, basée à la fois sur une coopération avec nos alliés et une liberté de décision quant à l'emploi de nos forces, dont l'armement nucléaire reste le dernier recours pour notre sécurité. C'est la seule qui soit réaliste et qui garantisse notre indépendance.

● Six Mirage F-1 de l'escadron Normandie-Niemen, commandés par le général Montrozier, atterriront lundi 25 juillet sur la base soviétique de Koubinka, près de Moscou. Ils font, jusqu'au 29 juillet, des vols de démonstration. Des bâtiments de la marine française ont déjà été reçus à Mourmansk et des bâtiments de la marine soviétique à Cherbourg. — (A.F.P.)

Nominations et promotions militaires

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 27 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **TERRE** — Sont nommés : chef d'état-major du général gouverneur militaire de Paris, commandant la 1^{re} région militaire, le général de brigade Raymond Boisseau ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris, commandant la 1^{re} région militaire, pour le commandement de la place de Paris, le général de brigade Gille Lévy ; adjoint au général commandant la 1^{re} division d'infanterie et la 4⁹ division militaire territoriale, le général de brigade Charles Févier.

Est membre du Conseil supérieur de l'armée de terre, le général de corps d'armée Jacques Lévy.

● **ARMEMENT** — Sont nommés : adjoint au directeur technique des engins, l'ingénieur général de première classe Jean Deguilhaume ; adjoint au directeur technique des engins, chargé des établissements, l'ingénieur général de première classe Jac-

ques Bataille ; chef du service technique engins balistiques à la direction technique des engins, l'ingénieur général de première classe Georges Desgranges ; chargé de mission auprès du directeur technique des engins pour les études et programmes nouveaux, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Germain.

● **CONTROLE GENERAL DES ARMES** — Est nommé contrôleur général des armées, le contrôleur des armées Jean Barba. Sont admis, par anticipation et sur leur demande, en deuxième section (réserve) les contrôleurs généraux des armées Pierre Tuffet et Pierre Loui.

● **SERVICE DE SANTE DES ARMES** — Est promu médecin général, le médecin chef des services de classe normale Michel Bonjean. Est promu vétérinaire biologiste chef des services hors classe, avec appellation de vétérinaire biologiste général inspecteur, le vétérinaire biologiste général, vétérinaire biologiste chef des services de classe normale Gilbert Lepère.

loterie nationale				Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS			
TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER	TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER
1	14 481 46 571 90 141	groupe 4 autres groupes tous groupes	10 000 2 000 10 000	6	92 796 99 746	tous groupes tous groupes	10 050 10 050
2	002 362 14 482 74 762 54 542 73 262	tous groupes tous groupes groupe 4 autres groupes tous groupes groupe 5 autres groupes groupe 4 autres groupes	200 500 10 000 2 000 100 000 2 000 100 000 2 000	7	9 007 14 487 80 597	tous groupes groupe 4 autres groupes tous groupes	1 000 10 000 2 000 10 000
3	3 23 53 043 00 583 79 203	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes groupe 1	50 150 150 250 10 050 2 050	8	28 5 178 9 408 9 738 8 798 9 568 14 488	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes groupe 4 autres groupes tous groupes tous groupes	100 1 000 1 000 1 000 1 000 10 000 2 000 10 000
4	64 814 4 134 14 484 66 564	tous groupes tous groupes tous groupes autres groupes tous groupes	100 2 500 10 000 2 000 10 100	9	49 309 6 739 14 489 99 929	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 4 autres groupes groupe 2 autres groupes	100 200 1 000 10 000 2 000 100 000 2 000
5	185 805 7 385 14 485 38 055 14 265	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 4 autres groupes tous groupes groupe 3 autres groupes	400 200 1 000 10 000 2 000 10 000 100 000 2 000	0	00 850 9 380 4 380 14 480	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes groupe 4 autres groupes	100 200 1 000 2 500 10 000 2 000
6	6 616 9 826 14 486 17 206	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 4 autres groupes tous groupes	50 250 1 050 10 050 2 050	TRANCHE DES GLAIEUX TIRAGE DU 27 JUILLET 1977 PROCHAIN TIRAGE LE 3 AOUT 1977 à BAGNOLES-DE-L'ORNE (Om) 35			
4 6 14 28 44 48 TIRAGE No 30				NUMERO COMPLEMENTAIRE 17 PROCHAIN TIRAGE LE 3 AOUT 1977 VALIDATION JUSQU'AU 2 AOUT 1977 APRES-MIDI			

Le Monde

L'ÉTÉ

EN FAMILLE

Ceux qui ne partent jamais

« **O**n n'est jamais parti en vacances : il y a toujours quelque chose, et chaque année j'attends un enfant. » Le onzième naîtra au mois de novembre dans la cité de transit d'Herblay (Val-d'Oise) où Michèle habite depuis six ans. Pour se changer un peu les idées, elle est venue avec Nicole, une autre femme de la cité, passer l'après-midi chez Liliane. Mais tous les pavillons se ressemblent : cinq pièces, un étage, des sols de ciment parfois en partie recouverts de carrelage

aux frais des occupants, des murs de béton sur lesquels il est impossible de coller du papier, des vieux meubles, une télévision... Ici, en plus, sur le buffet, à côté de la photo de mariage de Liliane, trône celle du président de la République. C'est là que M. Giscard d'Estaing est venu déjeuner le 1^{er} janvier. « Il nous avait promis qu'on serait relogés en priorité », raconte Liliane, mais on est toujours là. » Le lendemain, un attaché de presse de l'Elysée avait apporté la photo. Michèle a bien pensé envoyer

quelques-uns de ses dix enfants (de quatre à seize ans) en colonie : dans ce cas, en effet, les allocations familiales donnent des « bons vacances ». Mais il faudrait encore ajouter 600 F par enfant. « Ce n'est pas possible. » Il y avait une autre solution, également subventionnée par les allocations familiales : partir tous ensemble dans un camp de vacances. Une militante de la Confédération syndicale des familles a fait le calcul : si Michèle et sa famille partaient seulement quinze jours dans le centre le plus proche, à Dou d'A n (Essonne), il leur faudrait, malgré la subvention, payer 3 170 F. Compte tenu de leur budget, il ne restait presque rien pour finir le mois. Ne partant donc pas, faute d'argent, ils n'ont droit à aucune allocation de vacances.

Hier encore, on parlait d'envoyer une des filles, celle de onze ans, en colo, au mois d'août. « Mais elle a peur, depuis ce malheur », dit Michèle. Michèle fait allusion à l'accident arrivé la veille au soir de ses neveux qui, pour une fois, avait eu la chance de partir en colonie. Elle n'osera pas dire elle-même qu'il en est mort.

« Il regarde les murs »

Pour Michèle, les mois d'été ressemblent beaucoup aux autres. La seule différence, c'est que, pendant le mois de juillet, son mari, manœuvre en usine, ne travaille pas. « Il regarde les murs. Quand il veut, il fait les courses ou s'occupe des gamins. On a aussi quelques poules. » Parfois, il joue au lercé. « Comme il ne fume pas, il peut bien se permettre cela ! » Ils auraient pu passer quelques jours dans la famille, en Bretagne, mais « il faut bien payer la route des repas et apporter un petit quelque chose ». Or, au début du mois, il a fallu faire face à des frais imprévus : Didier, un des plus jeunes enfants (six ans), a contracté une congestion pulmonaire. Bêtement. Profitant de quelques jours de chaleur, il s'était amusé à se faire asperger par un jet d'eau destiné à arroser les fleurs.

Les enfants, il est vrai, n'ont pas plus de distractions que les adultes. Ils se débrouillent avec les livres qu'on leur prête, jouent à la poupée. Ils s'occupent aussi d'un petit chat, confié par une institutrice pour les vacances, et

de leurs deux chiens. D'après leur mère, « il y a des enfants encore plus privés : ceux qui sont en ville ».

La seule vraie sortie familiale sera pour aller voir défiler les majorettes à Cergy-Pontoise : deux des enfants en font partie. En fin de compte, Michèle avait décidé de profiter des vacances pour peindre la cuisine. C'est là, en effet, quelle passe la plus grande partie de son temps. Son souhait le plus cher, le plus « ardent », c'est d'avoir une maison accueillante — comme chez les autres — avec des meubles neufs. « Depuis dix-sept ans que je suis mariée, explique-t-elle, j'ai toujours rêvé d'un repas à table. Ça me dégoûte. » Mais ce souhait ne sera pas non plus réalisé : « Je ne peux même pas acheter de chaises de cuisine. Il n'y a rien à moins de 50 F. » Quant aux peintures, « Je ne m'attendais pas à être encore enceinte. » Pendant quatre ans, Michèle a pris la pilule, en cachette de son mari, mais elle a dû arrêter pour raisons de santé. Cela ne l'empêche pas d'aimer tous ses enfants. « Ils auront est-elle pensés, une me plus heureuse que moi. »

Heureusement, Michèle « parle facilement aux gens ». Alors, lorsque les repas à table sont terminés, elle prend son vélo et va voir des amis. « On discute, on tricole. Si je devais rester enfermée, je me mettrais au lit pour chialer. » Une fois elle a ouvert le gaz : son fils aîné est arrivé à temps. A trente-six ans, Michèle en paraît un mois quinze de plus : son mari la bat, surtout quand elle est enceinte. D'ailleurs, elle ne voulait pas l'épouser, mais sa mère l'y a obligée. « A dix-neuf ans, je ne pouvais rien dire. » Il y a quelques jours, elle s'est enfuie toute la journée dans la forêt. Mais elle est revenue le soir, « pour les enfants ». C'est vrai qu'ils n'ont pas l'air malheureux. Comme pour la réconciliation, Didier pousse la porte. Encore tout excité de la partie de ballon qu'il vient de faire, il se précipite en riant dans les bras de sa mère : « La grosse, raconte-t-elle, elle est tombée sur le cul. » On dirait que les choses, corrigées Michèle en prenant avec lui le chemin de la maison.

CATHERINE ARDITTI.

Les défis américains

LES Américains ont toujours été témoins d'exploits, aussi ne faut-il pas s'étonner de ce que l'escalade récente des cent dix étages du World Trade Center, à New-York, par l'extravagant George Willing, ait provoqué l'enthousiasme de ses compatriotes. La police, qui avait fait connaître son intention de lui infliger une amende sévère pendant qu'il gravissait la paroi du gratte-ciel, dut faire marche arrière sous la pression de l'opinion, et le « macadam-alpiniste » fut fêté par le maire de la ville et traité comme un héros par le bon peuple de Wall Street. Le même jour, plusieurs milliers d'Américains se défilèrent ou se relaxèrent en défilant la mort, en tout cas en prenant des risques sérieux, dans les airs, au fond de la mer, au sommet des montagnes ou sur les autoroutes : cinq cents milliers de personnes ont dû se faire soigner à la suite de chutes de vélo, en 1976.

En fin de compte, le nombre des Américains qui ont signalé la mort dans des expéditions aux limites du courage, de l'énergie et de la persévérance est bien sûr modeste, comparé au nombre de ceux qui sont morts l'année dernière en dormant. Les compagnies d'assurances ne défilent pas encore la somme comme une forme de loiair.

sept pilotes amateurs se sont tués ; il faut ajouter à ce nombre les accidents mortels de parachutistes amateurs, pilotes de planeurs, de ballons et autres « dingues du ciel » qui se chiffrent à sept cents par an. Le vol à voile a causé, à lui seul, la mort de soixante et un Américains.

Les casse-cou motorisés ne cessent, eux, d'imaginer de nouveaux défis : traverser les murs, sauter par-dessus des rivières, bondir de dune en dune dans le désert ; les enfants de huit ans participent même aux courses de go-kart et de moto-cross. De leur côté les sports conventionnels et paisibles, comme la bicyclette, continuent à faire des victimes : d'après le Centre national des statistiques de la santé, quatre cent soixante mille personnes ont dû se faire soigner à la suite de chutes de vélo, en 1976.

En fin de compte, le nombre des Américains qui ont signalé la mort dans des expéditions aux limites du courage, de l'énergie et de la persévérance est bien sûr modeste, comparé au nombre de ceux qui sont morts l'année dernière en dormant. Les compagnies d'assurances ne défilent pas encore la somme comme une forme de loiair.

LOUIS WIZNITZER.

INSTANTANÉ

Punk ?

C'EST l'été. Ou c'est comme ça. D'une généralité à l'autre, la même évidence s'impose : Paris ne vit pas à l'ère punk. Ici ou là, un vague air punk. Rien de plus. Haut lieu des « vauriens » (ce que signifie le mot punk), le quartier des anciennes Halles de Paris ? Quelques graffiti, tirés à la peinture jaune et sur la porte du centre paroissial de Saint-Merri, sont par ces taches soignées d'été les seuls indices de punkitude. De bandes de jeunes gens aux cheveux ras, aux vêtements constellés de coiffures, aux oreilles percées d'épingles de nourrices — bref, de purs produits punk — point.

Les rues sont envahies par d'autres stéréotypes : tranquilles joueurs de pétanque, badauds attourés autour du crachoir de leur processionnaires du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, et les fens que l'on croise sont ceux... du cirque d'autrefois.

Au carrefour de la rue des Lombards et de la rue Saint-Martin, un spectacle anti-punk attire une centaine de spectateurs. Accompagné par un guitariste sage, un chanteur sage agrège des mélodies surannées. Pupillon, tu es volage. Tu rassembles à mon amant. L'amour est un badinage. L'amour est un passe-temps.

Aux accents de A la claire fontaine, luyons vers d'autres lieux de punkitude proches de la place de la République. La, sous terre, dans l'un de leurs sanctuaires nocturnes, il s'en trouve en effet. Mais ils ne sont pas en majorité dans cette boîte de nuit populaire. Ils restent peu, circulant sans but apparent dans les dédales ou attablés autour d'un verre : rien que de très banal. Côté vestimentaire et coiffure, le punk, vaste noir et blanc à l'exception de velours, porte autour du cou une laisse dont le bout de la chaîne est accroché à l'une de ses poches ; tel autre porte, épinglé sur ses vêtements, des dizaines d'autocollants et de badges. Le collier de laisse, sans chaîne est courant. Variante plus rare, un bracelet de cuir clouté autour du poignet. Quant au trait distinctif emblématique, l'épingle ou le chaîne d'épingles de nourrice accrochées au revers de la veste ou percant une oreille, il ne distingue plus personne, tant les porteurs en sont nombreux. La violence promise ou revendiquée dans cette ébriété disparait ? Le port de l'insigne nazi est exceptionnel tout nous n'avons pas eu de chance : la

lame de rasoir, fréquente, ne prétend pas à plus que sa fonction : les brassards soigneusement calligraphiés : « Crève ! » ou « I hate you ! » (« Je vous hais ! », cri de guerre lancé par Johnny Rotten, chanteur du groupe punk anglais Sex Pistols) ont quelque chose de laborieux. Banallement vêtus, ne possédant pas l'insolite au-delà du strict tailleur noir, les compagnes qui arborent une chevelure intacte, contrastant avec les crânes très sobres de leurs amis, parlent entre elles, à l'écart.

Seul et rare événement qui vienne animer cette présence punk : deux ou trois fois dans la soirée, dans l'espace, limité par des sièges qui impriment une piste de danse minuscule, les danseurs laissent la place à deux punks, qui, entre eux ou avec un « étranger », mimant le rituel d'une rixe improbable, à la fois dansée et noyée dans des ondulations qui ne valent que par elles-mêmes. Ces brefs intermèdes, où tout est symbole, évoquent la violence. Plus avec la même raillerie que les bagarres opposant, chaque semaine à Londres dans Kings Road, les « Punk Rockers » aux « Teddy Boys ».

Dans ce franch punk, tout n'est pas soft, cool, amoral. Survient les « Warm Guns » (ou tout autre groupe plus illustre, mais obéissant aux mêmes impératifs) et quelque chose arrive. Agglutinés soudain sous le soleil multiplié des spots, tous, punks et autres (tous punks, peut-être en cela ?) s'exposent, le temps d'une dizaine de chansons, au souffle de ce que la punkitude n'a pas inventé, mais simplement ressuscité : la culte unanime d'une agression sonore proprement inouïe. Paroles hurlées, le micro dans la bouche, musique qui tend à l'indifférence du bruit généralisé, seule s'entend l'intensité sonore. S'effacent les consciences momentanées des signes du spectacle : chanteur qui se roule par terre, arrache ses vêtements, s'envole dans les tubulures ou se jette dans le public ; chanson dédiée à Charles Manson ou intitulée Marmelade de cadavres, hurlements soutenus jusqu'aux limites de la résistance vocale ? C'est faire beaucoup de ces variantes d'une nostalgie plus ancienne. Nostalgie pour une partie fabriquée, importée, cultivée. Il resterait à dire de quoi...

MICHEL KAJMAN.

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Sous la conduite de Maya, Skolinski a pénétré dans le château et, mû par les tableaux et objets précieux cachés, a découvert de « merveilleux ». Kholawitski, dont le piège a échoué, est désormais obligé de pacifier avec lui et lui propose d'investir les richesses du château, à condition d'être discret et d'habiter Myslotch.

« **I**l se passe quelque chose ici ! Que voulez-vous qu'il se passe ? Vous avez les nerfs à fleur de peau, prince : ne cherchez pas plus loin ! — Il se passe quelque chose ici ! Tu entends, Henri, il se passe quelque chose ! — Où donc ? — Ici. Au château. Je ne sais pas où, mais l'équilibre est rompu... »

Kholawitski essayait depuis une heure de raisonner le vieux prince Kholawitski, qui s'était tenu sur son lit, en proie à une anxiété sans objet. Ses oreilles, habituées depuis des années à l'uniforme symphonie du château, avaient dû distinguer d'un imperceptible changement, car le secrétaire ne l'avait jamais vu dans un tel état.

« Avez-vous entendu des bruits suspects ? D'où vous vient cette idée ? — Je n'ai rien entendu, mais il y a du nouveau — quelque chose s'est surajouté ! — A quel ? — Enfin, Henri, tu me comprends rien à rien ! Oh ! mon Dieu, mon Dieu, mon Dieu !... »

Il se couvrit le visage des mains, mais à travers les doigts Kholawitski aperçut un œil qui le regardait. Le prince devenait de plus en plus soupçonneux. Le secrétaire n'ignorait d'ailleurs pas qu'il éprouvait à son égard un inconcevable mélange de confiance aveugle et d'extrême défiance.

Le prince, exténué, consentit enfin à absorber une double dose de bromure et Kholawitski prit le chemin du « musée », comme il appelait ironiquement les salles meublées. S'étant assuré que Grégoire était en bas, dans sa chambre, il ouvrit la lourde porte de la vieille cuisine et demeura un certain temps sur le seuil

à contempler la serviette qui, à la lumière de la torche frémissante et vibrant d'un mouvement à la fois monotone et convulsif. Puis il promena le faisceau de lumière à travers la pièce. Il ne pouvait se défaire d'une insidieuse sensation de répulsion qui se mouva soudain en effroi lorsqu'il prit conscience d'être là planté à écouter on ne sait quoi.

La folie me guette », se dit-il. Il traversa les quelques salles qui séparaient la vieille cuisine de la chambre que Grégoire avait préparée pour le professeur. Il y trouva un lit fait pour la nuit, une petite table, une toilette, une lampe, une cruche d'eau. Kholawitski prit la lampe et retourna dans la vieille cuisine. Il la posa sur la table et resta un moment aux aguets.

Puis il s'éloigna de nouveau et réapparut avec la literie. Il dut se faire violence pour ôter du lit de fer la vieille couverture moisie et recouvrir le matelas du drap apporté, tant il semblait imprudent de déplacer quoi que ce fût dans cette pièce, même du bout des doigts.

Il finit cependant de préparer le lit, transporta ce qui restait et mit la lampe en veilleuse.

De nouveau, il tomba en arrêt devant le lit tremblant, puis quitta la pièce sur la pointe des pieds. Il referma délicatement la porte.

Il mesurait toute la misère, et, en même temps, toute l'horreur, de l'action qu'il venait de commettre.

Fallait-il être sot et naïf pour tenter de se débarrasser du professeur en le logeant dans une pièce « hantée » ? Mais Kholawitski n'avait pas le courage d'affronter lui-même l'intrus.

Dans sa rage impuissante, il s'était arrêté à cette idée puérile et avait décidé, faute de mieux, de faire dormir Skolinski dans la vieille cuisine. Après tout, il pouvait arriver quelque chose et, quand bien même le professeur n'y laisserait pas sa raison comme les autres, il prendrait peut-être peur et perdrait l'envie de se mêler des affaires du château.

Il descendit pour attendre le professeur et Maya à l'entrée du souterrain. « Faites doucement, souffla Kholawitski, en les conduisant à travers les salles. Le prince va de nouveau

plus mal. Nous sommes arrivés, professeur. Voilà votre chambre. — Merci je la trouve fort agréable. — Malheureusement, je ne pourrais veiller la prince. Vous pouvez vous mettre sans tarder au travail. Evitez seulement de faire du bruit. Et attention à la lumière ! »

Le secrétaire prit congé de Maya et se rendit au chevet du prince. Ce dernier dormait.

Kholawitski passa la plus grande partie de la nuit en allées et venues entre la chambre du prince et les salles où le professeur opérait en silence.

Il le pressait de questions, voulait à tout prix connaître l'importance de l'héritage, exigeait des chiffres précis, quoique le professeur s'efforçât à lui expliquer que la valeur des œuvres d'art dépendait beaucoup de la conjoncture et de l'acheteur.

Skolinski, à la vue des toiles remises à son place, se félicitait secrètement de son adresse surprenante.

Ce qu'il avait sous les yeux passait son attention. Il avait déjà identifié avec certitude deux Jordans d'une vigueur et d'une fraîcheur de couleurs étonnantes, ainsi qu'un petit paysage de Masaccio. Comment toutes ces œuvres avaient-elles échoué ici ?

Mais, au bout d'un moment, l'ennui vint et la lassitude, devant une telle profusion d'œuvres d'art. Le professeur connaissait bien cette sensation de satiété qui le gagnait parfois dans les musées, et il savait que rien ne servait de s'y opposer.

Il avait les yeux lourds et un début de migraine. C'était le moment de prendre du repos. Il referma la porte à clé et gagna sa chambre. Il s'assit sur le lit et se passa la main sur le front et les yeux.

Il bailla.

Il tombait de fatigue et ne remarquait pas le profond silence qui régnait sur le château.

S'approcha de la lampe, augmenta la lumière, puis revint s'asseoir sur le lit et se mit à délayer ses chaussures. Brusquement, il s'interrompit. Il se passait quelque chose, il ne savait quel, mais ne pouvait en douter. C'était une sensation étrange. Il pro-

mena un regard circulaire dans la chambre.

Rien — des murs blancs, des dalles de pierre, un fourneau surmonté d'une vaste hotte. — et pourtant... Cela ne venait pas de l'extérieur, la menace était dans la pièce. Le professeur sentit soudain sa gorge se nouer d'horreur, comme s'il devinait, tapi tout près, quelque régnant animal.

Il ramassa un journal qui traînait à terre. C'était un vieux numéro du Courrier de Varsovie, de l'année 1923. Il y avait encore deux autres, qui portaient même date.

Il s'était agenouillé pour les parcourir quand, soudain, il se figea. Il avait cru sentir une présence dans son dos, il se jeta sur son lit, et rien d'autre n'eut pu l'en déloger.

Il n'osait faire un geste. Des gouttes de sueur perlaient sur son front.

« Quel-je à craindre ? » se répétait-il, hébété. — et il avait plus peur encore d'avoir peur sans raison.

Son regard fouillait toute la pièce, sondait chaque objet. Le coin où s'en-tassaient en vrac de vieux livres de compte et des papiers chiffonnés retint son attention. C'était le seul endroit en partie inaccessible à la vue. Quelque chose pouvait s'y cacher. Il n'osait approcher, mais n'en cherchait que plus fébrilement à l'explorer des yeux.

Il s'aperçut, entre les couvertures rigides des livres de comptes, le coin d'un cahier qui dépassait. C'était un cahier d'écolier à carreaux, écrit au crayon. Le professeur, étant presbyte, put déchiffrer sans peine ces quelques mots :

« ... Jusqu'à présent, il ne s'est rien passé... »

Le reste de la phrase disparaissait sous les livres. Il lut encore, à la ligne suivante :

« O h. 45. Toujours rien... »

Il eut immédiatement la certitude qu'il y avait un rapport avec la situation présente. En quelques pas dé-couverts il s'approcha, s'empara du cahier et retourna aussitôt sur le lit.

Sur la première page, on avait écrit en grosses lettres :

« Mémoire. »

Et plus loin :

« Oh ! on trouvera les observations efféguées par Casimir Rudzanski

dans la vieille cuisine du château de Myslotch, en la présente nuit du 14 décembre 1923.

« Moi, Casimir Rudzanski, ingénieur stagiaire à la ferme de Promos, sur les terres de Myslotch, ayant vu que la vieille cuisine du château de Myslotch était hantée et n'osant pas moi à ces rumeurs, ai résolu de soumettre à examen, s'ils existent, ces mystérieux phénomènes, et de les décrire. »

« Je consigne mes observations ad perpétuum rel memoriam, mais aussi pour m'occuper. Je ne peux m'endormir, les esprits ne se montrent pas, et j'ai lu tous les journaux. Il est 0 h. 20, l'heure des fantômes et jusqu'à présent il ne s'est rien passé. »

Suivaient plusieurs pages où Rudzanski ne se départait pas de ce ton légèrement badin. Le professeur lisait avidement, impatient de savoir si, quinze ans auparavant, cet homme avait connu la même anxiété sans fondement. Enfin, après une longue dissertation sur le thème : « Il n'existe pas de phénomènes surnaturels », il tomba sur le passage suivant :

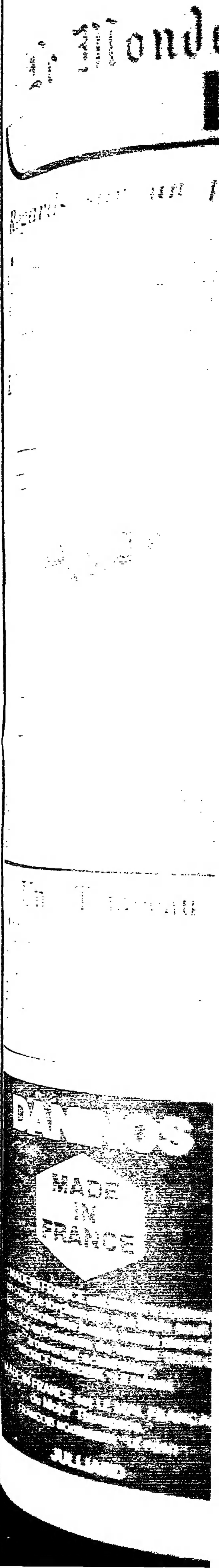
« D'ailleurs, je me souviens m'être effrayé que la rumeur était insensée à l'audience. Je suis, bien sûr, continuellement à l'affût et, malgré mes efforts, je ne puis me concentrer entièrement sur ce que j'écris. Un coin de mon cerveau attend toujours que se manifestent les « esprits ». Outre la lampe, j'ai allumé deux chandelles, chacune à un autre bout de la pièce, de façon que personne ne puisse me priver de lumière d'un coup. »

« De surcroît, j'ai un revolver à portée de main, et s'il se trouvait quelqu'un pour me jouer un mauvais tour, je résisterais pas à tirer. Mais comment s'y prendrait-il ? Car j'ai fermé la porte et l'ai barricadée avec la table. Quant à la fenêtre, elle est trop étroite et trop haut placée pour laisser passage à quiconque. »

Ici prenait fin le texte. On avait attaché les dernières feuilles du cahier.

(A suivre.)

© Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Mailles et Hélène Włodarczyk



INSTANTANÉ

Punk ?

C'est une question qui se pose à l'heure où le monde est en proie à une crise de conscience. Le punk, ce mouvement qui a émergé à New York, est-il une simple mode ou une véritable révolte ?

Le punk, c'est d'abord une attitude. C'est une révolte contre la société, contre la culture, contre la religion. C'est une révolte contre tout ce qui est établi, tout ce qui est conventionnel.

Le punk, c'est aussi une musique. Une musique qui est née de la rue, de la misère, de la violence. Une musique qui est faite pour être entendue, pour être vécue.

Le punk, c'est une révolte qui ne se contente pas de se manifester. C'est une révolte qui cherche à changer le monde.



Le Monde DES LIVRES

Regards sur un pays perdu Le nouveau départ d'UPDIKE

● **Connaissez-vous le Ladakh ? Christian Delacampagne et Gérard Busquet entraînent leur lecteur vers les confins du Cachemire et de la Chine.**

Le Ladakh est un pays lointain, méconnu et escarpé. On le trouve dans le nord de l'Inde, entre le Cachemire et la Chine. Et quand on l'a trouvé, on n'est pas au bout

de ses peines ! Car on n'entre pas dans le Ladakh comme dans un moulin : pendant les sept mois de l'hiver, tous les cols qui l'entourent sont verrouillés par la neige. Les touristes qui veulent pourtant se faufiler dans cette espèce de forteresse doivent donc profiter des brèves lumières de

l'été. Ainsi ont fait, trois années de suite, Christian Delacampagne, qui est philosophe, et Gérard Busquet, journaliste.

Le livre qu'ils publient aujourd'hui relate ces voyages. Pas de fioritures, pas de concepts et pas de rhétorique. Un style ordinaire, et c'est tant mieux. Quand on a la chance de se mettre un Ladakh sous la dent, on serait bien bête de le barbouiller de poésie. Ce pays insensé fait tout le travail à lui tout seul. Il n'a pas besoin de l'éclat des mots pour étinceler : ses neiges lui suffisent. Face à un tel objet, il est raisonnable de faire le modeste, de dire jour après jour

Le Ladakh possède, comme tous les pays, une capitale. Celle-ci, qui s'appelle Leh, a d'autant plus de mérite qu'elle ne compte que cinq mille habitants et qu'elle se débrouille avec ça pour être grandiose. C'est que Leh n'est pas seulement un bourg incroyable, niché au creux de montagnes de 7 000 mètres. Elle fut naguère un lieu de grande rencontre quand les caravanes venues de l'Inde et celles de l'Asie y échangeaient leurs pacotilles.

En 1930, encore, une caravane de cent mules disparaît dans la neige. S'il arrivait qu'un marchand sente la mort venir, sur les hautes pistes de glace, il se faisait enterrer sur place, avec ses marchandises que ses héritiers venaient déterrer au prochain été. Des trésors sommeillaient dans la neige, on ne les voyait pas.

L'invasion du Tibet par la Chine en 1959 met fin au règne de Leh. Voilà la somptueuse capitale, coupée de l'Asie centrale, en asphyxie. Les caravanes s'arrêtent se dégrader. La ville de fable n'est plus qu'une bourgade fétide, une termitière et un abandon. Il faut une guerre, celle de 1962, avec la Chine, pour que Leh retrouve un peu de lustre : capitale du champ de bataille, Leh est devenue depuis cette date ville de garnison. Elle revient à la vie.

Leh résume le Ladakh. Tout ce pays bécote entre la décadence et la résurrection. La promesse de Busquet et Delacampagne en reçoit son nimbe. A leur suite, on traverse ce pays beau comme un songe. On arpente des villes démeublées, des montagnes blanches, des forteresses d'hypnose qui veillent sur de silencieux « déserts des Tartares ». Ou bien on découvre dans une montagne romantique le palais de la reine (l'héritière de l'antique dynastie), une vaste bâtisse faite de couloirs et de portes, habitée des vents, une résidence du temps perdu dans laquelle erre une reine très étrange.

GILLES LAPOUGE.

(Lire la suite page 13.)



★ Updike vu par Letine.
Copyright New York Book Review, Opera Mund.

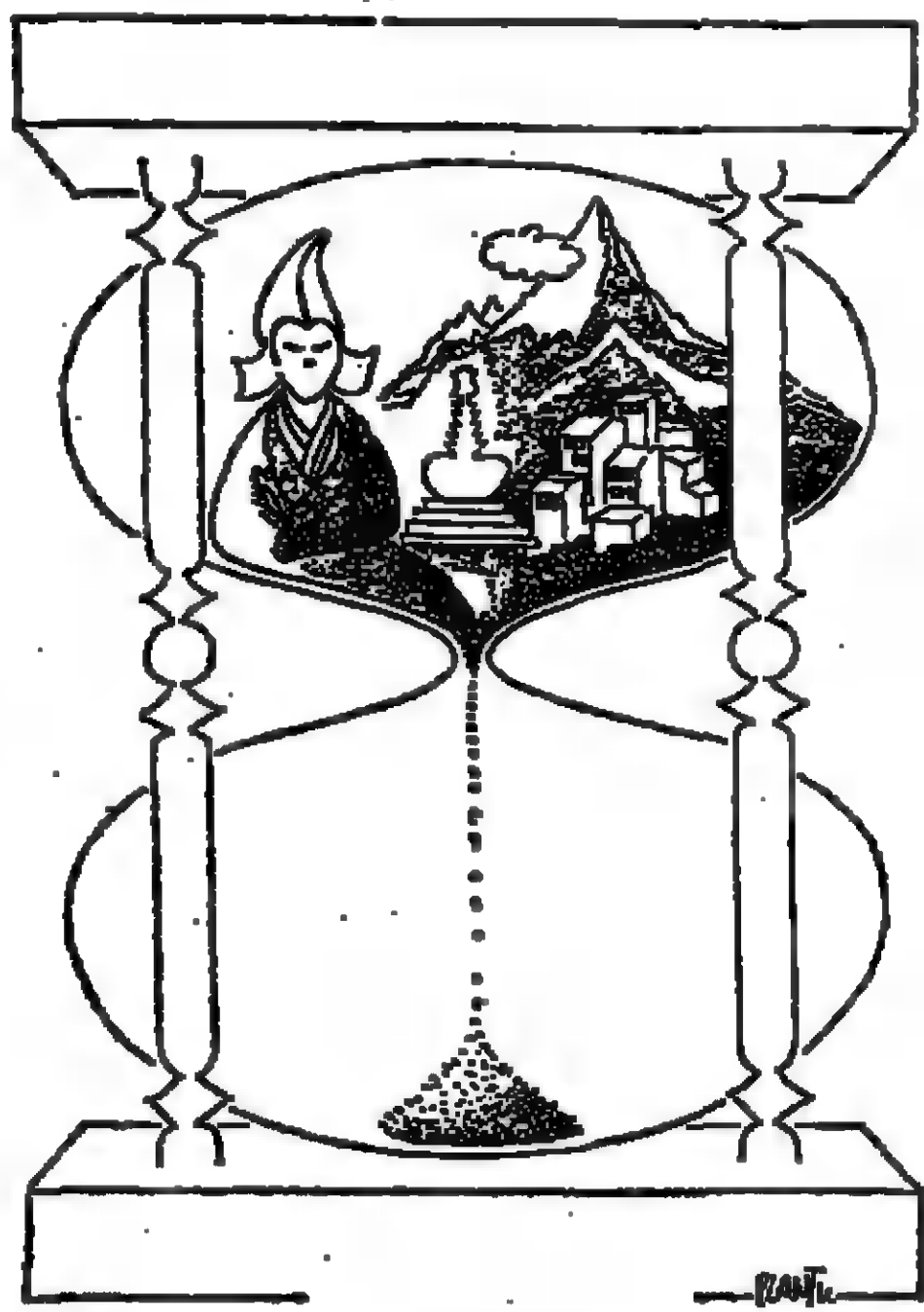
● **Une version ironique, « folles négligences » comprises, du roman sentimental.**

« **S'** mon hypothèse est juste, suggère John Updike dans un essai publié aux Etats-Unis (1), — à savoir que le capitalisme a mis la sexualité dans une boîte magique — alors cette boîte, pour avoir subi tant de raids, est si cabossée qu'elle est prête à se briser.

PIERRE DOMMIGUES.

(Lire la suite page 14.)

(1) John Updike, *Picked-Up Pieces*, Knopf, N.Y., 1976.



(Dessin de PLANTU.)

de ses peines ! Car on n'entre pas dans le Ladakh comme dans un moulin : pendant les sept mois de l'hiver, tous les cols qui l'entourent sont verrouillés par la neige. Les touristes qui veulent pourtant se faufiler dans cette espèce de forteresse doivent donc profiter des brèves lumières de

ce qui vous est arrivé, de décrire comme on le faisait au dix-huitième siècle les grandes trompettes des lamas, leurs chapeaux jaunes, les auberges des rouliers, les concours de tirs à l'arc, les millions de rubans de pierres qui frissonnent dans la plus haute montagne du monde.

Un « Tombeau » d'Agatha Christie

● **Sur le thème des « Dix petits nègres », les variations de deux vrais romanciers.**

POUR n'être pas un coup d'essai, ce roman des derniers lauréats du prix duquel des Orléans est un coup de maître. Et riche en coups de

théâtre. Dramaturges, Yves Jacquemard et J.-M. Sénécal ne cessent pas de l'être en traitant la matière romanesque. En outre, l'accent de vérité du récit tient à cette sympathie pour les choses et les gens de théâtre, qui ne se « compose » pas, qui tient au cœur et à la peau.

Le théâtre, nous y sommes tout de suite plongés. Stéfano-poulos, jeune metteur en scène

« général », a adapté les *Dix petits nègres* d'Agatha Christie. Pour lui, c'est Shakespeare, les Grecs, le *fatum* même. Aussi se fait-il gloire d'avoir conservé le dénouement à la fois tragique et absurde, qu'à la scène, par égard pour le public, on a coutume de changer en *happy end*.

Vous vous souvenez des *Dix petits nègres*. Sept hommes et trois femmes sont conduits à s'enfermer sur une île déserte. Ils sont tous très suspects. Meurtres incompréhensibles : il n'y a personne d'autre dans l'île. Il faut que l'assassin soit l'une des victimes. Les deux derniers survivants « savent » donc, chacun, que l'autre est son meurtrier. En fait, ils se trompent. Véra n'en tue pas moins Lomhard et va se pendre. Or Stéfano-poulos, quel qu'il dise, donne un coup de ponce à son auteur en faisant s'aimer Véra et Lomhard. Dans le roman, il n'en est rien : Véra tue le garçon sans hésitation ni remords, et ce n'est pas, comme dans la pièce, par ce désespoir qu'elle se pend, mais parce qu'elle en aime un autre. Stéfano-poulos a fait une concession au public et à la publicité : les deux acteurs illustres qui jouent les rôles sont non moins célèbres comme amants.

Records battus

Pourtant, des dix comédiens, un seul (il n'était pas là) a échappé à celui, comme par hasard, qui jouait le meurtrier. On n'en a pas moins trouvé dans sa loge un dixième cadavre, inconnu : le « onzième petit nègre ». Or, on oublie toujours que, dans le roman, les dix petits nègres sont bien onze. Mais l'un est ignoré de neuf des dix autres — et même du lecteur, qui, à la dernière page, y prend à peine garde.

On ne m'en voudra pas de rester moi-même quelque peu énig-

matique : il faut ménager le plaisir et les surprises. D'ailleurs, tout le monde est suspect, notamment le très attachant et inquiétant Stéfano-poulos.

Je n'en dis pas plus. Mais il y a des règles que le lecteur et surtout l'auteur ne peuvent transgresser. Imagine-t-on Hercule Poirot assassin ? — C'est vrai. Eh bien ! tout de même, j'ai tenu le pari. Bien d'autres le gagneront aussi. Et ils n'en éprouveront pas moins un choc quand « leur » coupable sera démasqué. C'est à quoi se reconnaissent les chefs-d'œuvre du genre. Les mêmes qu'on relit.

Ce que j'ai fait aussitôt pour celui-là. Plaisir nouveau de remonter, sans erreur, le labyrinthe des pistes. Et puis, désormais on a le désintéressement et le loisir de s'arrêter à tout le reste. A l'atmosphère. A l'écriture ; et d'abord aux personnages. Car ils ne sont pas que des silhouettes, les pièces d'un jeu. Ils existent, ils nous intéressent. D'autant que nous connaissons maintenant leurs mobiles, leur passé, ce qu'ils nous cachaient. Par une certaine épaisseur, le roman diffère assez profondément d'Agatha Christie ; et quand les auteurs reprennent ses épreuves-moquées, ses thèmes, c'est avec leur talent, qui n'est qu'à eux.

Ainsi lui rendent-ils le plus bel hommage qu'elle ait reçu, à la manière des artistes, des musiciens qui honorent un maître disparu, en variant sur son chant avec leur propre voix. Cette grande variation sur la romanesque anglaise, c'est bien le « Tombeau » d'Agatha Christie.

YVES FLORENNE.

★ LE ONZIÈME PETIT NÈGRE, de Jacquemard-Sénécal. S.E.C.L.E., Régine Deforges, 308 pages, 35 F.

L'homme-objet en 1880

« Monsieur Vénus » de Rachilde

CETTE notion de « livres de vacances » à oublier aussitôt, quoi de plus absurde, finalement ! C'est en hiver, en pleine trépidation, qu'on aurait besoin de fictions naïves et d'embruns. L'été, au contraire, devrait servir à nourrir l'esprit en fin de jachère. Les lois de l'édition en ont décidé autrement à notre place. Impossible de ne pas s'incliner, alors que les livres du printemps sont déjà retournés à l'éditeur, et introuvables ceux de l'an passé, selon le principe des autres consommations forcées que le dernier produit en date sur-passe toujours le précédent.

C'est pourtant loin d'être vrai, même quand on cherche à se distraire. Certains éditeurs l'ont compris, qui préfèrent à l'humour desogues de nos contemporains celui d'hier ou d'avant-hier. Ainsi Flammarion doit-il être remercié de rééditer *Monsieur Vénus*, où Barrès voyait une « curiosité » plus qu'une « polissonnerie ».

DANS sa préface à la réimpression de 1899, le même Barrès présentait très gravement l'auteur, la lapageuse Rachilde, comme une jeune fille victime de démons indomptables et d'un mal du siècle tout baudelaire. C'était façon de gâcher à son tour, bien qu'on ne lui connût guère l'humour à cela. La douzaine de livres publiés entre 1880 et 1890 sous le nom de la collaboratrice du *Mercur* de France, et sous le manteau, relèvent, en effet, de l'entreprise alimentaire ou farceuse. Il s'agissait de braver en souriant un puritanisme proprement victorien, qui subordonnait, par exemple, à une autorisation de police le port par une femme de vêtements masculins.

C'EST justement un défi de ce genre aux « bonnes mœurs » et à ce qu'elles donnent pour la « nature » qui nous est conté dans *Monsieur Vénus*. Une jeune femme titrée, Raoula de Vénérande, a juré de dépasser le saphisme auquel la porte sa complexion virile mais qui ne suffirait plus à la distinguer du commun. La rencontre d'un petit peintre en fleurs « joli et bête à ravir », Jacques Silvart dit « Jaja », lui fournit l'occasion d'assouvir sa haine du mâle, en le réduisant à sa seule beauté et à l'état d'hétéro.

Jaja prend plaisir à perdre ainsi puissance et dignité. Encouragé par sa sœur Marie, qui sort du trottoir et en profitera pour devenir patronne de bordel, il se laisse entretenir avec délice, puis épouser. Quitte à jeter sa tante chanoinesse dans le désespoir et au couvent, Raoula pousse la provocation, à moins que ne soit l'amour, jusqu'à prendre le petit peintre pour... femme, à la face de la meilleure société, et d'un soupire baron, qui lui jalouse obscurément son conjoint (e) et finira par le (la) tuer en duel.

Le livre a bien le style qu'on devine d'un cas croustillant pour « enfer » de bon aloi sous Jules Grévy. Mais il ne se réduit pas à cela. Les relations entre Raoula et son protégé sont observées avec finesse et drôlerie, notamment l'ambiguïté à la Genet avec laquelle ils s'engagent à singer les caractères de rudesse ou d'aplatissement que la

par Bertrand Poirot-Delpech

convention prête au sexe opposé. Sans prétendre à rien, l'analyse n'ignore pas la vieille aspiration de l'humanité à l'androgynie ou à l'unité brahmanique. L'imposée ou même cette aspiration, de l'homme comme un fiancé aime sans espoir une fiancée morte », dit joliment Raoula.

Barrès a raison de parler de « scintillements » sinon d'art. Ils abondent. « Cette virilité d'une heure qu'on appelle la fatuité », est-il indiqué quelque part. Ou encore : « Tous les monstres ont leur minute de lassitude » ; et cette notation tûtée : « Les artistes ont la manie de vouloir que la bonne société tombe en admiration non devant leur mérite, mais devant leurs mauvaises manières ».

VEU à la lumière du féminisme actuel, l'aventure de *Monsieur Vénus* prend, sous ses airs de blagues canaille, une valeur péroratoire.

Au-delà des héroïnes de Colette et de Sagan, qui commencent à « se savoir » de leurs amants ou de leurs frères platoniques, Raoula fait figure de pionnière du M.L.F. Elle se dit elle-même « révoltée à l'idée de perpétuer une race appauvrie et de donner un plaisir que les femmes ne partagent pas ». Elle cherche une « dépravation nouvelle », et reconnaît-elle, l'« impossible », pour « rejoindre cette vieille chose qu'on appelle l'amour », parce que les hommes, « brutaux ou impulsifs, aiment mal ». Puisqu'ils se flattent tant de posséder quelque chose en plus, pourquoi ne pas les prendre au mot et ne pas les réduire à cette seule « chose » ? Tout en plaisantant, Rachilde invente l'homme-objet et le nivellement sexuel : « Ils s'unissaient, explique-t-elle, dans la destruction de leurs sexes ».

L'ASPECT social et économique des relations amoureuses n'est pas moins souligné, avec une perspicacité que d'aucuns pourraient qualifier de marxiste.

L'entreprise d'asservissement du petit dessinateur par la grande dame renvoie à des rapports de classe. Comme *Made-moiselle Julie*, de Strindberg et tant d'autres amoncelles de luxe, Raoula règne par l'argent autant que par sa brutalité sensuelle. Elle ne perd pas une occasion de rappeler les liens à leur condition d'enfants d'ouvriers montés précipitamment par prostitution et prostitution. C'est la « haute » se penchant sur le peuple pour autant qu'il est bon ou joli à voir, et qui hésite entre l'envoyer chercher en sacre clandestin ou lui dépêcher des visiteuses de Saint-Vincent-de-Paul. C'est l'époque où les sœurs Boucaut en voiles de veuves posent leurs mitaines sur l'épaule de l'orphelin mignon tout plein, comme les montre inébranlablement la sculpture du square du Bon-Marché.

Jaja ne renoncera pas aussi aisément à sa puissance de mâle si son origine ne l'avait préparé à tous les abaissements. Fils d'un ivrogne, « mort dans un engrenage à Lille » (sic), et d'une catin dont sa sœur a repris gaillardement le métier, il est convaincu d'avoir « la prostitution dans le sang ». « Son honneur ne sait que pleurer ». Pour lui, seule les riches ont le droit d'être amoureux ou abjects, et c'est normal. « Les ouvriers feraient moins souvent des révolutions s'ils connaissaient mieux les femmes de la haute », songe-t-il avec le plus grand sérieux.

UN sérieux évidemment baigné d'humour, de la part de Rachilde. La biographie et la mentalité de chaque personnage risent volontairement la caricature, ou s'y ébrouent. L'auteur parodie les situations de mélo ou de comédie en vogue vers 1880 avec autant de recul amusé que Fey-deau, René Clair ou Anouilh.

Les dialogues et les remarques d'auteur ont été écrits « au second degré », comme on dit aujourd'hui. « Ses doigts se crispèrent sur sa poitrine, car il souffrait » ; « sa honte commençait à la griser » ; « enfant, saisi-tu que tu es merveilleux ? ».

Un sommet est atteint, et le clin d'œil éclate, avec la mort de Jacques, qui empêche le baron de lécher sa blessure en murmurant : « Vos moustaches me piqueraient ». Mieux encore : la chute du livre, digne de l'auroch de Bressana, où on apprend, sans autre commentaire, que le mannequin de ciré avec lequel Raoula va prolonger ses bizarres émois est l'œuvre... d'un Allemand.

On croit toujours que nos grands-parents, parce qu'ils allaient se faire masser sans broncher en 1914 manquaient de malice. Ils nous en ramèneraient plutôt.

★ MONSIEUR VENUS, de Rachilde. Flammarion, 230 p., 25 F.

DANINOS

**MADE
IN
FRANCE**

"MADE IN FRANCE est salubre comme un coup de torchon sur une table souillée et denote une bonne santé morale que les extrémistes de toutes teintes trouveront scabreuse."

MAURICE DENUZIERE "LE MONDE"

"MADE IN FRANCE est LE MAL FRANÇAIS du Major Thompson."

FRANÇOIS NOURISSIER "LE POINT"

JULLIARD

par Witold Gombrowicz

Le roman de Witold Gombrowicz, *Le monde*, est une œuvre majeure de la littérature polonaise. Il explore les thèmes de la liberté, de la responsabilité et de la recherche de l'authenticité.

Gombrowicz, né en 1895 à Berdychów, en Galicie, a vécu une vie marquée par l'exil et la lutte pour la reconnaissance de son œuvre.

Le monde est un roman qui se déroule dans un petit village polonais. Il raconte l'histoire d'un groupe de jeunes gens qui cherchent à échapper à la routine et à la conformité de leur société.

Le roman est divisé en deux parties. La première partie est une introduction à la vie du village. La seconde partie est une exploration de la vie intérieure des personnages.

Gombrowicz utilise un langage simple et direct, mais avec une grande précision. Il crée des personnages qui sont à la fois réalistes et idéaux.

Le monde est un roman qui a influencé de nombreux écrivains de la littérature polonaise et internationale.

littéraire

histoire littéraire

Benjamin Constant sur le divan

● Le « jeune vieillard » de Sainte-Beuve, abandonneur et abandonné.

DEPUIS la parution d'Adolphe, Benjamin Constant n'a pas cessé d'intriguer, d'irriter, de susciter des sentiments contradictoires : fascination, devant une lucidité hors pair ; dégoût, face à la veulerie, l'insensibilité, l'insouciance du personnage. Déjà

Sainte-Beuve, au dix-neuvième siècle, le décrivait comme un « jeune vieillard » : « usé et arrosé, presque éteint » : « Mené par les femmes, il n'a écrit qu'un ouvrage, Adolphe, ce petit livre fin de siècle qui porte la marque de l'intelligence la plus aiguë et du dessèchement ». Curieusement, la critique traditionnelle confondit Adolphe et Constant, sans prendre garde que le premier s'écrit d'Adolphe n'était autre que Constant lui-même (dans les préfaces et les deux postfaces) ; c'est lui, en effet, qui institua son propre procès moral, procès par la suite maintes fois repris.

Mais si le moral est une chose, la psychologie en est une autre. L'incompréhensible mérite d'Han Verhooff est de rappeler que l'incapacité d'Adolphe, comme double de l'auteur, a persévéré dans ses sentiments, ce passage brutal, presque sans transition, de l'amour à la désaffection, bref, ce processus de déshumanisation, sont justifiables d'une analyse freudienne.

A partir d'Adolphe, en premier lieu, mais aussi des écrits plus nettement autobiographiques — Cécile, le Cahier rouge, les Journaux intimes — Han Verhooff décrit Benjamin Constant comme un « abandonneur », c'est-à-dire un homme qui se sent toujours abandonné, d'où dans son besoin d'affection. Voilà, certes, qui peut sembler paradoxal s'agissant de celui qui fut un grand « abandonneur », dont les récits (Cécile et Adolphe, par exemple) connaissent tous un dénouement identique : la mort de la femme aimée provoquée par l'abandon de son amant. Pourtant, Han Verhooff rappelle, à juste titre, que Benjamin Constant a perdu sa mère à sa naissance : « Il se pourrait, écrit-il, que ce premier abandon, venant d'une personne qu'il n'a pas connue (...), soit la base de tous les abandons, réels et imaginaires, qui ont marqué sa vie et occupé son imagination ».

Ainsi, la trop célèbre indifférence constante serait à interpréter comme une agressivité contre la mère morte, dont Constant, sans le savoir, portera le deuil toute sa vie. Très intéressante, qui conduit à voir dans l'auteur d'Adolphe un être à la sensibilité pathologique, hanté par la mort — et celle qu'il contemple si avidement chez les autres, c'est bien sûr la sienne. Comme l'observe encore Han Verhooff, la situation d'Adolphe survivant à Éléonore reproduit celle de l'enfant à la mort de sa mère. Par cette fiction, la réalité originale est recréée et corrigée en même temps.

ROLAND J. COARD.

★ ADOLPHE ET BENJAMIN CONSTANT, de Han Verhooff, Klincksieck, 125 pages, 52 F.

poésie

Réverie, ballade, méandre, satire

● Bernard Collin, André Matossian, Joaquin Vital, Armand Rapoport.

LES rares écrits de Bernard Collin, notamment les *Mémoires*, les *Mémoires et le simple*, avaient intrigué par leurs vers oniriques et leur ironie : on ne savait trop s'il fallait y voir un jeu hautain ou une recherche où l'ésotérisme le disputait à une sorte de fêre contrôlée par l'ostentation de l'élegance. Les textes de *Sans d'autruche* posent les mêmes problèmes, mais on succombe avec plus de naturel à une réverie qui déforme tout, comme si Nerval avait réussi à se camoufler en Jules Verne et tour à tour en Benjamin Péret. Un chant un peu précoce comme ici les surprises et les rend apprivoisables. Un mystère fait de coups de théâtre orienté lentement des poèmes en prose vers une exégèse du rève considéré comme une morale, sinon une guérison du réel.

Demandez par une danse, par une montagne où la vue, c'était la paix, je voyais des vieillards enroulés, je voyais de l'esprit de paix enroulé dans leurs yeux, laissez-vous le visage, toute la nuit j'ai dansé. Par cette façon de vivre, par cette sorte de vie, parfumez-vous la tête, tout le pays sentait bon, la terre et le jardin et le pays perpétuel.

Les quatre premiers recueils d'André Matossian s'engageaient résolument dans la défense des valeurs occidentales et du christianisme, en laissant comme une marge pour les allégories obscures et les découvertes de l'inspiration qui s'emportaient, galop, dépasse avec allégresse ses propos. L'enjeu est plus volontaire et se permet moins de digressions. On devine que, au sein de son choix éthique, André Matossian se sent assésé. Il lui faut dire plus haut et plus vertement ses vérités. La langue, s'il lui arrive de perdre la fièvre des images, y gère, au contraire, en précision, surtout quant elle a recours aux archaïsmes et aux refrains de la ballade. Cette croisée a de la vigueur et du pathos. André Matossian est un poète qui ne se sépare pas l'écrit du vécu ; de là son risque et son autorité. « L'enfer fait lever les géants », dit-il en pondérant ce qu'il considère comme une menace de décadence.

Sous le simple titre d'*Entretemps*, Joaquin Vital publie ses premiers poèmes, ce qui ne s'explique pas seulement par ses

origines portugaises. Il y a là deux tonalités distinctes. L'une vise à concentrer le réel en de courtes formules, qui se résorbent dans l'absurde : des sortes de coups de butoir contre l'attention trop forte de l'impression et apparaît comme un correctif ; ni le quotidien ni le rêve ne méritent d'en sortir indemnes. L'autre manière de Joaquin Vital est plus échoyante dans son étrangement. Elle aime les méandres, les retournements, le vagabondage des idées séduisantes dont on s'abandonne d'abord les délices, avant de s'en voir livrer les secrets poisons. On doit suivre ce poète original.

En somme, risquez-le, le futur est déjà passé. Et il s'ajoute, risquez-le : — Mer ou ruisselle, femme, en toi je veux me noyer. Il choisit pourtant l'eau réelle, non pas l'eau de ses yeux, non pas celle de son ventre.

De lui, un testament en vers (un vers à peine composé) : Le passé, mon amour, n'est jamais simple.

Sur le modèle — relatif, bien entendu — des chansons de toile du Moyen Âge et aussi des poèmes de Jean Follain sur les métiers, Armand Rapoport dessine des scènes de la vie moderne dans *Toiles d'Ypres*. Il y a là un langage très particulier, fait d'ellipses et d'agglutinations perennantes, comme pour choquer l'esprit en même temps qu'on le carresse. L'engagement et la satire n'en sont pas absents : il suffit de les débusquer entre deux images frappantes ou familières. Un sens remarquable de l'efficacité par les collisions verbales.

Lumière ou primauté des sons, formes et monde plus justes ? herbage du rre : vers l'orange des vies le dést vraiment maitenu ? morture d'une couleur ou d'un regard frais d'un enfant dialogue vrai du temps chaleur de la présence vif soleil des mots : la femme et l'homme enfin dans un poème heureux ?

ALAIN BOSQUET.

★ SANS D'AUTRUCHE, de Bernard Collin, Menerre de France, 52 pages, 40 F.

★ L'ENJEU, d'André Matossian, Éditions Saint-Germain-des-Prés, 73 pages, 32 F.

★ ENTRETEMPS, de Joaquin Vital, Éditions de la Différence, 54 pages, 24 F.

★ TOILES D'YPRES, d'Armand Rapoport, Les Éditions Françaises Réunis, 55 pages, 16 F.

sciences humaines

Regards sur un pays perdu

(Suite de la page 11.)

La spécialité du Ladakh, cependant, reste la prière. Depuis que la Chine a mis fin à la dernière théocratie du monde, celle du Tibet, le Ladakh gère l'héritage. Le pays grouille de moines. On les rencontre à tout bout de champ, avec leurs mitres rouges, leurs cymbales, leurs tricorne d'or, avec ces épatants moulins à prières qui vous assurent un salut automatique, avec le fouillis de leurs sectes, la secte Drugga, la secte Gelugpa, la secte Dringrupa. Encore faut-il reconnaître que cet imbroglio de sectes, ces amoncellements de liturgies ne sont pas l'œuvre de seuls Ladakhis. L'Occident a donné aux moines un bon coup de main. Ses ethnologues ont perfectionné à tel point le système des sectes ladakhis que les lamas, les pauvres, ont aujourd'hui du mal à s'y reconnaître.

Il est vrai que les deux institutions qui ont permis à ce peuple de survivre se détériorent. Pour subsister dans ce bout de monde, une rigoureuse stabilité démographique s'imposait. La survie exigeait que la vie soit contrôlée de très près, et deux dispositifs veillaient au grain : la polyandrie, cette règle qui voulait que chaque femme possède plusieurs maris, une clique de frères, de manière à limiter le rythme des naissances. Deuxième volet du système, la vie monastique qui stérilisait en particulier tous les cadets des familles. Il y a un siècle, on dénombrait un moine pour treize habitants, joli score.

Aujourd'hui, sous la force des idées nouvelles, la polyandrie est interdite, même si elle se pratique clandestinement dans les campagnes, et le monachisme a

perdu de sa séduction. On ne recense plus qu'un moine pour soixante habitants. Au surplus, la science de ces moines n'est pas micolante. Dans tout le Ladakh, on ne connaît plus qu'un seul homme capable de réciter la saga du Gesar, cette épopée tibétaine du dixième siècle qu'il faut douze années pour apprendre par cœur. Et si les cérémonies religieuses restent fastueuses, elles sont pleines de trous, d'oubliés et d'erreurs, mûlées et écorchées comme les vieilles peintures des monastères.

Déclin ou renaissance ?

Est-ce que le Ladakh va vers sa mort ? Busquet et Delacampagne ne le croient pas. Ils relèvent des signes heureux. Ils notent que le Dalai Lama porte un intérêt extrême au Ladakh, devenu avec le Bouthan la dernière terre des lamas. Et, s'il est sûr que les vocations monastiques se font plus rares, au moins elles ne sont plus forcées. Enfin, que le régime théocratique ne soit plus qu'un souvenir, est-ce bien un malheur ? Les pouvoirs spirituels du lamasisme pourraient y gagner.

Et puis, savent-ils, Delacampagne et Busquet, ce que le Ladakh devient pendant l'hiver, quand la neige a posé les scellés sur tous les cols, quand ce grand pays oublié se referme comme une chambre forte dont on a égaré le chiffre, quand s'abattent enfin sur ses villes démantelées le silence, le noir, oui, savent-ils dans quels paysages s'en vont les populations du Ladakh, comme vont des voyageurs de nuit ?

GILLES LAPOUGE.

★ LADAKH, de Gérard Busquet et Christian Delacampagne, Buchet-Chastel et Nouvelles Frontières, 172 pages, 39,50 F.

« L'amour de roman porté à Juliette »



En date du 13 octobre 1814, Benjamin Constant confie à ses tablettes : « Il est absurde, au rang politique que j'ai dans le monde, de me laisser dévorer par un amour de roman, comme à dix-huit ans ».

Cet « amour de roman », c'est celui qu'il porte à l'insaisissable Juliette Récamier. Benjamin Constant, alors âgé de quarante-huit ans, bombarde l'élu de lettres d'une rare passion, paroxystique dans les sentiments, pudique voire puritain, lorsqu'il s'agit du corps. « Politique, société, tout a disparu », écrit à Juliette, le conseiller des Cent jours en évocation d'amourusement son « air de pensionnaire » qui réunit tant de grâce à tant de finesse. Cette correspondance, qui débute en 1807 et qui se poursuivra jusqu'en 1830, fait l'objet d'une remarquable édition critique, établie par Ephraïm Harpey : elle comblera les constantiens. R. J. J. LÉVY, à Paris. ★ LÉTTRES À MME RECAMIER de Benjamin Constant, Ed. critique d'Ephraïm Harpey, par Klincksieck, 389 p., 28 F.

DES LIVRES POUR L'ÉTÉ

ACHILLE CAMPANILE
Le héros
collection arc-en-ciel 38 F

ROGER CANS
En effeuillant l'Amérique
collection regards sur le monde 40 F

RENE FALLET
Y-a-t'il un docteur dans la salle ?
roman 45 F

THEODOR KALLIFATIDES
Les santons du Péloponnèse
collection arc-en-ciel 36 F

denoël

science fiction

Les « Humanoïdes » ont encore frappé

LES « Humanoïdes Associés » s'enrichissent d'une nouvelle collection de science-fiction. Les deux premiers volumes d'« Horizons illimités » sont plutôt prometteurs. L'un poétique, l'autre pas, tous deux s'inscrivent dans le courant de la S. F. écologique.

La Planète Folle, de John Brunner. Folle et meurtrière, la planète Agard ? Sans doute, mais pour ceux-là seuls des colons qui refusent d'entendre Cerbère et Anubis — leur mémoire mythologique — et se mettent à l'écoute de leur corps. Immortels en conserve, de Michael G. Conney, ou comment résoudre les problèmes de surpopulation et s'assurer du même coup l'immortalité. Il suffit de transplanter indéfiniment de quarante ans en quarante ans les mêmes cerveaux, politiquement sélectionnés, dans le corps tout neuf des nourrissons préalablement décevelés. Voilà qui n'incite guère les âmes sensibles à protester et provoque la mise en attente des cerveaux non prioritaires dans les boîtes qui donnent son titre au roman.

L'espoir de ce monde noir viendra des marginaux qui préferent notre normalité biologique à une bien sinistre immortalité.

Les « Humanoïdes » semblent décidés à frapper juste.

NATHALIE DUDON. ★ LA PLANÈTE FOLLE, de John Brunner, et IMMORTELS EN CONSERVE, de Michael G. Conney, Les Humanoïdes Associés (respectivement 195 p., 23,50 F., et 205 p., 32 F.).

sueurs froides pour l'été

JEAN-FRANÇOIS COATMEUR
le mascaret

M.B. ENDREBE
l'indice

HUBERT MONTHEILLET
esprit es-tu là ?

"collection sueurs froides"

denoël

JACK THIEULOU ET RENE GARBIT

AUX ÉDITIONS DE L'ATHANOR

Pour la rentrée littéraire de septembre, l'Athanas annonce deux romans : « Loi de Dieu », de Jack Thieulou (si l'auteur n'est plus à présenter, son œuvre est encore à découvrir) et « Loulou-Métra », de René Garbit (son deuxième roman, après « Le temps fou », chez Julliard).

L'Athanas, un éditeur un peu plus fou, un peu plus pauvre, un peu plus téméraire que les autres ?

ÉDITIONS DE L'ATHANOR, 23, rue Vaneau, 75007 PARIS.

LE ROY LADURIE
montaillo, village occitan de 1294 à 1324
gallimard

Un rire neuf... Enfin Pividal est venu ! Retenez bien ce nom... et courez l'exiger chez votre libraire... Passez votre fou rire aux amis. Brouillez-vous avec ceux qui y résistent. ou expliquez-leur. Hamlet en main qu'il y a plus de choses dans le livre de Pividal que n'en rêve la nouvelle philosophie... Les lecteurs pompeux à qui rire ne suffit pas doivent savoir que « Pays Sages » va plus loin qu'il ne semble... A sa façon badine, Pividal rejoint les préoccupations des chercheurs comme Foucault et Barthes, B. Pividal-Delpach - Le Monde... Pividal donne du rapport des forces entre socialisme et capitalisme une description tellement surréaliste qu'elle est plus vraie que nature. J. Clémentin - Le Canard Enchaîné... Une omelette de haut goût, parfumée tantôt au fluide glacial, tantôt à la nitroglycérine... J.-M. Royer - Le Point

Candidate à Moscou... Le rire vous gagne devant ces inventions mirobolantes, puis l'étonnement, puis l'inquiétude, car ce nihilisme de l'humour tous azimuts distribue gratis ses cadeaux : à chacun son petit pain de plastic. Délicat peut-être, mais l'œil ouvert... Matthieu Galey - L'Express

Les Pays Sages de Pividal : pour comprendre l'histoire en se tordant de rire... F. Xenakis - Le Matin

Si vous êtes fatigué sur vos plages, lisez « Pays Sages » pour ce qu'il est : un pied-de-nez désopilant aux mœurs occidentales. Si vous l'êtes moins, lisez « Pays Sages » pour ce qu'il est encore : une nouvelle lettre persane sur la philosophie comparée des États... Le roman le plus drôle et le plus intelligent de l'année, à lire de toute urgence avant que le ciel de la rentrée ne vous tombe sur la tête. J.-L. Ezine - Les Nouvelles Littéraires

lettres étrangères

Le nouveau départ d'Updike

(Suite de la page 11.)

Le système de tension et de surprise que nous appelons l'intrigue est fondée en grande partie sur le postulat que la société bourgeoise encourage et entraîne le libre développement de la sexualité. Avec la venue de la société de tolérance, le roman va devoir se libérer de son « ancienne fonction de musée de notre sensibilité » ; il va devenir « manipulation de marionnettes verbales » et magie. « Quand je veux faire voler un de mes personnages, je dis simplement : « il s'envole ». Une liberté merveilleuse nous attend. »

L'objectif proposé du roman à venir est aussi séduisant que l'analyse du roman traditionnel — mais le romancier américain est si fortement marqué par l'événement — fut-il psychique — qu'il a du mal à « fictionnaliser ». Nabokov est le seul « américain » qui ait parfaitement maîtrisé ce processus. Fynchon, Hawkes, Barth s'y essaient à leur façon. Après avoir disséqué les rapports sexuels des *Couples* (2), dans un best-seller ambigu, Updike, toujours dans le vent, réaliste-moraliste dont la carrière reste associée au sophisme *New Yorker*, prend un nouveau départ avec *Un mois de dimanche*. Un roman charnière pris entre la réalité du désir et le désir de l'écriture.

La réalité. Un pasteur, « *Quarante et un ans en avril dernier*, 177 mètres, 71.600 kilos. Ancien demi de mêlée, fringant comme un poney. Goûts classiques en matière d'habillement. Pénis de taille moyenne. Je m'aime et me déteste plus que d'habitude ne le font les hommes. L'un de ces deux sexes attire les femmes, mais lequel ? »

Les « folles négligences ». Alicia, maître de musique, lui révèle, comme dans un miroir extatique, son démon sexuel. Franke, épouse du banquier-président du conseil des diocèses, lui enseigne la frénésie des pétales de langue, mais l'excitation ne vient pas. Par diabolie, les autres, inconnues, lui apportent l'émerveillement, sur place, dans l'église, généralement après la quatrième conversation.

La seule thérapie

L'enfermement. Un couvent ? Une maison de repos ? Un centre d'internement ? En tout cas, un lieu parfaitement aseptique où

(2) John Updike, *Couples*, N.R.F., Paris, 1969.

séjourne le révérend sur ordre de son évêque. Quatre sermons, quatre dimanches, un mois sans doute. Pas de Bible. Pas de communication avec l'extérieur. Un seul droit à devoir : écrire. « Mes supérieurs ont posé devant moi une classe de feuilles vierges — de quoi durer un mois, selon leurs calculs. Les notes est ma seule thérapie. »

L'écriture se substitue à la réalité des souvenirs et des états d'âme. Le pasteur écrit son livre — celui que nous lisons. Le héros-auteur interpelle le lecteur-confident dans une inquiétante connivence. Le réel est métamorphosé par l'écriture, l'exercice qui engendre le grotesque. L'excès de sexe qui vire à la parodie. L'excès de mots qui tourne au jeu : « Je vis soudain « sur-jour ». (La traduction de Maurice Rambaud est exceptionnellement brillante). Le silence. Des bulles de silence. Un étrange mélange d'images et de mots — presque une bande dessinée. Des clin d'œil : la géolithe, la patronne du centre de désintoxi-

cation pour les drogués de l'adultère — dont il est fait l'apologie magistrale et cocasse — porte le nom de Mrs. Frynn, associé pour tout lecteur anglo-saxon à l'héroïne de *La Lettre écarlate* condamnée à porter sur sa poitrine la lettre somptueusement brodée de l'adultère.

C'est moins le livre à venir que la version ironique du traditionnel roman sentimental. Les émotions se réfugient dans une clandestinité mise aujourd'hui à la portée de tous et sur le mode fantasmagorique. Updike demeure prisonnier des conventions dont il souhaite se dégager. L'intérêt du roman se situe dans la description — d'ailleurs fascinante — de la panique éprouvée par le pasteur devant sa maîtresse comme devant son père, dans le puissant dialogue entre le profane et le sacré, dans l'éloge de l'ambiguïté — et non dans le renouvellement de l'écriture.

PIERRE DOMMERGUES.

• UN MOIS DE DIMANCHES, de John Updike, Gallimard, 246 pages, 39 F.

QUAND LE ROMANCIER SE FAIT POÈTE

Le romancier John Updike vient de publier une nouvelle collection de poèmes, qu'il qualifie de « légers — *Tossing and Turning* (?) — où il s'agit surtout de poésie « concrète », de petits croquis poétiques dessinés, dont le cadre est souvent la maison de famille. Des titres typiques : *In the Tub* (Dans la baignoire) ; *At the Piano* ; *Under the Sunlamp* (Sous la lampe à bronze) ; « car, dit-il dans une interview accordée au *New York Times Book Review* du 10 avril, il y a une limite à ce qu'on peut tirer des couchers de soleil et des jonquilles ». Bien entendu, il ne voit pas du tout le sexe dans ses vers « de bon goût, ajoute-t-il, n'y a pas sa part : notre vie de lecture est trop courte pour que l'écriture soit polie ». Bien qu'il ne regrette pas d'être devenu plutôt romancier que poète (car la poésie ne représente qu'une infime partie de son œuvre qui compte déjà vingt volumes), il se dit plus à l'aise en composant des poèmes, ce qui surtout parce que l'activité poétique est « sporadique » depuis qu'on l'a purgée de tout ce qui est « confortablement mécanique » (rythme, mètre, ponctuation, rime).

« Mais, remarque-t-il, on ne m'a jamais pris au sérieux comme poète. »

Il mériterait de l'être, car ces vers « légers » sont d'un fraîcheur et d'un lyrisme inédits à tel point qu'on souhaiterait de les voir traduits en français, en voici un échantillon :

DANS LA BAIGNOIRE

Tu es une mare où se reflètent
des nuages roses il y a de la mousse
où les blanches racines se joignent
quand tu lèves la main pour te raser
tu es une espèce d'arbre plus jeune

Argent tu surgis du plomb
Elle magique car
mon regard est ébloui comme une hachette
et l'eau est encore plus chaude
qu'un homme puisse jamais supporter.

JOHN LAPP.

(*) Titre intraduisible, mais cela se dit d'une nuit blanche : « J'ai passé la nuit à tourner et me retourner. »

Les exigences de Robert Duncan

• Le gourou californien est aussi un poète acharné à son labeur.

C'EST un bien curieux personnage que Robert Duncan. Celui qui ont assisté, il y a quelques semaines, à la lecture de ses poèmes, au Centre Georges-Pompidou, ont été surpris par ce mélange de légendes dont était revêtu un homme si simple. Le fameux « gourou » californien s'effaçait le héros de roman silhouetté par Anais Nin dans son *Journal* — et ne restait plus qu'un poète acharné à son labeur, et acceptant que son texte demeure obscur. Serge Fauchereau, auquel nous devons la traduction du recueil anthologique *Passages et Structures*, ainsi que sa présentation, cite ce mot de Robert Duncan : « Si cela forme un tout, l'obscurité est partie intégrante de l'œuvre, de la forme. » Nous y voyons : la forme !

Pour Robert Duncan, il est manifeste que le poème possède trois faces : la première prend en charge l'écriture antérieure ou contemporaine (certains textes, ici, s'adressent à partir de Gérard de Nerval, d'Erik Satie composant une entrée pour la Rose-Croix de Péladan, de Court de Gébelin, ou des récits gallois du *Mabinogion*) ; la deuxième fait paraître l'expérience des hommes du temps présent :

Les champs fumants, les B-52
l'olant et haut
que ni le son ni la vue ne les
dénouent, les pilotes
lâchant leurs bombes sans avoir
l'air de se soucier de ce qu'ils bombardent.

La troisième enfin laisse le champ (et le chant) libre à tous les fantasmes personnels. Le seul accord, le seul lien entre ces dimensions diverses étant la forme. La démarche de l'écriture, chez Robert Duncan, se veut d'abord par rapport à des écrits existants, par rapport à la bibliothèque.

Il serait injuste, et injuste, de déduire de cela que Robert Duncan est en tout et partout livrable. Il faut citer ce fragment repris par Serge Fauchereau : « L'artiste, selon la poétique de Dante, travaille avec chaque partie du poème comme polysémique, prenant chaque élément de la composition comme génératif de sens, une réponse et une contribution à l'élaboration de la forme. La vieille doctrine des correspondances est élargie et étendue à un nouveau système de réponses en écho. »

Dès lors, Robert Duncan introduit dans sa production une étonnante ambiguïté de la syntaxe et du vocabulaire. Les « jeux de mots » qui sont fréquents dans ses ouvrages perdent tout caractère ludique.

Robert Duncan a publié peu de livres. Il donne volontiers son aide à l'avant-garde, mais il estime être suffisamment connu par les brèves pages qu'il a livrées aux imprimeurs. Ce n'est pas dédain. C'est la marque d'une exigence radicale. Et cette exigence même contribue à faire de Robert Duncan, outre l'insolite et étrange beauté de ses poèmes, l'un des écrivains les plus acutés par les nouvelles générations de l'Amérique d'aujourd'hui.

HUBERT JUIN.

• PASSAGES ET STRUCTURES, par Robert Duncan. Édition bilingue. Traduction et présentation par Serge Fauchereau, Christian Bourgois, 189 pages, 39 F.

histoire

L'IDOLE ET LE RÊVE

• Marx envoi comme informatrice dans Paris insurgé une beauté russe de vingt ans.

EN 1870, à Londres, Marx reçoit l'envoyée de la section russe de l'Internationale (en exil à Genève). Elle a dix-neuf ans, une masse de cheveux noisette, des joues d'écolière. Elisabeth Tomanovski est l'épouse (fictive) d'un colonel quinquagénaire et libéral ; depuis l'adolescence elle rêve du prophète Karl Marx. Le père du socialisme scientifique est

Eugène Varlin qu'il faut se lier à la province. Pauline Mint part pour expliquer la Commune hors Paris. Trop tard.

Dans la dernière semaine de mai, Elisabeth, qu'on appelle la « princesse Dmitrieff », monte sur les barricades, cheveux et écharpe au vent. Louise Michel se méfiait de « toutes » ces révolutionnaires russes. Pourtant elles luttent côte à côte, comme Anna Jacard, autre Russe, comme Nathalie, Blessée, Elisabeth parvient à s'enfuir en Suisse et la police ne la retrouve plus. Mais l'idole Marx est franchisée avec le rêve de la Commune.



La pavillonne est brûlée place Voltaire, le 6 avril 1871.

d'abord charmé, puis ravi : cette ravissante à un cerveau d'organisateur, et sous l'excitation elle sait raisonner. La famille Marx s'ouvre. Pendant quelques mois, Elisabeth, Russe polyglotte, autodidacte cultivée, lectrice de Tchernychevski (dont le roman *Que faire*, à la génération suivante, bouleversera Lénine), se sentira comme la quatrième fille du docteur Marx. Mme Marx, première Jenny, mélancolique, la présente à Jenny, sa fille aînée, vingt-six ans, à bouillante Laura Lafargue, vingt-quatre ans, déjà deux fois mère. Et à Hélène Demuth, la dévouée servante, que son maître gratifie d'un enfant clandestin.

Quand Paris s'insurge, Karl Marx, après les militants Leo Frankel et Pauline Mint, veut envoyer un informateur ; Elisabeth se porte ardemment volontaire.

Dès l'arrivée, elle doit vaincre le sourire ironique des responsables de la Commune — la misogynie de Frousthes n'est absente ni chez les anarchistes à la Bakounine ni chez les disciples de Blanqui l'enfermé.

Stilet à Paris, Elisabeth organise l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés. Elle s'acquiert ces « péripéties » auxquelles Edith Thomas a consacré un livre admirable. Nathalie Lenzel, religieuse bigouden de 140 m et patronne de « La Marmite », restaurant coopératif, l'aide autant que le journaliste André Léo. Elisabeth devient l'« oratrice » des clubs. Dès le 24 avril, elle écrit à Marx : « Comment pouvez-vous rester là-bas dans l'inaction... ? Elle le juge : « A-t-il raison de croire que les Parisiens, « artisans de luxe », sont des prolétaires moins conscients que les ouvriers des grandes usines d'Allemagne ? Il a raison en tout cas d'écrire à

Elle rentre en Russie, près du mari mourant. L'intendant des domaines est un noble ruiné de vingt-six ans, Ivan Davydovsky, partisan de Bakounine et même de l'exalté qui avait trompé Bakounine, ce Netchaïev dont Dostoevski fera un héros des *Possédés* et qui se révélera agent double.

Est-ce en tentant de le convertir qu'Elisabeth s'éprend de Davydovsky ? Le mari meurt. De maladie et non, comme le prétendra perfidement le communiste Lissagaray, à Londres, « assassiné » par l'intendant avec la complicité de la femme. C'est pour une tout autre affaire, obscure, sinistre, avec mort d'homme, que Davydovsky sera condamné à la déportation en Sibérie. À sa procès de quarante-huit accusés, avec un dossier de quinze mille pages, Elisabeth, citée comme témoin, prononcera une vraie plaidoirie. Elle avait épousé l'accusé. Elle a de lui deux enfants, bientôt trois. Elle le suivra en Sibérie, longtemps.

La mort d'Elisabeth la Rouge est mystérieuse : elle a péri à Moscou en 1918, semble-t-il, et de façon violente. Vengeance ? Erreur ? On ignore. C'est seulement en 1928 qu'un historien soviétique, Knjiznik-Vetrov, entreprendra de retrouver les traces. Sur la mort, il se contente d'une phrase : « La plus grande tragédie de sa vie est d'avoir été méconnue comme révolutionnaire... » Elle ne l'est plus : son nom brille sur une école, un musée, sur une plaque, et les écoliers soviétiques l'apprennent en étudiant la Commune.

DOMINIQUE DESANTI.

• ROUGE ELISABETH, d'Yvonne Singer-Leocq, Stock, coll. « Femmes dans leur temps », 257 p., 39 F.

JACQUES CŒUR DÉBROUILLÉ

• Le Fouquet du Moyen Âge ?

B IEN des pages restent mystérieuses dans le destin de Jacques Cœur, et le procès passablement inique qui lui fut fait par Charles VII, à la fin de sa vie, n'a pas peu contribué à obscurcir les choses. Fut-il un concussionnaire, ce grand argentier, réformateur du système fiscal que le roi ne dédaignait pas d'envoyer en ambassade auprès du pape de Rome, Nicolas V, et auprès du pape suscité par la pragmatique sanction de Bourges, Félix V, qui, lui, résidait à Lausanne ? C'est probable.

Mais comment démailler « service » et « affaires » ? Le roi, tout le premier, avait puisé sans vergogne dans la bourse du financier dont il faut bien dire qu'avec Jeanne d'Arc il fut son plus considérable allié dans la lutte contre l'Anglais.

Georges Bordonove ose le rapprochement Jacques Cœur-Fouquet, non sans vraisemblance. Un faiseuse de prétextes spéciaux masqueront les vraies raisons d'une chute qui fut sans appel et suivie d'un acharnement cruel : plus facile d'arrêter un homme que de lui rembourser des avances considérables. Le roi, ce faisant, châtiait-il, en outre, des complaisances envers le duc de Bourgogne ? Certains historiens l'ont avancé, avant Bordonove. Mais c'est un peu pousser les choses au noir que de voir, en Jacques Cœur, « une victime de Louis XI ». S'il y eut collision entre eux — ce qu'on n'a jamais prouvé — notre héros fut alors victime de son imprudence.

GNETTE GUITARD-AUVISTE.

• JACQUES CŒUR ET SON TEMPS, de Georges Bordonove, Fayard, 247 pages, 42 F.

La M.O.I. et le P.C.

Après la publication dans « *Le Monde des livres* » du 22 juillet de la lettre de M. Alain Guérin, Dominique Desanti, alors absent de Paris, nous a adressé le texte suivant :

Nullément mis en cause dans mon article du 1^{er} juillet sur la résistance de la M.O.I. (« *Passage du témoin* »), Alain Guérin se dit surpris de ma « surprise » sur quelques points.

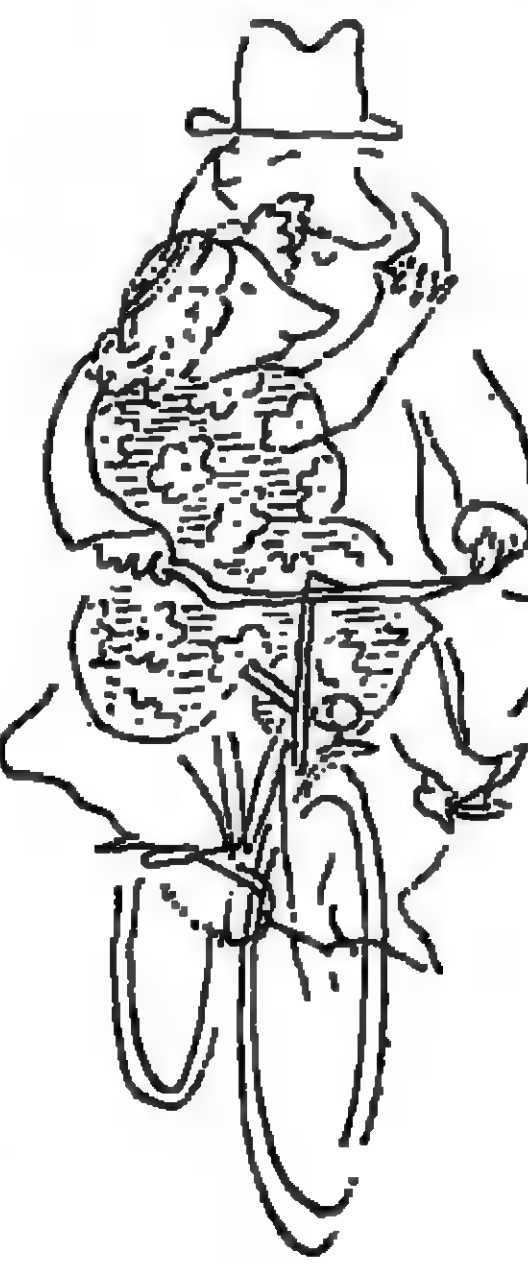
Il nous apprend que si l'appel au peuple de France, dit « appel du 10 juillet », fait mention d'« événements bien postérieurs à cette date », c'est parce qu'il reçut plusieurs renseignements : s'il est signé par Jacques Duclos et Maurice Thorez, c'est que celui-ci, à Moscou, avait été consulté par radio. Ce contact n'a donc pas pu fonctionner entre Jacques Duclos et l'Internationale communiste, également implantée à Moscou ? Car, dit Alain Guérin, c'est l'Internationale qui donna à Maurice Thorez la directive de demander la réparation légale de l'Humanité dans la France occupée. Or « très vite, Jacques Duclos, Benoît Frachon et leur entourage s'opposèrent à ce processus de « légalisation ». N'ont-ils pu le faire savoir à Moscou par radio ?

Je suis heureuse d'avoir permis à Alain Guérin de réhabiliter Maurice Thorez dans les colonnes du *Monde*. Ce militant du P.C.F. et de l'Internationale, après cette démarche effectuée sur ordre, fut en effet « déchargé de ses tâches de responsabilité aux cadres » et « mis au repos ». Jusqu'à sa mort, en 1947, il n'était question qu'à mi-voix de ce responsable aux cadres de la guerre d'Espagne. Le jour de l'enterrement, Benoît Frachon me dit : « Il y a des injustices que l'on répare trop tard. » Ainsi ai-je appris qui fut Maurice Thorez.

Pour Bruno, témoin masqué qui, en 1977, porte d'importants témoignages sous pseudonyme, on comprend que les « troupes de la D.S.T. » pendant la guerre froide aient prolongé son habitude de la clandestinité. L'attitude d'un organisme de police français envers ces combattants pour la liberté de la France est inexcusable. Mais avançons pourtant que, durant la guerre froide, ce n'est pas en France que les anciens de la M.O.I. coururent les plus graves dangers.

Sempé

Simple question d'équilibre



64 p. noir et couleur : 42 F

denoël

“le roman qu'aimeront toutes les femmes

Janine Boissard

L'esprit de famille

parce qu'il est moderne, chaleureux... on s'y sent bien

FAYARD

مكتبة ابن خلدون

**JACQUES COEN
DÉBROUILLÉ**

M. Michel ROURE, C.P.R.
Tél. 86-35-35

Le SCHWEPPES Bitter Lemon
contient un ingrédient unique :

(326-41-02), Secrétaire 19° (206-71-33).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp. v.o.):
le Marais, 4° (278-47-86).
HEKIDA (A. v.o.): Bonaparte, 6°
(326-12-12).
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEM-
MES (Fr.), UGC Odéon, 8° (326-71-08), Bretagne, 8° (222-57-97),
Normandie, 8° (358-41-18).

**PIANCEE
DU
PIRATE**
un film de NELLY KAPLAN

**D'APRES
OSCAR
WILDE**

•

Le SCHWEPPES Bitter Lemon
contient un trésor : sa pulpe.

SALLES CLIMATISEES

ARTS ET SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

LA SAISON DES FESTIVALS

théâtre A AVIGNON

LA GANGRÈNE, de Daniel Lemahieu

La gangrène est une infection grave, elle se caractérise par la formation d'abcès, de fistules, de nécroses. Elle est due à une bactérie, le *Staphylococcus aureus*. Elle se transmet par contact direct ou indirect avec une personne atteinte, ou par contact avec un objet contaminé. Les symptômes sont : une douleur intense, une rougeur, un gonflement, une fièvre. Elle peut entraîner la mort si elle n'est pas traitée rapidement. Le traitement consiste en une antibiothérapie et en une chirurgie pour retirer les tissus nécrosés.

musique A AIX-EN-PROVENCE

ROBERTO DEVERDI de Donizetti

Roberto Verdi est un opéra en trois actes de Donizetti. Il raconte l'histoire d'un jeune homme, Roberto, qui tombe amoureux d'une jeune femme, Lucia. Ils se marient, mais Roberto est obligé de partir pour la guerre. Lucia attend vainement son retour. Finalement, Roberto revient, mais il est malade et meurt. Lucia se suicide également.

Le spectacle sera donné par l'Opéra National de Paris. Les tickets sont disponibles à la vente.

SAISON 1977-1978

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

Le Comité inter-syndical du Livre parisien C.G.T. a demandé de publier leurs chiffres d'audience, tels qu'ils résultent de l'enquête annuelle sur la lecture de la presse. Nous sommes donc en mesure de compléter le tableau qui a été publié dans le Monde du 21 juillet.

Danse

DANS LA COUR CARRÉE DU LOUVRE L'Américain Ballet Theatre entre les gouttes

L'American Ballet Theatre doit cruellement regretter la scène captivante du Palais de Chaillot où nous le vîmes se produire pour la première fois en 1950. Depuis le début de la semaine, sa présentation à ciel ouvert, dans la cour Carrée du Louvre, est contrariée par d'extrêmes conditions atmosphériques, qui contraignent les spectateurs à se transformer en statues de gel, à braver le crachin et le froid, revêtus de surrois ou les genoux drapés dans des couvertures de cocher de fiacre. On nous parle bien d'un projet de velum géant pour les saisons à venir, mais allez couvrir par là surface où le donjon de Charles V ne tiendrait aujourd'hui qu'un petit quart de place ! J'ai réussi néanmoins à profiter de la seule soirée sans pluie, mardi 28 juillet, en attendant la suite des programmes captivants qui doivent brèvement se produire jusqu'au 18 août.

Captivant est en effet le mot qui convient pour la partie moderne que nous offre le Ballet Theatre. Je ne suis pas très « chaud » pour la partie classique par laquelle s'ouvre ce premier spectacle. La *Bayadère* de Minnie, le *Grand Pas classique* d'Auber, ressuscités depuis des lustres, avec leurs abominables fioritures, par toutes les compagnies de ballet, russes ou autres, représentant les airs de bravoure technique que la troupe de Lucia Chase a toujours voulu exhiber, à titre de démonstration, comme corollaire à ses créations modernes. Ainsi ses « cygnes » ou ses « sylphides », qui, malgré l'interprétation brillante de la danseuse Alicia Alonso et d'Igor Youskevitch, pâlisent à côté des *Fancy Free* ou *Interplay* humoristiques d'un Jerome Robbins en pleine jeunesse ou de productions typiquement américaines, tels que les westerns d'Agnes de Miller (*Rodéo*) ou les thèmes dramatiques d'Anthony Tudor (*Pillar of fire*) où s'illustrent la grande Nora Kay. La compagnie américaine se rendait il bien compte de ce hiatus qu'elle se dédoublait avec les très cocasses *Gala Performance*, qui n'étaient rien moins qu'une parodie loonoclaste de la danse classique !

Ce qui explique que j'ai préféré, et de loin, les deux œuvres inédites de ce premier programme : *Voluntaris* de Glen Tetley, et *Push Comes to Shove* de Twyla Sharp. Ces créations nous donnaient en prime la curiosité de voir les deux étoiles hors rang de la troupe, Natalia Makarova et Mikhail Baryshnikov, dans le registre moderne qui les tentait et fort avant qu'ils s'évadent du Kirov soviétique. Disons tout de suite qu'ils se sont à tour de rôle surpassés : preuve que deux grands danseurs de formation classique, quand ils possèdent en outre le tempérament polymorphe des Slaves, sont tout à fait capables de s'assimiler n'importe quel, à commencer par le nouveau langage américain, absolument passionnant, qui domine le monde actuel de la danse et est en passe de reléguer au magasin des accessoires les formes classiques.

Le Louvre et le musée du Jeu de paume sont fermés comme mercredi, ce jeudi 28 juillet à la suite d'une grève du personnel de surveillance et de gardiennage, menée à l'instigation du syndicat C.G.T. des affaires culturelles pour la revalorisation des salaires de la profession.

PRESSE

La lecture des quotidiens nationaux

France-Soir et le Figaro viennent de demander au C.E.S.P. de publier leurs chiffres d'audience, tels qu'ils résultent de l'enquête annuelle sur la lecture de la presse. Nous sommes donc en mesure de compléter le tableau qui a été publié dans le Monde du 21 juillet.

Audience totale en France métropolitaine	
	1977
Le Monde	1 349 000
France-Soir	1 282 000
Le Parisien libéré	900 000
Le Figaro	879 000
L'Equipe	838 000
L'Humanité	599 000
La Croix	289 000

LE LIVRE PARISIEN C.G.T. RÉCLAME LE RAPATRIEMENT DES TRAVAUX D'IMPRESSION EFFECTUÉS À L'ÉTRANGER

Le Comité inter-syndical du Livre parisien C.G.T. a demandé de publier leurs chiffres d'audience, tels qu'ils résultent de l'enquête annuelle sur la lecture de la presse. Nous sommes donc en mesure de compléter le tableau qui a été publié dans le Monde du 21 juillet.

Le Comité rappelle que le 27 juin, à l'issue d'une journée d'action, le ministère de l'Industrie faisait connaître qu'une discussion devrait s'ouvrir sur ces problèmes.

« Une solution est immédiatement possible, précise le texte, chez Châta (où les travailleurs sont en lutte depuis vingt mois), comme pour Hélio-Vincent à Chilly-Mazarin, la réouverture de l'imprimerie Chaulfour l'atteste. »

Enfin, face à certains bruits sur une éventuelle démarche juridique pour l'évacuation de l'imprimerie Châta, le Comité inter-syndical appelle tous les ouvriers du Livre à redoubler de vigilance durant la période des congés, souvent mise à profit par le pouvoir pour fomenter ses mauvais desseins.

JACQUES MICHEL

ARCHITECTURE

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Un « assainissement réaliste » ?

Le projet de réforme de l'enseignement de l'architecture, présenté mercredi au conseil des ministres par M. d'Ornano, tente d'assainir la situation des unités pédagogiques d'architecture, qui, depuis 1968, vivent sur les bases d'une réforme « provisoire ».

Leur problème crucial : le nombre des élèves. Il a spectaculairement quadruplé ces dernières dix ans, passant de quatre mille à quinze mille environ. Or les U.P. d'architecture, créées de toutes pièces et organisées hâtivement, sont loin d'être équipées pour faire face à de tels effectifs et leur dispenser un enseignement de qualité.

Les mesures envisagées qui tendent à adapter les U.P. à ce phénomène de croissance démographique, en la régularisant selon les « besoins », passent par une reorganisation administrative qui leur donnerait une structure juridique « permanente ».

Trois cycles

Selon les projets de M. d'Ornano, d'ici cinq ans les vingt-trois unités pédagogiques d'architecture (neuf dans la région parisienne, quatorze en province) deviendront des établissements publics à caractère administratif, ajoutant à l'autonomie pédagogique une nouvelle autonomie financière. Jusqu'à présent, en effet, les U.P. de la région parisienne dépendent de l'École nationale supérieure des beaux-arts qui gère leur budget ; et celles de province, régies d'Etat ou régies communales, ont leurs crédits de fonctionnement transférés par les préfetures et les mairies, et leurs crédits d'équipement par les directions régionales des affaires culturelles.

Sélection

La contrepartie d'une structure plus sévère de études sera une plus grande rigueur dans le choix du corps enseignant adapté à une volonté d'élever le niveau des études d'architecture. L'étudiant architecte sera en principe admis à redoubler, mais il semble qu'il ne sera pas exclu pour autant, puisque chaque cycle sera examiné par une commission paritaire. En complément des trois cycles étudiés, M. d'Ornano a demandé la mise à l'étude du projet d'institut de recherches architecturales.

La contrepartie d'une structure plus sévère de études sera une plus grande rigueur dans le choix du corps enseignant adapté à une volonté d'élever le niveau des études d'architecture. L'étudiant architecte sera en principe admis à redoubler, mais il semble qu'il ne sera pas exclu pour autant, puisque chaque cycle sera examiné par une commission paritaire. En complément des trois cycles étudiés, M. d'Ornano a demandé la mise à l'étude du projet d'institut de recherches architecturales.

La contrepartie d'une structure plus sévère de études sera une plus grande rigueur dans le choix du corps enseignant adapté à une volonté d'élever le niveau des études d'architecture. L'étudiant architecte sera en principe admis à redoubler, mais il semble qu'il ne sera pas exclu pour autant, puisque chaque cycle sera examiné par une commission paritaire. En complément des trois cycles étudiés, M. d'Ornano a demandé la mise à l'étude du projet d'institut de recherches architecturales.

La contrepartie d'une structure plus sévère de études sera une plus grande rigueur dans le choix du corps enseignant adapté à une volonté d'élever le niveau des études d'architecture. L'étudiant architecte sera en principe admis à redoubler, mais il semble qu'il ne sera pas exclu pour autant, puisque chaque cycle sera examiné par une commission paritaire. En complément des trois cycles étudiés, M. d'Ornano a demandé la mise à l'étude du projet d'institut de recherches architecturales.

La contrepartie d'une structure plus sévère de études sera une plus grande rigueur dans le choix du corps enseignant adapté à une volonté d'élever le niveau des études d'architecture. L'étudiant architecte sera en principe admis à redoubler, mais il semble qu'il ne sera pas exclu pour autant, puisque chaque cycle sera examiné par une commission paritaire. En complément des trois cycles étudiés, M. d'Ornano a demandé la mise à l'étude du projet d'institut de recherches architecturales.

La contrepartie d'une structure plus sévère de études sera une plus grande rigueur dans le choix du corps enseignant adapté à une volonté d'élever le niveau des études d'architecture. L'étudiant architecte sera en principe admis à redoubler, mais il semble qu'il ne sera pas exclu pour autant, puisque chaque cycle sera examiné par une commission paritaire. En complément des trois cycles étudiés, M. d'Ornano a demandé la mise à l'étude du projet d'institut de recherches architecturales.

Portraits de femmes

Quel était le propos de cette émission, mercredi sur TF1, « Agnès, Denise, Jeanne et les autres », trois portraits de femmes signés Nat Lifenstein ? Pourquoi celles-là ? Et pour dire quoi ? On ne voyait pas très bien. S'agissait-il de montrer en filigrane la « vraie vie » des femmes, d'une ouvrière, d'une sage-femme, d'une paysanne prises au hasard et cependant tirées à des millions d'exemplaires ? En ce cas, c'est raté.

Denise et son mari — ils vivent des bas du bas du Bourdonnais — ont dû renoncer, d'accord, aux vacances et au repos du dimanche. Et encore, s'ils y tenaient vraiment, la prospérité de leur exploitation, des vacances, ils pourraient en prendre. Les agriculteurs commencent à sortir de chez eux, à se promener un peu. Ils ignorent aussi les plaisirs de la ville, pas de théâtre, pas de cinéma. Comme la plupart des citadins — en ce milieu de la semaine — ils doivent se contenter de la radio et de la télé. Leur atoutage n'est solide, uni, dur à la tâche. On a bavardé un moment avec elle. Elle ne s'est pas beaucoup

jamais que quelques heures, très spéciales d'estival, très éphémères aussi. Voir l'acte essentiel, capital, le moment culminant de toute existence — même si c'est vrai dans certains cas — cela revient à enfermer à nouveau les femmes dans un gynécée glorifié par la procréation confondue avec la création. Au demeurant, ce privilège, pour la vie, n'en sera bientôt plus un, attention ! L'homme, en réclame par sa présence, maintenant, en réclame sa part.

Reste Agnès, une O.S. licenciée qui occupe son temps avec ses camarades, la seule à « parler femme ». De l'hostilité envers le mari, la double journée, le terrible engorgement du travail à la chaîne (de nettoyage), à la pile (de vaisselle), à la corvée (de ménage), la chaude complicité de la lutte syndicale, l'ouverture sur le monde, la dignité, l'épanouissement de tout être. Elle a su trouver les mots, les très simples, très quotidiens, qui traduisent, tels les cailloux du Petit Poucet, le cheminement de la vie, une vie de femme.

CLAUDE SARRAUTE

JEUDI 28 JUILLET

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Feuilleton : Les années d'illusion ; 21 h. 30. Magazine d'actualité : L'événement. (Des martyrs ignorés : les animaux de laboratoire.)

Un reportage de Robert Werns sur le « scandale » de la télévision.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Le grand échiquier : la pianiste Yvonne Lefebvre.

Autour d'Yvonne Lefebvre, qui interprète Ravel, Mozart, Beethoven : Catherine Colas, Germaine de Sabran, Christine de Voglie, pianistes ; Catherine Solern, comédienne ;

Ensemble « Times Files » dirigé par Pierre-Peter Vizard ; le Trio Riser (piano, violon, violoncelle) ; le Golden Gate Quartet ; Ju-Herrie Grédy ; Jacques Detourné ; Yves Duteil et Wild Bill Davis à l'orgue accompagné par Dave Pochonnet à la batterie et par Dany Bort au vibraphone ; les petits rats de l'Opéra.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. FILM (cycle français 1968-1976) : JE T'AIME, JE T'AIME. D'A. Resnais (1967), avec Cl. Rich, C. Georges-Picot, A. Feriac, C. Jamn. Van Doust, D. Rozan.

Un détourné a raté son suicide. Il accepte d'essayer une machine à remonter le temps. Mais la machine se dérègle. Il se trouve perdu dans son passé.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Paul Morand, l'homme pressé, par R. Strauss avec G. Guibert-Auvit, M. Reims, J. d'Ornano ; 21 h. 30. Histoire d'amour, par M. Bernard (rediffusion) ; 22 h. 30. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie ; 24 h. 30. Tintin ; 25 h. 30. Le chant de la fête.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Musique à découvrir. Piano et voix : « A la tour d'Ancêtre » (Schmitt) ; « Sonate opus 47 » (Debussy) ; « Elégie » (Ravel) ; « Quatuor » (Maurand) ; 21 h. 30. Récital de chant : Birgit Plinius, contralto ; Schumann, K. V. 19, O. Myrten, Mahler ; 22 h. 30. Feuilleton : « Les Fous de la nuit » ; 23 h. 30. Le chant de la fête.

VENDREDI 29 JUILLET

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30. Midi première ; 13 h. 30. Journal ; 14 h. 30. Série : Peter Voos (rediffusion) ; 15 h. 25. Tennis : Coupe Galée à Vichy ; 17 h. 15. Spécial jeunes (à 18 h. 15. Les Infos) ; 18 h. 25. Série : Le grand saut périlleux (rediffusion) ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 43. Candidat caméra ; 20 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

15 h. 30. Série : Le monde en guerre ; 16 h. 30. Aujourd'hui, madame ; 16 h. 52. Série : L'homme à la valise ; 17 h. 40. Feuilleton : Le monde enchanté d'Isabelle (rediffusion) ; 18 h. 5. Vacances animées ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. La joie de vivre ; 20 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 40. Pour les jeunes ; 20 h. 30. Les Jeux ; 20 h. 30. Magazine vendredi : l'inné et l'ac-

quis. (Deuxième partie : Deux ou trois choses que l'on sait d'habitude ; l'enfant de l'homme et l'enfant de l'animal, réal. Cl. Massot) ; 21 h. 30. Série documentaire : Quelques Africains (le Cameroun) ; 22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5. Matinales ; 8 h. 5. Les chemins de la connaissance : Les très riches heures de l'art islamique, par G. Mathieu ; 9 h. 30. L'école de Germain de Paris, par G. Mathieu ; 9 h. 45. Le monde des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 4. Autour de Bayreuth : œuvres de Berlioz et de Mahler ; 12 h. 5. Paris près ; 13 h. 45. Panorama ; 14 h. 30. Musique extra-européenne ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Chantier », de John Hawkes ; 14 h. 45. Les Français d'interrogatoire ; 15 h. 40. En direct de Strasbourg : « Siegfried », de Richard Wagner, mise en scène Patrice Chéreau, par l'orchestre du festival, direction P. Boulez, avec R. Kollo, G. Jones, D. Mc Intyre ; 20 h. 30. De la nuit.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidiens musicaux ; 8 h. 2. Les grandes voix. Bido Bayro ; 9 h. 30. Feuilleton : 10 h. 30. La régle du jeu ; à 10 h. 45. Répétition du « Cinquième roman » de l'animal, réal. Cl. Massot ; 21 h. 40. Jazz classique : Count Basford ; 22 h. 30. Méthodes sans paroles : d'Edvard Schumann, Dvorak, Weber ; à 15 h. 30. Pour trio avec harpe : œuvres de Scordino et Tom. That Tiet ; 15 h. 30. Œuvres de Saint-Saëns, Pauré, Marini, de Falla ; 16 h. 2. Soirée, magazine musical ; 18 h. 5. Jazz time ; 19 h. 45. Des enfers et des cieux ; Purcell, Gluck ; 20 h. 30. Le coin des collectionneurs : Stravinski dirige Stravinski ; 21 h. 30. Cycle d'échanges franco-allemands : Semaines de Zurich ; Orchestre du Tonhalle, avec C. Arrau, pianiste, direction Loris Maazel ; « Concerto pour piano n° 1 » (Brahms) ; « Trosième symphonie, Rhénane » (Schumann) ; 23 h. 15. Cabaret du jazz ; 24 h. 30. Feuilleton : « Les Fous de la nuit » ; 25 h. 30. Festival des arts traditionnels de Fouta-Djallon ; 26 h. Chant de fête.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 28 JUILLET

— La C.D.S. et le R.P.R. disposent de l'émission réservée aux partis politiques sur TF 1, à 19 h. 40.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Générés par Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvaget.

Imprimé par le Monde.

5, rue de la Harpe, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5147.

TRIBUNES ET DÉBATS

— Une interview de M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., sur les problèmes de défense, est diffusée au cours du journal d'Antenne 2, à 20 heures.

VENDREDI 29 JUILLET

— M. Louis Mermaz, député (P.S.), maire de Vienne, Paul Mentré de Lays, député général à l'énergie et Philippe Lebreton, professeur d'écologie et de biologie à la faculté de Lyon, débattent de l'énergie nucléaire sur France-Télé ; à 19 heures. Au cours du même magazine, M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique du P.C., dresse le bilan des séances d'actualisation du pro-

gramme commun. M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat du P.S., fait le point sur cette question à 19 h. 15.

— L'animateur de Radio-Alice recule en France.

En l'absence des pièces justificatives demandées par la France aux autorités italiennes, et qui ne lui sont pas encore parvenues, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris n'a pu statuer, mardi 26 juillet, sur l'éventuelle extradition de M. Francesco Berardi, dit « Bifo », animateur de la radio libre de Bologne, Radio-Alice.

M. Berardi avait été arrêté, le 7 juillet à Paris, incarcéré le 8 et remis en liberté sous contrôle judiciaire le 11 juillet (Le Monde des 9, 12 et 13 juillet).

EQUIPEMENT

CONSTRUCTION NAVALE

LE GOUVERNEMENT
RÉTABLI L'« AIDE DE BASE »
QUI POURRA ATTEINDRE
DE 15 A 25 %
DU PRIX DU NAVIRE

Commentant les mesures prises par le conseil des ministres jeudi 27 juillet sur la construction navale, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a précisé que l'aide de base — c'est-à-dire la subvention de l'Etat — pourra atteindre 15 % à 25 % du prix du navire, les commandes étant à prendre avant juillet 1978. D'autre part, l'Etat relèvera l'aide aux petits chantiers, et le régime fiscal des « quatrains » (le capital d'un navire étant réparti entre plusieurs actionnaires) sera adapté pour faciliter les prises de commande, en participation, par les chantiers eux-mêmes (comme ce fut le cas entre France-Dunkerque et Worms).

D'autre part, des dispositions ont été prises à l'égard des armateurs français pour les inciter à passer des commandes.

M. Fourcade a ajouté que cet effort de la collectivité devrait trouver des contreparties chez les professionnels. Il leur est demandé d'accroître le regroupement des entreprises en deux grands ensembles industriels et financiers. Les chantiers devront aussi s'aider eux-mêmes en réinvestissant les bénéfices qui sont réalisés et en adoptant une politique commerciale plus conforme aux indications du premier ministre. Un effort de décentralisation et de diversification leur est en outre demandé, ce qui devrait leur permettre de réduire de 20 % leur capacité de production d'ici à la fin de 1978, « sans procéder à des licenciements ».

Enfin, afin de mieux connaître l'utilisation des fonds publics, le contrôle économique et financier de l'Etat sur les chantiers de construction navale sera renforcé.

A PROPOS DE...

LES COMPTES DE L'O.C.D.E.

Ces touristes qui rapportent

En 1976, la France s'est placée en tête des pays européens pour les entrées de devises provenant du tourisme international, avec 3 613 millions de dollars de recettes (au lieu de 3 470 en 1975). Ces chiffres figurent au rapport annuel du comité du tourisme de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique), qui sera rendu public au mois de septembre.

Les experts notent, toutefois, que l'excédent des recettes touristiques françaises s'est dégradé par rapport aux dépenses. Les dépenses des touristes français à l'étranger, qui se sont élevées à 3 434 millions de dollars, ont en effet augmenté de quelque 12 % entre 1975 et 1976.

Au palmarès des pays bénéficiaires du tourisme international, c'est l'Espagne qui occupe la première place avec un surplus de 2,8 milliards de dollars. Vient ensuite l'Italie (+ 1,9 milliard), l'Autriche (+ 1,5 milliard) et le Portugal (+ 1,1 milliard). Pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., les recettes globales du tourisme s'élevaient à 33,8 milliards de dollars et les dépenses à 36,2 milliards, soit une progression d'environ 7 % d'une année à l'autre. La croissance

du nombre des arrivées de touristes étrangers a été, par rapport à 1975, de l'ordre de 3 % pour l'ensemble des pays membres de l'Amérique du Nord, et de 8 % pour ceux du secteur Australaisie-Japon.

Au chapitre des faits notables en 1976, le rapport relève la consolidation du tourisme grec déjà amorcée en 1975 et confirmée l'an dernier : on note aussi la progression du Royaume-Uni, des Etats-Unis et du Japon. De même, le Portugal enregistre une remontée certaine. Du côté des moins chanceux, enfin, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, la Turquie et la Yougoslavie qui ont fait de 1976 une année peu brillante dans l'ensemble.

J.-M. D.S.

Faits et projets

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

● Une prime pour la recherche. — Les modalités d'attribution de la « prime de localisation des activités de recherche » sont précisées par un décret qui publie le Journal officiel du 27 juillet. Cette prime peut atteindre 25 000 francs par emploi créé. Le principe de cette prime avait été décidé par un comité interministériel, le 1^{er} mars, qui avait approuvé le décret précisant que ce décret « traitait de tout prochainement » au Journal officiel.

● Les maîtres et le questionnaire. — Le bureau de l'Association des maires de France, qui préside M. Alain Fohrer, président du Sénat, prenant position sur le questionnaire adressé par le gouvernement à tous les maires de France sur la réforme des collectivités locales a « regretté vivement que le gouvernement ait recouru à une procédure coûteuse et à l'efficacité aléatoire, aux résultats incertains, alors que l'association, organisation représentative de tous les maires et reconnue comme telle, a depuis longtemps au cours de ses congrès, dégagé les problèmes et proposé des solutions ».

● Première industrie au Verdon. — Le conseil d'administration du port autonome de Bordeaux vient d'annoncer qu'une zone d'aménagement de quai, dont le nom n'a pas été révélé, s'installera au début de 1978 sur la zone industrielle du port du Verdon. L'estuaire de la Garonne, elle occupera 6 000 mètres carrés, emploiera au premier temps vingt-cinq personnes, ne sera pas polluante. C'est la première installation industrielle qui est décidée sur cette zone. — (Corresp.)

ENVIRONNEMENT

● Larzac : un centre pour la paix. — Après avoir érigé les bergeries et les étables de la Bergerie et de Cavallès, les paysans du Larzac ont en chantier, à l'aide de volontaires, un centre de recherche et de rencontres pour la paix au lieu-dit « Le Cui », sur la commune de La Cavalerie. Ils ont créé une société civile immobilière dont les parts de 200 F viennent d'être mises en souscription.

● Pyllone de Gerstheim démonté. — Les occupants du pylône météorologique de Gerstheim (Bas-Rhin) vont pouvoir quitter le terrain qu'ils occupent depuis le 26 janvier dernier (le Monde du 1^{er} février). L'administration préfectorale a demandé à l'E.D.F. de démonter le pylône.

La préfecture du Bas-Rhin a indiqué à ce propos : « Les pouvoirs publics et E.D.F. ont pris en considération la demande des occupants car ceux-ci ont maintenu le dialogue et non la pression des protestataires souvent étrangers à la région. » — (Corresp.)

P.T.T.

● Saturation dans les centres de tri ? — L'Union syndicale des amboullants et centres de tri C.F.D.T. indique dans un communiqué qu'« en ce mois de juillet la plupart des centres de tri et des bureaux gares P.T.T. ont dépassé le seuil de saturation ». Lettres et cartes postales prennent ainsi, ajoute le syndicat, « de 2 à 12 jours de retard ».

ILE-DE-FRANCE

● L'emprunt régional est converti. — Le premier emprunt public de 300 millions de francs, lancé le 14 juillet par la région Ile-de-France, est entièrement couvert, a annoncé, le mercredi 27 juillet, M. Alain Grotteray, rapporteur général du budget de la région.

M. Grotteray a d'autre part indiqué qu'il avait saisi le premier ministre pour que la Société de développement régional (S.D.R.), en cours de constitution, soit mise en place dès la rentrée.

LA VIE ÉCONOMIQUE

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

M. Chirac rappelle l'hostilité du R.P.R. à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun

De notre correspondant

Caen. — A l'initiative de M. Jean Marchais, vice-président de la F.N.S.E.A. et des chambres d'agriculture, et conseiller agricole du R.P.R. depuis le mois de mai, M. Jacques Chirac est venu à Caen, le 27 juillet, pour présenter les objectifs agricoles de son mouvement.

Devant près de six mille personnes venues des cinq départements normands, M. Jacques Chirac a commencé par critiquer le programme commun, « qui ne consacre que trois pages à l'agriculture » et qui est « une menace pour la responsabilité et la liberté des agriculteurs ». Puis il a dressé le bilan positif de la politique agricole menée depuis 1958, qui « a permis à l'agriculture française de traverser une phase de mutation et de progrès sans précédent ». L'exploitation familiale, l'adaptation à responsabilité personnelle, reste la base de l'agriculture souhaitée par le R.P.R. celle-ci devant « reposer sur les hommes ». Il faut donc renforcer l'appareil de formation, qui « appelle de nouveaux efforts ».

L'intérêt de la concertation

M. Chirac a rappelé l'intérêt de la concertation permanente avec les organisations professionnelles. Les agriculteurs doivent aussi, pour le R.P.R., exercer leurs responsabilités économiques en participant « de plus en plus à l'organisation et à la gestion des marchés », cela, par un renforcement des interprofessions, des coopératives et des groupements économiques.

M. Chirac a aussi réaffirmé son refus d'une politique d'assistance : « Le secteur agricole ne peut être dynamique et compétitif que si

l'activité de production constitue la source principale du revenu des agriculteurs », les aides directes ne devant être que des palliatifs qui ne se justifient que dans des conditions bien définies.

Le R.P.R. veut en outre concilier responsabilité et sécurité, ce qui implique un mécanisme « protégeant l'agriculture des aléas du marché ». Il faudra aussi avoir « une politique ambitieuse d'aide à l'installation » des jeunes.

En ce qui concerne la sécurité des approvisionnements, M. Chirac a critiqué la Commission de Bruxelles, qui, « par indolence à l'égard des pressions américaines », n'a pas voulu accepter un règlement favorisant le développement des cultures nationales riches en protéines capables de remplacer le soja. Le président du R.P.R. a en outre critiqué assez sévèrement les chefs d'Etat et de gouvernement des pays du Marché commun, coupables, selon lui, de ne pas avoir la volonté de faire réellement l'Europe, ainsi que la Commission de Bruxelles, qui « cède trop aux pressions de l'extérieur », et la Grande-Bretagne, « qui veut retirer pour ses consommateurs tous les avantages de la politique agricole commune sans en supporter les contraintes ».

Il a aussi redit son opposition à l'entrée de l'Espagne dans l'Europe agricole : « Il est exclu que nous puissions admettre la possibilité pour les producteurs agricoles espagnols d'entrer dans le Marché commun agricole ».

Enfin, M. Chirac a demandé que soit voté, lors de la prochaine session parlementaire, un statut des femmes d'exploitants agricoles et que soient développés les équipements culturels, sociaux et scolaires en milieu rural.

AGRICULTURE

Après les aides décidées par le conseil des ministres

LES EXPLOITANTS DU SUD-OUEST MARQUENT LEUR DÉCEPTION

Les mesures prises par le conseil des ministres (voir page 4) en faveur des agriculteurs du Sud-Ouest, les 5 et 9 juillet, ont été accueillies avec déception dans les milieux agricoles du Sud-Ouest.

Les responsables des syndicats agricoles du Gers jugent ces mesures « très insuffisantes » et condamnent le recours à l'emprunt.

M. Teyssie, président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Haute-Garonne, a déclaré : « Nous resterons très attentifs à la manière avec laquelle la mise en place de ces mesures sera faite. Nous voulons éviter ségrégations et injustices. » « Déjà », la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) du Lot-et-Garonne a estimé que « la seule conduite à tenir est la riposte par l'action » et a appelé les agriculteurs du Lot-et-Garonne à manifester samedi 30 juillet à Agen.

ÉNERGIE

L'UTILISATION DU NAPHTA NE SERA PAS TAXÉE

Certains produits seront exonérés de la taxe qui doit frapper à un taux modéré (prévisiblement 2 %) toutes les consommations d'énergie des gros consommateurs et dont le principe a été retenu par le comité interministériel consacré aux économies d'énergie le 26 juillet (« le Monde » du 28 juillet). Si le projet n'est pas définitivement arrêté, il est actuellement admis que ne seront pas taxés l'utilisation du naphtha et de ses dérivés — qui servent de matière première à la pétrochimie — et celle du gaz naturel utilisé pour la fabrication de l'ammoniac et des engrais. Rappelons que cette taxe doit s'appliquer à compter du 1^{er} janvier 1978 et ne touchera pas les P.M.E.

● Le Canada a annoncé, le 27 juillet, la vente de 1,7 million de tonnes de blé à l'U.R.S.S. pour l'année prochaine. Le contrat prévoit qu'une partie de ce blé sera expédié à Cuba. Selon des estimations américaines, la récolte céréalière soviétique s'élèverait, en 1977, à 235 millions de tonnes, dont 110 millions de tonnes de blé, pour un objectif de 215,3 millions de tonnes. En 1976, la récolte avait atteint, en Union soviétique, 234 millions de tonnes, dont 96,9 millions de tonnes de blé.

AFFAIRES

BATAILLE AUTOUR D'UN SIGLE

Le moment est-il opportun pour une organisation patronale d'afficher son manque de cohésion ? Il semble bien que non. Pourtant, le 28 juillet, le Syndicat national de la petite et moyenne industrie (S.N.P.M.I.) a assigné en justice la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) « aux fins de faire cesser par cette dernière l'utilisation abusive du sigle P.M.E. ».

Pour comprendre ce procès, il faut savoir qu'en province, certaines sections de l'organisation nationale sont directement rattachées à la C.G.P.M.E. par l'intermédiaire des Unions territoriales de la petite et moyenne industrie (U.T.P.M.I.), alors que d'autres sont adhérentes du syndicat national.

En fait, cette bataille autour d'un sigle marque une sourde lutte d'influence. L'affaire remonte au 15 juin. Ce jour-là, la Confédération générale P.M.E. décide d'exclure de son bureau le Syndicat national des P.M.I. Motif : « Le syndicat ne limiterait pas sa compétence à la seule région parisienne ».

Arguant « d'une vocation nationale » prévue dans ses statuts de 1956, date de sa création et de la « spécificité de son action exclusivement orientée vers l'industrie », le syndicat rejette l'accusation et refuse de limiter son influence à la seule région parisienne. En fait, il entend imposer un regroupement national des petites et moyennes entreprises industrielles en son sein, quitte ensuite à adhérer en bloc à la Confédération...

Les dirigeants de la Confédération sont hostiles à cette démarche. On les comprend, tant il est vrai qu'un syndicat aussi représentatif serait en mesure d'exercer une influence décisive sur l'organisation patronale.

Ph. L.

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

A Saint-Christel-lès-Alès (Gard)

UNE BAGARRE OPPOSE M. FURNON A DES MILITANTS C.G.T.

Des incidents se sont produits, ce jeudi matin 28 juillet, aux établissements Furnon, à Saint-Christel-lès-Alès (Gard). Une bagarre a en effet opposé M. Gérard Furnon, P.-D.G. de l'entreprise, à des délégués C.G.T. M. Furnon a été blessé au visage, ainsi qu'un ouvrier non syndiqué.

Cette échauffourée a eu lieu au moment où, comme chaque matin depuis le début du conflit qui oppose l'industriel gardois à la C.G.T., les ouvriers syndiqués se sont présentés devant l'atelier principal. M. Furnon a mis en action une lance à incendie. Le P.-D.G. de Saint-Christel-lès-Alès et la C.G.T. se relayant mutuellement, la responsabilité de ces incidents.

Après ces faits, dit un communiqué de la direction, huit ouvriers syndiqués se sont dévoués de ces actes de violence et ont regagné leur domicile. Ce que dément la C.G.T. M. Gérard Furnon et l'ouvrier non syndiqué ont porté plainte pour coups et blessures.

VOTE « BLANC » A L'USINE D'ÉVIAN

Le personnel de l'usine d'embouteillage de la société des eaux d'Évian, située à Amphion (Haute-Savoie), avait à se prononcer, le mercredi soir 27 juillet, par un vote à bulletin secret, pour ou contre la reprise du travail. Cette reprise est effective depuis lundi dernier, après six semaines de grève déchaînée pour appuyer des revendications salariales.

La C.G.T. et la C.F.D.T. avaient appelé le personnel de l'usine d'Amphion à voter blanc, afin, selon un délégué, de « laisser aux syndicats une plus grande marge de manœuvre face à la direction. Les résultats du vote ont été les suivants (sur 1 033 votants) : pour la reprise du travail : 238 ; contre : 47 ; blancs : 758 ; nuls : 4.

Aucune nouvelle réunion n'est prévue, pour l'instant, entre les syndicats et la direction, qui en reste pour sa part aux propositions formulées mardi dernier (« le Monde » du 27 juillet). La C.G.T. et la C.F.D.T. n'excluent pas qu'une nouvelle grève puisse se déclarer à tout moment.

FONCTION PUBLIQUE

M. CLAUDE ENGERAND

directeur général de l'industrie

Sur proposition de M. René Monory, ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, M. Claude Engerand a été nommé directeur général de l'industrie en remplacement de M. Hugues de l'Estolle, entré dans le groupe Dassault-Breguet.

Le poste de directeur général de l'industrie a été créé en juillet 1974 à l'occasion de la réorganisation du ministère de l'industrie décidée par M. Michel d'Ornano. Plusieurs noms avaient été avancés pour succéder à M. de l'Estolle : mais M. Monory tenait à ce qu'un « technicien » occupe ce poste plutôt qu'un « politicien ». Le champ d'action du nouveau directeur général de l'industrie risque cependant d'être plus réduit que celui de son prédécesseur dans la mesure où les grands dossiers de politique industrielle sont de plus en plus souvent réglés par l'hôtel Matignon.

(Ne le 11 août 1926 à Remiremont (Vosges), M. Claude Engerand, est diplômé de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale supérieure de l'armement. Affecté en 1954 à l'établissement de Tarbes de la direction technique des armements terrestres, il est nommé en 1965 conseiller technique du cabinet du ministre de l'Armement. Adjoint au chef des services techniques à l'administration centrale de la direction de l'Armement, il est détaché en octobre 1974 auprès du ministre de l'Industrie et de la recherche, où il est nommé directeur des industries métallurgiques, mécaniques et électriques.)

(Publiété)

PREFECTURE DU VAR Service de la Coopération et de l'action économique

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE SAINT-TROPEZ

La commune de SAINT-TROPEZ a demandé que le plan d'occupation des sols communal, rendu public par arrêté préfectoral du 7 janvier 1977, soit soumis à l'enquête en vue de son approbation. A cette fin, un dossier d'enquête sera déposé à la Mairie de SAINT-TROPEZ du 1^{er} au 2 septembre 1977 (inclus), de 10 h. à 12 h. et de 15 h. à 17 h., sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

Les personnes intéressées pourront en prendre connaissance et, le cas échéant, présenter leurs observations, pendant cette période, au registre d'enquête ouvert à cet effet, ou les adresser par écrit à M. Pierre BEDOT, commissaire-enquêteur, maire de SAINT-TROPEZ.

En outre, les commissaires-enquêteurs recevra personnellement les quatre derniers jours de l'enquête (les 30, 31 août et les 1^{er}, 2 septembre) de 10 h. à 12 h. et de 15 h. à 17 h., à la mairie de SAINT-TROPEZ, les observations éventuelles.

Toulon, le 20 juillet 1977.

Officiers ministériels et ventes par adjudication

SERVICE des DOMAINES

Adjudication le 16 août 1977 à 15 h. à la Mairie d'ÉVIAN-LES-BAINS VUE sur le LAC LÉMAN

BELLE PROPRIÉTÉ dite « VILLA FAURORE »

ÉVIAN-LES-BAINS LIBRE

— Rez-de-chaussée : vestibule, cuisine, office, salon, salle de réception, salle à manger (53 m²), balcon, loggia (75 m²) dominant le lac.
— 1^{er} étage : 4 chambres, salle de bains, cabinets de toilette, loggia.
— 2^e étage : 4 chambres.
— PARC ATTENANT AVEC PISCINE D'EAU ET BASSIN (1 ha 28 a 46 ca) MISE A PRIX : 1.200.000 francs

Conditions et visite : Inspection des Domaines « Le Nemours », boulevard du Pré-Cergues. — THONON-LES-BAINS — Tél. : 71-01-26. Renseignements : Direction des Services Fiscaux (Domaines), rue Dupanloup. — ANNECY. — Tél. : 82-81-70.

296-15

AGENCE DE VOYAGES

REPRODUCTION INTERDITE

terrains terrains

Land in U.S.A.
Between New York City & Philadelphia

Round Valley, Inc.

CROISSY-SUR-SEINE

TERRAIN AUX U.S.A.
Pour investissement
Prix avantageux garanti

JACK FREIDUS
RITA TOWER HOTEL
465, PARK AVENUE
NEW YORK, N.Y. — U.S.A.

maisons individuelles

maisons de campagne

PARIS 11^e 160 M²

mobiliers

divers

HAMP

799-97-43

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le miroir suédois

II. — « Des bourgeois » qui nationalisent...

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

Avec l'appui du patronat et des organisations de salariés, le gouvernement social-démocrate de M. Olof Palme, puis, jusqu'en mai dernier, son successeur, le gouvernement « bourgeois » de M. Fälldin, ont eu pour politique économique de faire comme si la récession n'existait pas. Il en est résulté une telle montée des coûts de production que le maintien du plein emploi paraît désormais impossible, et que la couronne suédoise se trouve dangereusement exposée (« Le Monde » du 28 juillet).

Stockholm. — Il y a quelques semaines, le gouvernement suédois espérait encore pouvoir éviter de choisir franchement entre les deux politiques monétaires que des économistes d'opinion opposées, mais appartenant presque tous au courant « libéral » ou « bourgeois », préconisent depuis quelques mois sur la place publique. D'un côté, les partisans d'une forte dévaluation de la couronne, impliquant en fait l'abandon du « serpent », de l'autre les partisans d'une stratégie « à la belge », faisant de l'association avec le Danemark monnaie forte par excellence, l'instrument principal de lutte contre l'inflation.

Asses curieusement, c'est surtout l'âge qui semble déterminer la ligne de partage. Parmi les meilleurs avocats de la première solution, le plus influent est sans doute M. Erik Lundberg, qui a gardé présentes à la mémoire, pour y avoir activement parti-

cipé, les discussions qui avaient déjà eu lieu sur le même thème pendant les années 30, alors que la Suède se détachait des autres pays industriels par sa capacité à surmonter la crise, grâce à une vigoureuse politique d'exportation. Les événements pourraient bien donner raison à l'ancienne génération.

Les jeunes économistes sont plus sensibles à la théorie des anticipations inflationnistes. Pour eux, une dévaluation d'une ampleur suffisante pour ajuster les prix suédois au niveau international n'aurait qu'un effet passager, car les syndicats seraient en mesure d'arracher des hausses de salaire compensatoires. L'ajustement de coût ne peut être qu'un processus lent et graduel. Tout raccourci monétaire serait une illusion. Au contraire, en « tenant bon » à côté du deutschemark, on finira par convaincre les agents économiques du caractère sérieux de l'action entreprise contre l'inflation. Et, plus, ajoutent les plus provocants des avocats de cette thèse, « pour maintenir l'activité, nous avons un autre moyen à notre disposition, dont certes nous nous servons, mais en nous persuadant, pour des raisons puritaines, qu'il faut y mettre fin au plus vite. Ce moyen est l'endettement extérieur. La Suède, si elle le peut, peut emprunter sans dommage pendant de longues années, car son crédit est à peine entamé... » Le professeur Sven Grassman s'est fait un nom en essayant d'élever au rang de doctrine ce qui passe encore pour une pratique honteuse (mais largement répandue).

navale par exemple, devront être réduites de moitié d'ici à 1979. En définitive, compte tenu de l'expansion attendue de l'industrie privée dans d'autres secteurs, ce n'est pas pour autant d'accroître globalement la part du secteur public.

Les réformes « de structure »

Les partis bourgeois sont-ils finalement plus à droite que leurs adversaires sociaux-démocrates ? Devant la gravité et l'urgence des problèmes à résoudre, ils ont repoussé à l'automne et à l'hiver prochains les réformes « de structure » qui devraient justifier, aux yeux de leurs électeurs, leur arrivée au pouvoir. Sagement, ils attendent les conclusions de la commission parlementaire ad hoc pour aborder la question, où ils maintiennent des hommes de la tradition libérale de la droite et de la gauche pour s'assurer que la « centre », sur l'échiquier politique, nous dit le professeur Anders Adal, l'un des principaux conseillers du premier ministre, ancien représentant de son pays à l'O.C.D.E., parlant français avec plaisir, jeune, élégant. Pour maintenir des hommes de la tradition libérale de la droite et de la gauche pour s'assurer que la « centre », sur l'échiquier politique, nous dit le professeur Anders Adal, l'un des principaux conseillers du premier ministre, ancien représentant de son pays à l'O.C.D.E., parlant français avec plaisir, jeune, élégant.

étaient restés aux affaires, auraient été un peu plus loin, poussés par les syndicats, qui pourtant comptent sur d'autres méthodes que la nationalisation pour retirer progressivement à la faible minorité des gros détenteurs d'actions la propriété des moyens de production et le pouvoir qu'elle confère.

La doctrine Asaling

A travers toutes leurs difficultés, les trois formations « bourgeoises » du gouvernement font des efforts honorables pour travailler ensemble malgré leurs divisions. Alors que les modérés et libéraux se retranchent à côté pour approuver le programme nucléaire ambuleux de l'ex-gouvernement socialiste, hanté par les « centralistes » (le parti du premier ministre), ils se séparent sur l'orientation générale à donner à la politique sociale et économique. Les libéraux veulent, quant à eux, signer leur image de parti « proche de la gauche » tandis que l'influent ministre des finances déjà nommé, chef du parti modéré, et le ministre de l'Industrie, un centriste, M. Nils Asaling (l'auteur d'une doctrine dont il est beaucoup question) voudraient au contraire « que les Suédois cessent de compter sur l'Etat pour résoudre tous leurs problèmes ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RETI

Recherche et expansion thérapeutique internationale

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT D' ACTIONS

MM. les actionnaires de la société RETI sont informés que la Société générale, agissant pour le compte de la société AKZO Pharma R.V., désire acquérir au prix de 100 F par titre toutes quantités d'actions, coupons n° 2 et suivants, attachés de la société RETI se trouvant dans le public.

Un avis de la chambre syndicale des agents de change fixant les modalités de l'opération a été publié au « Bulletin de la cote officielle » du 18 juillet 1977.

L'offre d'achat est valable jusqu'au 26 août 1977.

Les actionnaires qui souhaiteraient offrir leurs actions au prix proposé sont priés de remettre à leur banquier ou à leur agent de change un engagement de vente suivant le modèle tenu à leur disposition et de faire déposer leurs actions par leur intermédiaire auprès de la chambre syndicale des agents de change au plus tard le 26 août 1977.

La négociation des actions se fera par l'intermédiaire des agents de change près de la Bourse de Paris. Elle ne donnera lieu à aucune frais pour le présentateur, les impôts et courtages, ainsi que les frais de port et d'assurance éventuels étant pris en charge par la Société générale.

Une note d'information établie par la société AKZO Pharma R.V. et par la société RETI, qui a obtenu le visa n° 71-97 du 20 juillet 1977 de la Commission des opérations de Bourse, sera tenue à la disposition des actionnaires dans les banques et chez les agents de change.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. OBLIGATIONS 10,50 % 1975

Les intérêts courus du 1^{er} août 1976 au 31 juillet 1977 seront payables à partir du 1^{er} août 1977 à raison de 94,50 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon numéro 2, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,50 francs.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libérateur sera de 15,74 francs soit un net de 78,76 francs.

Le paiement des coupons sera effectué, sans frais, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités, ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des finances, perceptions) et auprès des bureaux de poste.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la C.N.T.

legrand

+ 30,2 %

A structure comparable, le chiffre d'affaires consolidé h.t. du premier semestre 1977 s'est élevé à 561,1 MF contre 431,2 pour la même période de 1976, soit une augmentation de 30,2 %.

Les ventes consolidées sur les marchés étrangers ont progressé de 60,9 %.

Le chiffre d'affaires de Legrand S.A., arrêté au 30 juin 1977, ressort à 436,5 MF (+ 29 %).

Les SDR de l'Est lancent leur 9^e emprunt groupé pour financer les entreprises dynamiques de leur région

215.000.000 F

71,13 % l'actuel

Garanti par l'Etat

Durée: 15 ans

Intérêt annuel: 110 F

par coupon de 1000 F

payable le 25 juin

de chaque année

Amortissement en 15 ans

Cet emprunt

est entièrement

garanti par l'Etat

et par la Caisse

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

de l'Est

LES MARCHES

Banque Populaire TROIS SICAV DU GROUPE

SITUATION AU 30 JUIN 1977	VALEUR Valeurs diversifiées	FRUCTIDOR Obligations	PLANINTEUR Valeurs internationales
Capital (en F)	134 124 800	104 717 300	107 271 200
Actions en circulation	1 341 248	1 047 173	538 280
Valeur liquidative (en F)	185 727 106,10	127 339 566,45	139 385 937,42
Actif net (en F)	185 727 106,10	127 339 566,45	139 385 937,42
1 ^{er} Réserve (en F)	31,47	80,91	31,92
— Obligations libérées en monnaie	1,78	6,51	4,00
— Actions françaises	19,79	2,62	11,34
— Actions étrangères	45,27	1,53	41,11
— Créances hypothécaires	1,53	1,53	1,53
— Liquidités	2,69	7,10	4,00

Les souscriptions et rachats sont reçus aux mille sept cent cinquante guichets des Banques populaires à la Caisse centrale des Banques populaires et à la Caisse centrale de Crédit hôtelier, commercial et industriel.

MOËT - HENNESSY

Dans sa réunion du 21 juillet 1977, le conseil d'administration de la société Moët-Hennessy a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1977. Ceux-ci se soldent par un bénéfice net de 31 690 887,95 F.

Par ailleurs, il sera convoqué une assemblée générale extraordinaire le 1^{er} août 1977, à 14 heures, au siège social, 10 rue de la Harpe, à Paris, pour le 27 septembre 1977 la mise en distribution d'un dividende de 5,40 francs par action qui, avec l'imprévu de 140 millions de francs, en hausse de 6,50 % conformément aux recommandations gouvernementales.

Moteurs électriques
de haute qualité de 0,75 à 500 CV
Prix réduits par quantités
Exportation
H. ROCOPLAN 52200 LANGUES

BOURSE DU BRILLANT
communiqué
MARCHÉ DU BRILLANT
Prix d'un brillant rond spécimen BLANC EXCEPTIONNEL
1 CARAT
30 JUILLET 1977
+ commission 4,90 %
M. GÉRARD, JOAILLIERS
6, avenue Montaigne - Paris 67
Tél. 370-43-44

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Les groupes Alsthom-Atlantique et Crouzet-Loire viennent de créer une entreprise commune : la Société d'entreprise générale d'équipement hydraulique Alsthom-Schneider, qui agit à l'exportation pour le compte des deux groupes. Son capital est détenu à 68 % par Alsthom-Atlantique et à 32 % par Crouzet-Loire.

Syndicats

L'Union parisienne C.F.D.T. demande à être reçue par M. Chirac. Elle renouvelle cette demande après l'audience accordée à F.O. par le maire de Paris. Les délégués réclament aussi l'attribution de bureaux à la Bourse du travail, où ils ne disposent que de treize bureaux, contre deux cent vingt-cinq à la C.G.T. et cinquante à F.O. Ils accusent F.O. de « créer une division syndicale » en la matière. Cette organisation s'était plainte, elle aussi, auprès de M. Chirac, de l'actuelle répartition des bureaux.

Travaux

Une vingtaine d'adhérents du C.I.D.-UNAT ont, le 27 juillet, les locaux de la caisse de retraite « Organie » Puy-de-Dôme-Ailier à Clermont-Ferrand. Les membres du commando se sont emparés de plusieurs centaines de dossiers et les ont emportés en un lieu tenu secret. Une demi-douzaine de responsables de cette opération, qui ont été considérés comme les locaux de la caisse, ont été conduits par les policiers clermontois dans les locaux du commissariat central.

Organisation internationale

MM. Francis Blanchard et Gabriel Venturiel à l'Élysée. — Le directeur général du Bureau international du travail et le pré-

Employé

M. René Monory, ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, qui a reçu, mardi 26 juillet, MM. Belloni, président de Montefibre, et Schejola, président de Montedison France, a selon un communiqué du ministère attiré l'attention des responsables de la société sur les graves répercussions économiques et sociales que ne manquerait pas d'avoir, pour la région des Vosges, l'arrêt de l'usine de Saint-Nabord et a demandé aux dirigeants de Montefibre d'examiner toutes solutions permettant une sauvegarde maximum d'emplois, le maintien de l'outil de production et le sursoir, avant la conclusion de cet examen, à toute décision ayant un caractère irréversible.

Organisation internationale

MM. Francis Blanchard et Gabriel Venturiel à l'Élysée. — Le directeur général du Bureau international du travail et le pré-

La doctrine Asaling

« Nous nous traitons mutuellement, et en rival, de socialistes », nous dit M. Asaling, un sourire timide aux lèvres, à propos des décisions que les nouveaux dirigeants ont dû prendre, contre leur conviction personnelle, mais en vertu d'un pragmatisme dont se réclament aussi la plupart des socialistes, y compris l'ancien premier ministre. Ce n'est pas la moindre paradoxe de la situation que de voir le gouvernement « bourgeois » faire ce que, en quarante-quatre ans de pouvoir, les socialistes se sont abstenus de faire : nationaliser.

Dans les chantiers navals (10 % de la production mondiale), le gouvernement a repris la totalité du capital de la société, qu'il possédait déjà à 51 %, et lui a adjoint par fusion les installations de l'autre chantier (privé) qui existait à Göteborg, si bien qu'il ne reste plus qu'un seul constructeur privé (à Malmö).

Dans l'électronique, l'Etat a augmenté sa participation en formant avec le groupe Wallenberg une nouvelle société dans laquelle se trouve amalgamée une compagnie jusqu'ici entièrement privée. Dans l'industrie de l'acier, y compris des aciers spéciaux, naquirent la fierté de la technique et du génie exportateur suédois, un plan de réorganisation est à l'étude, qui prévoit une reprise en main, sous l'égide de la société nationale déjà existante, d'une partie sans doute importante de la profession.

« En réalité, nous dit le ministre de l'Industrie, les nationalisations auxquelles nous sommes contraints de procéder ont pour but de confier à l'Etat la tâche difficile de rationaliser et de diminuer les capacités de production qui, pour la construction

Affaires

Les groupes Alsthom-Atlantique et Crouzet-Loire viennent de créer une entreprise commune : la Société d'entreprise générale d'équipement hydraulique Alsthom-Schneider, qui agit à l'exportation pour le compte des deux groupes. Son capital est détenu à 68 % par Alsthom-Atlantique et à 32 % par Crouzet-Loire.

Syndicats

L'Union parisienne C.F.D.T. demande à être reçue par M. Chirac. Elle renouvelle cette demande après l'audience accordée à F.O. par le maire de Paris. Les délégués réclament aussi l'attribution de bureaux à la Bourse du travail, où ils ne disposent que de treize bureaux, contre deux cent vingt-cinq à la C.G.T. et cinquante à F.O. Ils accusent F.O. de « créer une division syndicale » en la matière. Cette organisation s'était plainte, elle aussi, auprès de M. Chirac, de l'actuelle répartition des bureaux.

Travaux

Une vingtaine d'adhérents du C.I.D.-UNAT ont, le 27 juillet, les locaux de la caisse de retraite « Organie » Puy-de-Dôme-Ailier à Clermont-Ferrand. Les membres du commando se sont emparés de plusieurs centaines de dossiers et les ont emportés en un lieu tenu secret. Une demi-douzaine de responsables de cette opération, qui ont été considérés comme les locaux de la caisse, ont été conduits par les policiers clermontois dans les locaux du commissariat central.

Organisation internationale

MM. Francis Blanchard et Gabriel Venturiel à l'Élysée. — Le directeur général du Bureau international du travail et le pré-

Employé

M. René Monory, ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, qui a reçu, mardi 26 juillet, MM. Belloni, président de Montefibre, et Schejola, président de Montedison France, a selon un communiqué du ministère attiré l'attention des responsables de la société sur les graves répercussions économiques et sociales que ne manquerait pas d'avoir, pour la région des Vosges, l'arrêt de l'usine de Saint-Nabord et a demandé aux dirigeants de Montefibre d'examiner toutes solutions permettant une sauvegarde maximum d'emplois, le maintien de l'outil de production et le sursoir, avant la conclusion de cet examen, à toute décision ayant un caractère irréversible.

Organisation internationale

MM. Francis Blanchard et Gabriel Venturiel à l'Élysée. — Le directeur général du Bureau international du travail et le pré-

Employé

M. René Monory, ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, qui a reçu, mardi 26 juillet, MM. Belloni, président de Montefibre, et Schejola, président de Montedison France, a selon un communiqué du ministère attiré l'attention des responsables de la société sur les graves répercussions économiques et sociales que ne manquerait pas d'avoir, pour la région des Vosges, l'arrêt de l'usine de Saint-Nabord et a demandé aux dirigeants de Montefibre d'examiner toutes solutions permettant une sauvegarde maximum d'emplois, le maintien de l'outil de production et le sursoir, avant la conclusion de cet examen, à toute décision ayant un caractère irréversible.

Organisation internationale

MM. Francis Blanchard et Gabriel Venturiel à l'Élysée. — Le directeur général du Bureau international du travail et le pré-

Employé

M. René Monory, ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, qui a reçu, mardi 26 juillet, MM. Belloni, président de Montefibre, et Schejola, président de Montedison France, a selon un communiqué du ministère attiré l'attention des responsables de la société sur les graves répercussions économiques et sociales que ne manquerait pas d'avoir, pour la région des Vosges, l'arrêt de l'usine de Saint-Nabord et a demandé aux dirigeants de Montefibre d'examiner toutes solutions permettant une sauvegarde maximum d'emplois, le maintien de l'outil de production et le sursoir, avant la conclusion de cet examen, à toute décision ayant un caractère irréversible.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RETI

Recherche et exposition thérapeutique internationale

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT D'ACTION

La timide amélioration observée mardi ne s'est pas démentie à la Bourse de Paris, où, ce mercredi, une majorité de valeurs françaises ont monté. En légère hausse à l'ouverture (+ 0,2 %), l'indice de clôture a progressé de 0,9 % au-dessus de son niveau précédent. Le marché a été plus animé que dans l'ensemble, guère plus actif.

Les pétroles ont, une nouvelle fois, pris la tête du mouvement de hausse, immédiatement suivis par la métallurgie, la construction mécanique et, dans une moindre mesure, les établissements de crédit.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 27 JUILLET

Reprise

La timide amélioration observée mardi ne s'est pas démentie à la Bourse de Paris, où, ce mercredi, une majorité de valeurs françaises ont monté. En légère hausse à l'ouverture (+ 0,2 %), l'indice de clôture a progressé de 0,9 % au-dessus de son niveau précédent. Le marché a été plus animé que dans l'ensemble, guère plus actif.

Les pétroles ont, une nouvelle fois, pris la tête du mouvement de hausse, immédiatement suivis par la métallurgie, la construction mécanique et, dans une moindre mesure, les établissements de crédit.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

SCRECO, Chiers et Pierrefitte-Audy ont réalisé les meilleures performances (+ 5 %). Tandis que Nacoste, U.T.A. et Chargeurs (- 3 % à - 5 %) subissent les plus fortes pertes.

BOURSE DE NEW YORK

Mercredi noir

L'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin (voir d'autre part) a porté vers le bas le cours de la Bourse de New York. Réactionnée depuis le début de la semaine, le mouvement de repli s'est brusquement accentué en cours de séance et, après avoir tenté de plancher des 300, l'indice des Industriels s'est effondré à 273,50.

Un nouvel et important déficit de la balance commerciale américaine était attendu autour du « Big Board ». Dans une certaine mesure, les opérateurs avaient même déjà anticipé. Pourquoi ce soudain découragement ?

Il provient en fait de l'accumulation des mauvaises nouvelles. La perspective d'un ralentissement de l'expansion durant le second semestre, la crainte d'un durcissement de la politique monétaire américaine, la dégradation des perspectives de la dette fédérale, l'aggravation inattendue du déficit commercial, l'annonce de la candidature de l'ancien gouverneur de la Réserve, fait l'après d'une séance placée. Plus des deux tiers des actions traitées (1 822 au total) sont en baisse, 281 seulement progressant et 322 ne variant pas.

A l'évidence, le marché va avoir à remonter la pente.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LE MONDE — 29 juillet 1977 — Page 21

BOURSE DE NEW YORK

Mercredi noir

L'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin (voir d'autre part) a porté vers le bas le cours de la Bourse de New York. Réactionnée depuis le début de la semaine, le mouvement de repli s'est brusquement accentué en cours de séance et, après avoir tenté de plancher des 300, l'indice des Industriels s'est effondré à 273,50.

Un nouvel et important déficit de la balance commerciale américaine était attendu autour du « Big Board ». Dans une certaine mesure, les opérateurs avaient même déjà anticipé. Pourquoi ce soudain découragement ?

Il provient en fait de l'accumulation des mauvaises nouvelles. La perspective d'un ralentissement de l'expansion durant le second semestre, la crainte d'un durcissement de la politique monétaire américaine, la dégradation des perspectives de la dette fédérale, l'annonce de la candidature de l'ancien gouverneur de la Réserve, fait l'après d'une séance placée. Plus des deux tiers des actions traitées (1 822 au total) sont en baisse, 281 seulement progressant et 322 ne variant pas.

A l'évidence, le marché va avoir à remonter la pente.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

LA BOURSE DE NEW YORK a ouvert en baisse, le mercredi 27 juillet, à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record pour le mois de juin.

BOURSE DE PARIS - 27 JUILLET - COMPTANT

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS			
du nom.	cours	précéd.	cours	précéd.	cours	précéd.	cours		
35 50	2 435	France I.R.O.	158	180	Localnet Immo.	159 50	171 50		
51 30	2 426	France I.R.O.	364	382	123	121 50	Immuniv.	79	
26 1969	2 426	SAW (SA) Contr.	517	520	Marmel. Credit.	231	231 50	Cl. Lyon. Imm.	79
17 45-54	2 426	Participat. A.I.R.	567	568	255	272	OFINER	79	
1963-1964	105	680	680	240	240	143	143 50	Volm Rhabit.	740
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	114
14 50 53	934	Alcatel	347	348	184	184	104	Act. Invest.	

LES CONTROVERSES SUR LA POLITIQUE NUCLÉAIRE

- **M. Valéry Giscard d'Estaing visite les installations de Pierrelatte**
- **La manifestation de Creys-Malville est interdite aux abords du site**

Le président de la République se rendra, le vendredi 29 juillet dans l'après-midi, à Pierrelatte (Drôme). M. Giscard d'Estaing visitera tout d'abord les installations secrètes du Commissariat à l'énergie atomique, où celui-ci a mis au point un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium par échanges chimiques.

Il se rendra ensuite sur le site voisin du Tricastin, où est en cours de construction l'usine Eurodif d'enrichissement par diffusion gazeuse.

Cette visite a lieu à la veille des manifestations anti-nucléaires prévues dans la région, où les occupants des 15 kilomètres de périmètre sont installés autour du surréacteur en construction dans laquelle seules les personnes munies de laissez-passer pourront pénétrer. En revanche, a indiqué le président des manifestants, qui comptent se réunir à l'ouest de R.N. 76 ne seront pas dispersés par les forces de l'ordre.

- ## L'enlèvement de M. Revelli-Beaumont

LES SUSPECTS INTERPELLÉS EN ESPAGNE TENTENT DE MINIMISER LEUR RÔLE

Le ministre espagnol de la justice n'avait pas encore reçu, mercredi 27 juillet en fin de journée, la demande d'extradition présentée par le gouvernement français et visant les six Argentins et l'Italien soupçonnés d'avoir participé à l'enlèvement et à la séquestration de M. Luchino Revelli-Beaumont. Ceux-ci sont toujours interrogés par les autorités espagnoles, mais chacune d'eux s'efforce de minimiser son rôle personnel dans l'affaire.

A Paris, M. Louis Chavanac, juge d'instruction, a entendu, mercredi 27 juillet, pendant quatre heures, M. Albert Chambon, ancien ambassadeur, inculpé de non-dénonciation de malfaiteurs. Le diplomate a révélé qu'il avait fait part des négociations qu'il menait pour la libération du directeur général de Fiat-France à deux hauts fonctionnaires, M. Paul-Marc Henry, ancien président du centre de développement de l'O.C.D.E., ministre potentielitaire, et M. Alain Montarras, chef du service des Voyages officiels au ministère de l'Intérieur.

D'autre part, la chambre d'accusation doit se prononcer, ce jeudi 23 juillet, sur la demande de mise en liberté de M. Hector Aristy, inculpé d'arrestation illégale et de séquestration de personne dans le rant de M. Ravelli-Beaumont.

Les policiers espagnols ont pu établir que le « cerveau » serait M. Hector, un avocat argentin, qui a déclaré que ce dernier affirme qu'il était simplement chargé de garder l'argent de la rançon. M. Hector était l'ami de M. Roca et avait préparé la préparation de l'enlèvement. Celui-ci aurait reconnu qu'on l'avait chargé de surveiller M. Echevillat-Beaumont, mais qu'il n'avait pas eu l'objectif final de l'opération ». Quant à M. Alfredo Mario Roca, le pseudo-avocat costa-ricain, Vase Lopea, qui avait été arrêté par les policiers en Suisse et de mettre la rançon en lieu sûr, M. Roca affirme qu'il était simplement chargé de recou-

En plus de l'enquête sur l'enlèvement lui-même, les policiers espagnols essaient de percer la véritable personnalité de chacun de ces suspects. Trois d'entre eux, M. Rossi Carlos, Alberto Arce et Juan Carlos Forero, ont été arrêtés en 1963 et accusés d'avoir participé à l'attaque d'un fourgon de l'hôpital de Buenos-Aires, en Argentine, le 29 septembre 1962, qui avait causé la mort de deux personnes. A Buenos-Aires, on indique également que M. Hector était un membre de complicité dans l'enlèvement, mais qu'il n'était pas impliqué dans ce hold-up au cours duquel 800 000 F avaient été dérobés. Le « coup de main »

Enfin, deux autres Argentins, MM. Victor Hoscocar Castillo et Luis Alberto Ramon, ont été arrêtés par les services de la sécurité générale de Fiat-France pendant sa séquestration, aidés par des complices qui n'ont pas pu être identifiés, qu'ils étaient italiens. Quant au seul ressortissant italien, M. Vincenzo Giarratana, il était l'ami intime du Dr. Rossi, mais n'a pas encore été mentionné. Il aurait pris possession de la rançon sur le pont de la Machine, à Genève, vers 6 h 00 m du matin, le 17 septembre 1977. Il était accompagné de son frère, Mario Jurio, et d'un autre Italien, un

Marcel Lassance
SOLDE
SES FINS DE SÉRIE à partir de
LUNDI 25 JUILLET

Marcel Lassance

SOLDE

SES FINS DE SÉRIE à partir du

LUNDI 25 JUILLET

17, rue du Vieux-Colombier
75006 PARIS

GALERIE POINT SHOW
66, Champs-Élysées

En visite à Paris
M. SIMONET, MINISTRE BELGE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
EXPOSE DES VUES PROCHES
DE CELLES DE LA FRANCE
M. Simonet, ministre belge des affaires étrangères et président en exercice du conseil des Neuf.

a été reçu à déjeuner, mercredi 27 juillet, par M. de Guiringaud, et a eu un entretien avec M. Giscard d'Estaing. Les conversations ont principalement porté sur la conjoncture économique en Europe et sur l'élargissement de la Communauté. Les vues du ministre belge paraissent proches de celles des dirigeants français.

M. Simonet s'inquiète de la situation belge et de la

collaboration japonaise et les na-
politique monétaire américaine
qu'il considère comme une
« négligence agressive », la chute
du dollar acceptée ou voulue par
Washington se traduisant par
une augmentation de la compé-
titivité américaine. Devant ces
menaces la Communauté doit
s'organiser, estime-t-il, et mieux
intégrer ses politiques économi-
que et commerciale

M. Simonet est très conscient des risques économiques que ferait courir à la Communauté son élargissement à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal. Membre de la précédente Commission — que présidait M. Ortoli, — il s'était prononcé contre une adhésion sans condition de la Grèce. Il pense que l'entrée de la Communauté ne peut être refusée aux Etats démocratiques, mais que ceux-ci doivent être, dès le début des négociations, informés des difficultés qu'elles soulèveront.

TROIS PERSONNES INCULPÉES APRÈS LES INCENDIES EN CORSE

Les foyers d'incendie de maquis en Corse, sont en nette régression mais déjà 15 000 hectares ont été détruits, dont plus de 10 000 dans le nord de l'île. C'est ce qu'annonçait M. Yves Benteague, préfet de Haute-Corse, mercredi 27 juillet, en fin d'après-midi. M. Benteague a fait également le bilan des arrestations des personnes soupçonnées d'être des incendiaires.

Trois des six personnes arrêtées, à savoir le fuiller ou le défilé, ont été relâchés par le parquet de Bastia et inculpés d'incendie volontaire. Il s'agit de M. Joseph Mattin, Agé de trente ans, exploitant forestier à Olmo, au nord de Bastia (le Monde) et de M. Jean-Paul Antonio, Agé de vingt-trois ans, employé de la commune de Bastia, Agé de trente-quatre ans, employé communal à Bastia, qui aura été allumé le feu de Furiani, et de M. Eugène Riondi, Agé de vingt ans, employé de la commune de Bastia, qui aura été allumé l'incendie de la commune de Bastia.

Un quatrième homme, M. Mohamed Drici, âgé de cinquante ans, manœuvre à Bastia, a été remis en liberté. Il fera l'objet d'une procédure pour éventuelle complicité.

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a demandé au premier ministre, M. Raymond Barre, dans une lettre qu'il lui a adressée, mercredi 27 juillet, de « réexaminer enfin toutes mesures nécessaires pour protéger sérieusement les citoyens communistes et notamment par une véritable politique de rachat et par un entretien approprié des massifs forestiers ».

plusieurs de ses membres auraient par la suite rejoint les rangs des Montoneros. Les trois hommes avaient été remis en liberté en 1973 à l'arrivée à la présidence de M. Hector Campora, bras droit de Juan Peron, qui avait accordé une amnistie aux détermi-

Contrairement à leurs collègues français, les policiers madoïennes ne disent pas que les ravisseurs sont des « terroristes ». Ils déclarent : « De toute évidence, ils avaient à voir avec la politique, mais à l'échelle plutôt qu'à gauche », indiquent-ils. Les sept suspects ont été interrogés. Cependant, l'extradition des sept suspects ne semble poser aucune difficulté. Quand le ministre espagnol espère que la France sera en possession de la demande du gouvernement français, il saluera le juge d'instruction, qui a autorisé le 27 septembre, l'arrestation des sept malfaiteurs. Le juge transmettra ses conclusions au gouvernement, qui seul est habilité à le faire. Par sa suite à donner à la demande française d'extradition. (Les accords d'extradition entre la France et l'Espagne datent de 1924.)

Le juge Louis Chavanne, juge d'instruction remplaçant M. Charles Franceschi, actuellement en congé, a entendu pendant quatre heures et demie, mercredi après-midi, M. Albert Chambon, ancien ambassadeur inculpé de non-dénonciation de malfaiteurs. Le diplomate était assisté de M^{rs} Jean-Louis Aujol. Au terme de son audition, M. Chambon a précisé que le signalement de l'homme qui lui avait été remis par l'agent Lhué — avec lequel il négociait — ne correspond pas aux photos des suspects arrêtés à Madrid, ainsi qu'à celle de M. Hector Villalon.

TEMPERATURE (°C)	RATE OF REACTION
10	0
20	1
30	4
40	5
50	6
60	7
70	7.5
80	8
90	8

L'industrie italienne de la chaussure, qui produit 350 millions de paires et en exporte plus de 250 millions, participe aux manifestations du MICAM et de Modacalzatura (mode de la chaussure).

hausse,
paires
lions,

هذه امة الاصل